

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 4 juin 1884.

SOMMAIRE :—Délibération sur divers chapitres du budget : MM. Mercier, Marchand, Robertson, Blanchet, Gagnon, McShane, Stephens, Deschênes, Faucher de Saint-Maurice, Casavant, Poulin, Paradis, Martin et Taillon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE J. WURTELE.

La séance est ouverte à onze heures.

SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE BUDGET.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le budget.

Les crédits votés dans les séances du 2 et 6 mai sont définitivement adoptés.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je voudrais savoir si la province a payé pour l'impression du discours de M. Desjardins, député de Montmorency, prononcé à la dernière session.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—Le secrétaire de la province devrait le savoir, car il est bien au moins indirectement responsable des actes du gouvernement Mousseau.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—On m'informe que ce n'est pas encore payé.

L'honorable M. **Mercier**.—Qu'on nous donne les détails de la somme de \$10,000 votée hier, et ainsi nous saurons également si le discours du secrétaire de la province, distribué récemment en brochure, va être payé par la province.

M. le **Secrétaire**.—Je donne ma garantie personnelle que la province ne paiera jamais rien pour cela.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Je crois que le Conseil législatif devrait nous donner des détails sur ses dépenses. Chaque année on voit apparaître un montant en bloc et c'est tout ce que nous avons. Ce système devrait finir. Par exemple on devrait avoir des détails sur les dépenses d'impression et contingentes. La loi du trésor en fait une obligation. Je me promets bien d'y voir à la prochaine

session. Comme nous sommes maintenant, nous nous trouvons à payer \$38,000 pour ces messieurs qui font si bien respecter la constitution, et qui se permettent de corriger les erreurs de cette Chambre ! Quand il s'est agi de sacrifier la plus belle propriété de la province, on les a trouvés ; il est vrai qu'ils ont été deux de moins qu'il n'aurait fallu, mais ils ont montré beaucoup de bonne volonté.

L'honorable M. **Mercier**.—Il y a un arrêté du conseil qui approuve la dépense de \$1500 environ pour l'impression du discours de l'honorable député de Montmorency.

M. **Desjardins**.—*député de Montmorency*. -- Je n'aurais jamais donné le manuscrit si j'avais cru que la province paierait pour l'impression.

L'honorable M. **Mercier**.—Ce discours est très bien fait au point de vue conservateur, et de nature à rendre service à ce parti, et je n'accuse pas l'honorable député ; de plus je sais qu'il n'a pas reçu un sou de cet argent, mais ce n'est pas là la question.

M. **Gauthier**.—*député de Charlevoix*.—J'ai été l'un de ceux qui ont demandé l'impression de ce discours, et j'avais cru que c'était simplement une entreprise privée.

M. **Gagnon**.—Le discours du député de Montmorency est très habilement fait, et si j'avais un regret, ce serait celui de voir que son parti ne l'a pas plus apprécié. Mais quant à l'impression, c'est une autre chose. Le gouvernement devrait nous consulter.

L'honorable M. **Mercier**.—Qu'est-ce que le gouvernement a décidé à propos de l'indemnité des députés ?

M. le **Trésorier**.—Vu la longueur de la session, le gouvernement proposera de donner \$700 pour cette année et de changer la loi pour la mettre à \$600 à l'avenir.

L'honorable M. **Mercier**.—Il faut que vous nous demandiez de changer la loi.

L'honorable M. **Taillon**.—*député de Montréal-est, procureur général*. —Ce sera fait à la prochaine session.

M. **McShane**.—*député de Montréal-ouest*.—Vous demandez \$12,000 pour la codification. Est-ce tout enfin ?

M. le **Procureur général**.—Le commissaire m'a dit qu'il ne

lui restait du travail que jusqu'à l'automne et qu'alors nous aurions son dernier rapport.

M. Gagnon.—Vous ne pourrez finir avec cela. Le trésorier nous a promis un surplus de cent mille piastres, je n'y crois pas, et si le budget est simplement en équilibre ce sera très beau. Mais s'il arrive avec trois ou quatre cent mille piastres de découvert, n'est-ce pas que nous aurons raison de le critiquer.

M. le Trésorier.—Oui, oui. . . .

M. McShane.—J'espère que l'an prochain, le trésorier nous donnera son exposé plus à bonne heure, afin que nous ne soyons pas comme cette année, si longtemps sans travail.

M. le Procureur général.—Nous avons toujours siégé le soir et quand même nous aurions eu à étudier des projets de loi du gouvernement, nous n'aurions rien fait de plus. La session a été très laborieuse.

M. Gagnon.—Il est vrai que nous avons siégé le soir, mais pas à une heure avancée, jusqu'à dix heures en moyenne, tandis que maintenant nous siégeons tard et le budget, qui est venu à une époque avancée de la session, n'est pas encore terminé.

M. le Procureur général.—Vous savez pourquoi.

L'honorable **M. Joly**—*député de Lotbinière.*—Une chose très vraie c'est que depuis quelques jours, nous avons reçu un grand nombre de projets de loi.

M. le Procureur général.—Il n'y a pas de quoi à lire pendant quinze minutes. Les autres projets sont inscrits à l'ordre du jour depuis longtemps.

L'honorable **M. Joly.**—Le procureur général dit qu'il n'y a pas de quoi à lire pendant quinze minutes. Eh bien, je prends le projet de loi relatif à l'agriculture, qui vient de nous arriver et j'y trouve matière à un travail beaucoup plus long.

M. Stephens—*député de Montréal-centre.*—J'espère qu'on va finir cette année avec la codification des statuts.

M. le Procureur général.—On me dit que tout doit être terminé cet automne. Il y a déjà deux rapports de faits. Nous les

examinerons pendant la vacance, et je crois qu'il faudra nommer un comité qui fera spécialement ce travail de révision pendant la vacance.

Le commissaire doit aussi indiquer tous les amendements faits soit directement, soit indirectement au code civil par nos lois statutaires. Ce sera très utile.

M. Gagnon.—Dans un rapport de comité daté du 26 mai, on admet implicitement que les \$15,000 payées à M. Dansereau sont perdues. On ne demande que \$3,000. Ce n'est pas suffisant. L'année prochaine, on viendra nous demander quinze ou vingt mille piastres pour ce service.

J'admets que l'adoption du rapport dont j'ai parlé est une autorisation pour le gouvernement de dépenser des fonds publics pour cette fin, mais avec tout cela, où va le petit surplus du trésorier.

M. le Trésorier. — \$3,000 est le montant ordinaire. Que la Chambre fasse maintenant comme elle voudra, c'est son affaire.

M. Gagnon.—Le gouvernement doit donner une forme pratique à la recommandation de la Chambre. C'est à lui à nous soumettre la demande dans le budget. On viendra peut-être l'an prochain avec un mandat spécial. C'est donc la forme que je critique.

M. le Procureur général.—Il n'y a pas de place pour mettre plus de livres que nous en avons, vu l'exiguité du local. Je crois qu'il serait inutile d'en acheter plus que nous en avons d'achetés.

L'honorable **M. Mercier.**—Nous devrions abolir la charge de greffier de la couronne en chancellerie. Il n'a qu'à lire les titres des projets de loi, le jour de leur sanction et de recevoir les rapports des élections. Le greffier de la Chambre peut faire cette besogne.

M. Gagnon.—S'il respecte bien vos mandats, M. le président, je ne le chagrinerai pas à la prochaine session.

M. Gagnon.—Je demande que les documents de la session contiennent toutes les réponses aux adresses qui sont imprimées. Le contraire est la pratique, et j'ai constaté que cette pratique présente de graves inconvénients.

L'honorable **M. Joly.**—Oui, ceci est arrivé pour un document que je considère comme très important. Il s'agit de l'adresse à propos de la reconnaissance par le gouvernement fédéral de la créance de \$1,347,-

ooo. L'original de ce document a disparu du bureau du trésor et la brochure imprimée qui le contient n'a pas été reliée avec les autres pièces de la session. Je crois que pour éviter cela, on devrait prendre des mesures spéciales.

Les crédits votés dans la séance du 16 mai sont ensuite mis aux voix.

M. **Gagnon**.—On demande \$8,000 pour les instituteurs à la retraite. Je crois que ce fonds va finir par nous coûter très cher. Évidemment on ne paraît pas avoir calculé, qu'en adoptant le système en vigueur, nous aurions une somme énorme à payer plus tard.

M. le **Trésorier**.—La loi devra être changée, car les calculs donnent un résultat tout autre que celui auquel nous pouvons faire face. J'avais l'intention de la faire changer cette année, mais ce sera fait à la prochaine session.

M. **Stephens**.—Cette retraite est semblable à une compagnie d'assurance. Alors pourquoi les intéressés ne s'adresseraient-ils à une de ces compagnies, qui administrent leurs affaires beaucoup plus économiquement que le gouvernement.

Les crédits votés le 16 mai sont définitivement adoptés.

Les crédits votés le 20 mai sont mis en délibération.

M. **Gagnon**.—Je vois que l'on demande un certain montant pour le salaire des employés du lieutenant gouverneur. Le chef de l'exécutif se trouve donc à la merci de la Chambre à chaque session. On devrait mettre ces employés sur le même pied que les autres fonctionnaires.

M. le **Trésorier**.—Ce serait aussi bien en effet.

M. **McShane**.—Je désirerais voir les hommes de police de Montréal mieux payés qu'ils ne le sont. Ils le méritent bien.

M. **Gagnon**.—L'inspection des écoles figure encore au budget pour \$29,675. Le gouvernement se propose-t-il de continuer ce système? Je crois que je puis dire qu'on n'obtient pas les résultats qu'on espérait. L'inspection des écoles dure à peine une heure ou une heure et demie. L'inspecteur n'est utile que dans les cas de difficultés à propos de l'administration scolaire. L'inspection ne vaut rien, ni quant à ce qui regarde la tenue des comptes, ni à l'égard des autres sujets qui tombent dans la compétence de l'inspecteur. On a découvert les déficits dans les comptes de l'administration scolaire, que quand la municipalité les

avaient découverts, et l'inspecteur n'avait rien vu. A ma connaissance, il est arrivé plusieurs cas, où le mal a été constaté d'abord par les contribuables. Ceci n'est pas de nature à faire apprécier hautement les services rendus par ces fonctionnaires.

M. Beauchamp—*député des Deux-Montagnes*.—M. le président, j'incline dans le sens des remarques faites par l'honorable député pour Kamouraska, tendant à supprimer les inspecteurs d'école.

L'exemple qu'il a donné allant à prouver que certains secrétaires de municipalité scolaires tenaient mal les comptes, et souvent les tenaient malhonnêtement, sans que les inspecteurs aient signalé cet état de choses aux commissaires d'école de ces municipalités, doit nous donner à réfléchir.

Cet exemple, M. le président, s'est présenté dans ma paroisse, où pendant des années un secrétaire a tenu les comptes d'une manière tout à fait irrégulière, pour ne pas dire plus ici, et jamais l'inspecteur de cette division n'a signalé cet état de choses.

Les services de ce dernier sont donc inutiles, pour ce qui a rapport à l'examen des comptes des municipalités scolaires.

Je suggérerais que les inspecteurs seraient supprimés, et que le gouvernement emploierait l'argent payé à ces derniers pour augmenter l'octroi en faveur des instituteurs d'écoles modèles.

De cette manière on verra un plus grand nombre d'instituteurs de talents continuer à enseigner au grand bénéfice de l'instruction publique en général.

Les crédits sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

(Séance de l'après-midi.)

La séance est ouverte à trois heures et demie.

L'honorable M. Blanchet dépose sur le bureau de la Chambre, réponse à une adresse, en date du 17 mai 1884, demandant copie de toutes correspondances, arrêtés du conseil, ayant rapport aux lettres patentes émises le 3 février 1836, en faveur de feu John Fraser, pour les lots 26 et 27 dans le premier rang et les lots 25 et 27 dans le deuxième rang du canton de Chester.

Les crédits votés dans la séance du 21 mai, sont mis en délibération :

M. Deschênes—*député de Témiscouata*.—Le crédit accordé à la *Gazette des campagnes* n'est que de \$500. Je regrette que le gouvernement ne donne pas plus. J'ai toujours pensé qu'il y aurait quelque supplément de crédit dans le budget extraordinaire. Je puis dire qu'en face de ce que je vois dans le budget, l'argent n'est pas donné en proportion du mérite. Ce journal ne peut subsister avec un si faible octroi, et soutenir la concurrence avec la distribution presque gratuite du journal officiel, qui coûte si cher. Réellement ce n'est pas juste.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—La *Gazette* est le journal agricole qui est le plus répandu. Elle a rendue des services immenses, et devrait aujourd'hui en être récompensée.

M. Martin—*député de Bonaventure*.—Je comprends la position délicate dans laquelle se trouve le gouvernement ; aussi je me permettrai de lui suggérer un moyen. Les écoles d'agriculture et les journaux agricoles poursuivent le même but. Qu'on prenne sur le crédit affecté aux écoles pour augmenter celui de la *Gazette*. Je crois que c'est un moyen raisonnable de sortir de la difficulté.

M. le Procureur général.—Nous avons retranché tous les autres octrois de cette espèce. Nous avons refusé toutes les demandes qui nous ont été adressées, afin de ne pas ouvrir la porte à ce qui pourrait être considéré comme des abus, vu l'état de nos finances.

M. Gagnon.—La Chambre connaît ma pensée sur ce sujet. Je regrette donc que le gouvernement persiste à commettre cet acte d'injustice.

Ces crédits sont définitivement adoptés. Les crédits votés dans la séance du 21 mai, sont mis en délibération.

M. Stephens.—Beurreries et fromageries, traitements, frais de voyage etc., \$2,000... Ceci, c'est de l'argent gaspillé.

M. Paradis—*député de Napierville*.—L'année dernière, je croyais que ces professeurs pourraient faire du bien. Depuis j'ai constaté qu'ils ont plutôt fait du mal que du bien. En bien des cas, ils ont été nuisibles. Quand à aider, il peut se faire que ce besoin se fasse sentir quelque part, mais chez nous, nous avons fait tout à nos dépens sans aide du gouvernement. Cela ne nous empêche pas de payer des dividendes aux actionnaires.

M. Casavant—*député de Bagot*.—M. le président, si dans certains comtés, on n'éprouve pas le besoin de l'enseignement, cela ne veut pas dire qu'il n'en faut pas du tout. Si dans Rouville et Napierville, on est très avancé, cela ne signifie pas que ce crédit soit inutile. Je suis convaincu que l'argent que nous avons voté pour cette fin a contribué à faire progresser l'agriculture.

M. Poulin—*député de Rouville*.—Je désire seulement que la distribution soit mieux faite qu'elle ne l'a été. Que cette aide soit donnée aux places pauvres, non aux paroisses riches.

M. Trudel—*député de Champlain*.—Le gouvernement devrait prendre quelque chose sur ce crédit pour le donner à la *Gazette des campagnes*.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai me suis occupé de cette question, et l'on m'a dit que cet argent était donné à diverses parties de la province.

Nous avons diminué cette dépense en nous dispensant des services de MM. Barré et Jocelyn pour l'année prochaine.

M. Bernatchez—*député de Montmagny*.—On pourrait avec grand avantage établir une de ces beurreries et fromageries à Montmagny, qui est le centre du territoire compris entre Kamouraska et Ste-Marie de la Beauce.

M. Beauchamp.—Il me semble que le comté de Deux-Montagnes a droit à la sollicitude du gouvernement, et j'espère qu'il aura sa part à l'avenir.

M. Martel—*député de Chambly*.—Que le gouvernement donne une partie de l'argent économisé par la suppression de ces professeurs à la *Gazette des campagnes*.

M. Casavant.—Je vois qu'il y a \$1,000 pour l'association laitière de la province de Québec. Cette société rend de grands services au pays. Ses opérations s'étendent à toute la province. Elle se réunit à divers endroits du pays, afin de donner plus de facilités à ses membres. Elle recueille tous les renseignements possibles. Il y a un inspecteur nommé et payé par l'association, c'est M. Archambeault, qui est un bon cultivateur. Le but que cette société poursuit est d'étudier les meilleurs systèmes de fabrication de beurre et de fromage, afin d'en faire bénéficier la classe agricole de la province. L'industrie laitière est celle qui a le plus besoin d'être étudiée et encouragée.

M. **Gagnon**.—Que fait-on avec ces \$1,000?

M. **Casavant**.—C'est pour payer les frais généraux de l'association, les dépenses de voyages et d'inspection.

En Europe, il y a de ces associations dans tous les pays. La grande association des fabricants de sucres comprend l'Allemagne, la Prusse et la France. Les membres se livrent, avec les ressources de la société, à l'étude de tous les sujets qui touchent à leur industrie.

L'honorable M. **Mercier**.—Je crois que c'est de l'argent bien employé. Cette association a reçu l'autorisation législative par une loi spéciale. Elle a certainement rendu des services à cette branche de l'industrie agricole. M. Archambeault est un adversaire politique, mais je me plais à dire que c'est un cultivateur pratique. Il est à la tête de fromageries qui font beaucoup de bien à St-Hyacinthe. Je n'offrirai pas d'objection cette année à l'adoption de ce crédit. Bien qu'il y ait beaucoup à dire contre l'organisation de cette association, je n'en parlerai pas pour cette année.

M. **Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—Nous votons \$70,000 pour chemins de colonisation, j'espère que Drummond et Arthabaska auront leur part de cette somme. Il y a bien des chemins nécessaires qui sont encore à l'état de projet, et le gouvernement en ne les faisant pas, retarde les progrès de la colonisation.

Les crédits sont définitivement adoptés.

Les crédits votés dans la séance du 27 mai sont mis en délibération :

L'honorable M. **Mercier**.—Le chapitre sur lequel nous délibérons est celui des institutions de charité. Il y a diminution, c'est-à-dire un changement dans la politique du gouvernement.

L'année dernière, M. Mousseau nous a annoncé qu'il retrancherait dix par cent sur ces crédits. Cela était dit après la session, et un arrêté du conseil fut pris pour mettre cette résolution à exécution.

Cette année c'est vingt par cent de moins qu'on accorde. A la dernière session, nous avons voté une certaine somme et le gouvernement Mousseau a pris sur lui de changer ce qui avait été fait par le parlement. Je suis d'opinion que ces dix par cent ont été retranchés d'une manière illégale. Un arrêté du conseil des ministres ne peut annuler ou primer un arrêté de cette Chambre.

Si le gouvernement nous avait demandé de faire cette réduction,

peut-être cela aurait-il été accordé, mais c'est ce qui n'a pas été fait, le gouvernement ayant pris sur lui de retrancher ces dix par cent.

M. le **Secrétaire**.—L'acte est légal, il n'y a pas de doute possible sur ce point. Le gouvernement n'est pas obligé de payer ou de dépenser toutes les sommes votées. Pour s'en convaincre on n'a qu'à lire la loi de finances.

M. **McShane**.—Je propose, qu'en votant ces crédits, concernant les institutions de charité, cette Chambre regrette que le gouvernement soit obligé de retrancher 20 par cent sur les octrois accordés à ces institutions durant les années dernières, avant de commencer à réduire le traitement des ministres du gouvernement.

L'hôpital général à Montréal, ainsi que les autres institutions ont rendu de grands services à la population. Au lieu de gaspiller l'argent public comme on l'a fait, on aurait dû l'économiser pour le donner à ces malheureux. Je crois que dans les circonstances, ma proposition est juste et devrait être votée.

M. **Gagnon**.—Il ne peut pas y avoir d'objection à voter ce regret, puisque à l'entendre, ce gouvernement n'est pas responsable de rien.

La proposition de M. McShane est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin et Robidoux.—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de Saint-Maurice, Frégeau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Lynch, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.
—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les crédits sont définitivement adoptés.

Les crédits votés dans la séance du 28 mai, sont mis en délibération.

A l'article 49, la proposition suivante est déposée sur le bureau.

M. **Demers**—*député d'Iberville*.—J'ai l'honneur de proposer : Cette Chambre, tout en concourant dans ce crédit, regrette les dépenses considérables faites, chaque année, en rapport avec Spencer Wood,

et déclare que l'entretien de cette résidence du chef de l'exécutif de la province est trop coûteux pour nos ressources actuelles, et que des mesures devraient être prises, sans délai, pour donner au chef de l'exécutif une résidence convenable et moins dispendieuse.

Les dépenses faites pour Spencer Wood pour les cinq dernières années, s'élèvent à plus de \$85,000. J'ai pris ces chiffres dans les comptes publics et dans les rapports du commissaire des travaux publics. La moyenne est donc de \$17,000 par année. Déjà \$15,000 représente un capital de \$300,000 à 5 pour cent d'intérêt par année. Je crois qu'avec \$50,000 nous pourrions loger le lieutenant gouverneur très convenablement, mais mettons même \$100,000 et nous sauverions encore les deux tiers de la somme que nous dépensons aujourd'hui pour cette résidence.

L'honorable M. **Mercier**.—A propos de travaux publics, j'attire de nouveau l'attention de la Chambre sur ce que je crois être une injustice. Nous payons pour l'entretien des bureaux d'enregistrement de Montréal et de Québec, en face de la loi qui veut que les régistrateurs de ces villes entretiennent leurs propres bureaux à leurs frais. Dans les campagnes, les municipalités fournissent le bureau et les régistrateurs paient pour l'entretien. Pourquoi cette différence? A Montréal, nous avons une propriété sur la rue St-Gabriel pour la division est. Ces messieurs qui ont de bons salaires, sont logés, éclairés, chauffés aux frais du public, et à part cela, nous leur fournissons la papeterie et tout ce qu'il leur faut.

Outre cette bâtisse, M. Chapleau a acheté pour le compte de la province, une propriété sur la rue St-Gabriel. Elle sert au conseil de l'agriculture et pour les bureaux du gouvernement. Du temps du gouvernement Joly, nous avions ce bureau dans l'ancienne maison, et nous ne nous sommes pas plaint. C'est un magnifique palais qu'on a maintenant et nous payons pour l'entretien des deux bâtisses. C'est une extravagance, et nous voyons encore là la preuve du mauvais système qui existe.

Un ancien employé de l'administration de la justice est encore payé à même ces fonds, il devrait être porté sur la liste des pensionnaires. Qu'on appelle donc les choses par leur nom. Si c'est changé, ce n'est que depuis peu, car il en était ainsi il y a deux ans.

On nous demande \$4,000 pour l'ancien terrain du parlement. Qu'allons-nous faire de ce terrain-là, maintenant que nous sommes logés ici?

Nous avons vendu à vil prix les débris et ce terrain est loin d'orner la ville de Québec. N'y aurait-il pas moyen de l'utiliser. Nous devons payer une rente perpétuelle, même en laissant ce terrain à rien faire. La position est grave comme on le voit.

Nous avons aussi le terrain des anciennes casernes des jésuites. Voilà deux magnifiques terrains qui ne sont pas utilisés. Je crois que nous avons le droit d'en tirer parti.

Je regrette qu'on ne nous ait pas dit la politique du gouvernement à ce sujet.

A propos de Spencer Wood, il est ridicule de dépenser autant d'argent pour cette vieille bâtisse. On n'y trouve pas le confort voulu, et je pense que cela coûterait moins cher de mettre le feu dedans et d'en construire une autre. Son entretien a coûté \$85,000 en cinq ans. C'est trop. Nous avons eu un gouverneur général, Monck, qui n'a pas voulu aller là. Pourquoi ne l'abandonnerions-nous pas ? L'ancien bureau du gouverneur a été loué au comte Premio Réal. Cette maison aurait fait une excellente résidence pour l'hiver, et en été, le lieutenant gouverneur aurait pu occuper, s'il l'eut voulu, Spencer Wood.

M. Deschênes.—Je suis contre ces dépenses. Je crois que c'est le désir de la Chambre de faire cesser ces déboursés. J'espère que le gouvernement va prendre l'initiative de changer la résidence du lieutenant gouverneur. C'est à n'en pas douter, l'opinion des deux côtés de la Chambre.

M. le Secrétaire.—Je me suis fait préparé un état des dépenses de Spencer Wood depuis 1869. Le total est de \$130,597, soit une moyenne annuelle de \$7,682.

Il y a des années où nous avons dépensé plus, mais c'était pour faire des réparations extraordinaires dues à l'état négligé dans lequel se trouvait cette résidence.

J'ai dit que la moyenne avait été de \$7,682, disons même qu'elle a été de huit ou neuf mille piastres, je dirai encore que ce n'est pas trop pour avoir une aussi belle résidence pour le premier magistrat de la province. Sans doute que je ne suis pas en faveur de la garder si la Chambre ne le veut pas, mais il faut se rappeler que si nous abandonnons celle-là, il nous faudra en trouver une autre. Il faudra acheter une propriété et faire des dépenses considérables, et tant que nous n'aurons pas de sur-plus je crois qu'il sera plus sage de ne pas songer à cela. En attendant,

ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de bien surveiller la dépense afin de la maintenir dans les limites de nos ressources budgétaires.

On paie, à Ontario \$12,000 par année pour la résidence du lieutenant gouverneur à Toronto. En somme, je crois que la dépense de Spenser Wood n'est pas extravagante.

Je dois dire aussi que Son Honneur ne désire pas y rester, et que la décision de la Chambre lui est indifférente à ce point de vue. Dans l'état actuel, après les réparations qui ont été faites, nous pourrions garder cette résidence pendant sept ou huit ans, sans trop de dépenses.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières*.—On ne peut faire de comparaison entre nous et Ontario, car là on a des surplus et ici ce sont des dettes que nous avons.

Depuis cinq ou six ans, les deux partis demandent la suppression de cette résidence officielle. On plaide qu'en moyenne la dépense, à un point de vue abstrait, n'a pas été trop élevée. Cet argument ne me touche guère. La question est de savoir si la province a les moyens de maintenir le gouverneur à Spencer Wood. Je suis d'opinion que cela coûte trop cher pour nos moyens. Un roi ou un prince pourrait y résider, mais nous, nous n'avons pas les ressources nécessaires pour subvenir à ces dépenses.

Sir Narcisse Belleau, notre premier lieutenant gouverneur n'a pas voulu y résider. Il s'est contenté de sa résidence particulière dans la ville. Il comprenait que cette demeure coûtait trop cher.

La Chambre comme la province désire que nous abandonnions Spencer Wood. L'honorable secrétaire de la province a dit que si nous supprimions Spencer Wood comme résidence officielle, nous devrions acheter une autre propriété. Cela, à mon avis, ne serait pas nécessaire. Qu'on prenne la propriété occupée par M. le comte Premio-Réal. Cela ferait une résidence magnifique pour notre lieutenant gouverneur. D'un autre côté, si on considère les goûts du chef de l'exécutif, je crois qu'il ne demande pas mieux que de venir demeurer dans la capitale.

L'honorable M. **Taillon**.—Je vois bien qu'il n'y a rien de changé dans la situation depuis 1867, On a toujours parlé de fermer Spencer-Wood et jamais cela n'a été fait. La question a été agitée fortement en 1878 et en 1879, mais sans plus de résultat pratique. Depuis on a pensé qu'il n'y avait pas de hâte à prendre une décision, vu qu'il ne reste presque plus rien à faire quant à ce qui concerne les frais de construc-

tion. Dans le budget pour l'année prochaine, il n'y a que \$5000 pour l'entretien. On a dit qu'à Ontario, la résidence du lieutenant gouverneur coûtait dix ou douze mille piastres par année. Eh bien ! si nous pouvons nous en tenir à \$5,000 cela coûtera moins cher que dans cette province.

Je me rappelle qu'en 1882, on a demandé à la Chambre de déclarer formellement son opinion sur l'abandon de Spencer-Wood et cela n'a pas été fait.

Maintenant quant à reprocher la dépense de sommes considérables qui a été faite, on choisit mal son temps. On aurait mieux fait de protester avant que les travaux fussent exécutés. Alors ç'aurait été le bon temps.

L'honorable chef de l'opposition a parlé des bureaux d'enregistrement, et il a demandé pourquoi il y avait une différence dans la situation vis-à-vis du trésor pour certains de ces bureaux. Quand j'ai été à Montréal pour étudier le droit, cette situation existait. Les bureaux étaient là dans le temps. Je crois que c'est un état de choses très ancien, aussi ancien que le palais de justice. Je crois qu'il n'y a pas d'autre explication à donner à la Chambre.

M. Stephens.—Spencer-Wood est une résidence trop coûteuse, cela est évident. Il n'y a pas à s'occuper du montant que l'on paie à Ontario, mais bien à connaître nos moyens.

Le lieutenant gouverneur reçoit un salaire de \$10,000, cela doit suffir à payer toutes ces dépenses.

Quand je songe que nous avons dépensé \$130,000 pour cette résidence, je ne puis m'empêcher de dire qu'elle nous a coûté bien trop cher. Et si elle était vendue à l'encan, on n'en retirait pas plus que \$20,000 en tout. Nous vivons sous un système affreux de dépenses à outrance.

Le président des Etats-Unis n'a que \$50,000 de salaire par an, tandis que nos lieutenants gouverneurs reçoivent \$10,000 par année. Il n'y a aucune proportion. Le gouverneur de l'Etat de New-Hampshire n'a un salaire que de \$1,000 par année.

Le secrétaire d'état n'a que \$800, le trésorier \$1800, et les députés de l'état n'ont que \$3.00 par jour pour les jours de travail. Ici au contraire on fait les choses en grand, plus que nos moyens nous le permettent.

M. le **Procureur général**.—J'ai oublié de dire tout à l'heure, que le gouvernement a adopté un arrêté du conseil par lequel il abandonne aux autorités fédérales le terrain de l'ancienne bâtisse du parlement. Sir Hector Langevin a dit qu'il en reprendrait la possession au nom du gouvernement fédéral. Voilà ce qui a été fait jusqu'ici à ce sujet. J'espère qu'on va se débarrasser de ce terrain.

M. **Stephens**.—Très bien, qu'on le remette au plus tôt. Ce n'est pas une question de politique.

M. **Faucher de Saint-Maurice** — *député de Bellechasse* — Je crois, M. le président, que c'est un honneur pour la province que d'avoir pour son gouverneur une résidence convenable. Je suis en faveur de Spencer-Wood. Un chef libéral me disait hier, sur la rue, qu'il regretterait beaucoup de voir le lieutenant gouverneur laisser Spencer-Wood.

M. **Gauthier**.—J'ai examiné la question et je trouve qu'on n'a pas trop dépensé après tout. Il ne faut pas non plus se dissimuler la situation. Il faut encore faire des améliorations plus fortes que celles qui ont été exécutées, car il importe de conserver cette propriété en bon état, afin qu'elle soit en valeur. Malgré cela, je dis qu'il est de notre devoir de la garder. Qu'on aille sur les lieux et on constatera la vérité de ce que je dis.

Et si cette dépense était faite une bonne fois pour toutes, les frais d'entretien annuel seraient moindres qu'à présent et nous y gagnerions en fin de compte. Je considère que c'est une affaire qui touche de très près la dignité de la province. De plus ce que nous dépensons pour Spencer-Wood n'est pas de l'argent perdu puisque c'est notre propriété.

M. **McShane**.—On a dépensé \$85,000 en cinq ans, c'est énorme. Ah ! si pour faire ces extravagances, on demandait des taxes, on ne parlerait pas comme on vient de le faire. Ceux qui accepteraient cette position comprendraient qu'ils le font en s'exposant d'y contribuer avec leur propre argent.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—Lorsque l'honorable député de Lotbinière était au pouvoir, une semblable proposition fut faite, et M. le président, nous avons voté contre. Je vais faire pour ce gouvernement ce que j'ai fait pour celui du député de Lotbinière.

La proposition de M. Demers est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Ga-

gnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turcotte et Watts.—15.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Rinfret dit Malouin, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—38.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les crédits sont définitivement adoptés.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

Un projet de loi pour modifier une loi de la présente session pour constituer la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité, pour les fins municipales et scolaires, est déposé sur le bureau de la Chambre.

Les projets suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour valider certains enregistrements et pour modifier certains articles du code civil.

Relatif aux notifications, protêts et significations.

Le projet de loi pour modifier le statut 46 Victoria, chapitre 23 est rejeté sur un vote de huit contre trente-neuf.

SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE BUDGET.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le budget.

Les crédits votés dans la séance du 29 mai, sont mis en délibération.

M. Gagnon.—Avant de procéder à cette délibération, je désirerais savoir si nous allons avoir bientôt des nouvelles de la légendaire commission du service civil, qui me paraît, comme le héros de Jules Verne, voyager autour de la lune, ou tout au moins, rouler dans l'espace. Où est son rapport ?

L'honorable **M. Mercier.**—On m'a dit que l'un de ses membres, M. Drolet, avait fait un rapport, lequel est entre les mains du gouvernement.

M. le **Trésorier**.—Pardon, j'ai dit que M. Drolet, connaissant les vues de la commission, m'en avait fait part, pour opérer certaines économies.

L'honorable M. **Mercier**. — M. Drolet est un officier de la Chambre. Qu'il reçoive donc l'ordre de donner tous les renseignements voulus.

On demande \$2,500 pour payer les services de M. Fabre comme agent de la province à Paris. Ce monsieur reçoit aussi un salaire du gouvernement fédéral. Vu la quasi promesse que le gouvernement a faite que c'était la dernière année que ce crédit était demandé, je ne proposerai pas de vote.

Les crédits sont adoptés, et ceux votés dans la séance du 30 mai sont mis en délibération.

L'honorable M. **Mercier**.—Pour payer les réclamations en suspens en rapport avec le chemin du Nord, \$30,000. Je demande si le gouvernement veut s'engager à ne pas régler à l'amiable avec aucun des réclamants sans le consentement de la Chambre.

L'honorable M. **Flynn**.—Le gouvernement ne réglera pas sans avoir un cas bien clair. Je suis bien déterminé à être sévères. J'ai quelques réclamations à examiner et j'ai dit à ces réclamants que je réglerais en avisant le gouvernement sur ce qu'il doit faire.

L'honorable M. **Mercier**.—Je regrette qu'on ne nous donne pas une réponse satisfaisante. Je veux que le gouvernement promette de ne pas régler sans soumettre sa décision à la Chambre, où que la réclamation soit jugée par les tribunaux. Par là je veux aider le gouvernement bien plus que lui nuire.

M. le **Procureur général**.—Le gouvernement ne peut faire une telle déclaration, surtout prendre un engagement aussi formel.

Si la réclamation était fondée il ne serait pas juste d'obliger ces personnes à plaider pour ce qui leur est dû.

L'honorable M. **Mercier**.—Dans ce cas, vous pourrez la recommander à la Chambre.

M. le **Procureur général**.—Je désire qu'on soit bien compris. On demande à des ministres, qui avouent ne pas être bien renseignés, de dire qu'ils ne régleront pas dans tel ou tel cas. Je dis que faire

une telle déclaration, ça ne serait pas digne de la part du gouvernement. Il est impossible que nous prenions un tel engagement. La pétition de droit existe, c'est avantageux, nous pouvons y avoir recours, si nous le jugeons convenable.

L'honorable M. **Flynn**.—Si les tribunaux décident en faveur de réclamations moins valables que celles que nous avons en mains, je crois qu'il sera alors dans l'intérêt de la province de régler ces comptes d'une autre manière, car devant les tribunaux, la preuve souvent est excessivement difficile à faire.

L'honorable M. **Mercier**.—Le gouvernement n'a pas promis de payer, mais d'examiner. Eh bien, il examinera et si la réclamation est fondée, alors il soumettra la chose à la prochaine session. Voilà ce que je veux.

Vous avez eu des arbitrages et vous avez payé et cependant, vous plaidez encore pour ces mêmes réclamations. Je ne veux pas que l'on paie à moins d'avoir l'autorisation de la Chambre ou un jugement de la cour.

M. **Dorais**.—*député de Nicolet*.—Si les dommages résultent d'un défaut dans l'administration du chemin de fer, je crois que le gouvernement devra payer immédiatement, mais quant aux autres dommages, le cas n'est pas le même.

L'honorable M. **Turcotte**.—Il y a deux sortes de réclamations : celles qui sont basées sur un contrat clair et celles basées sur un contrat ébauché. Dans le premier cas il me semble qu'il serait injuste de plaider, car ce serait faire perdre de l'argent à la province pour rien.

L'honorable M. **Mercier**.—Il ne s'agit pas de forcer le gouvernement à plaider, mais simplement de nous soumettre les réclamations avant de les payer.

L'honorable M. **Turcotte**.—Pourquoi faire ainsi attendre les réclamants à la prochaine session ? Cela ne serait pas juste.

M. **Rinfret dit Malouin**.—*député de Québec-centre*.— Je propose que les mots suivants soient ajoutés à la suite de ce crédit : mais cette Chambre désire qu'aucune réclamation pour dommage résultant de l'exploitation du chemin de fer Q. M. O. et O. ne soit

réglée ou payée, avant un vote préalable de la Législature ou un jugement d'une cour.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—14.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Transcription, impression et publication des archives canadiennes, pour payer les dépenses déjà encourues, \$5,000.

M. Gagnon. — Je propose d'ajouter les mots suivants : “ Mais cette Chambre regrette que cette dépense ait été faite sans l'autorisation préalable de la Législature.”

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—14.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon, et Trudel.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les crédits sont adoptés, et ceux votés le 3 juin sont mis en délibération.

M. Watts.—Je propose d'ajouter les mots suivants à la suite du crédit : traitements, dépenses contingentes et dépenses occasionnées par l'incendie, pour le Conseil législatif.

Mais cette Chambre regrette que les dépenses du Conseil Législatif, au lieu de diminuer, tendent continuellement à augmenter.”

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Faucher de St-Maurice, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Maloin, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turcotte et Watts—16.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—32.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Pour la bibliothèque de la Législature.

M. **McShane**.—Je propose que la Chambre ne vote pas ce crédit, parce qu'il a été donné à M. Dansereau.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Paradis, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turcotte et Watts.—16.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Picard, Poulin, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—32.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Immigration et repatriement, \$5,000.

M. **Bernard**—*député de Verchères*.—Je propose que tous les mots après *que* soient biffés et remplacés par les suivants : “ Cette Chambre ne concourt pas dans cette résolution, parce que telle résolution ratifie une dépense non autorisée de \$5,000 pour l'année courante, pour l'immigration ; la Chambre ayant déjà voté \$12,000 pour cet objet et parce que cette Chambre regrette que les montants qui ont déjà été dépensés, pour l'encouragement de l'immigration européenne n'ont pas donné de résultats satisfaisants : lesquels résultats n'ont pas été du tout en proportion des sommes dépensées, et à moins que le gouver-

nement, par ces moyens ne parvienne à retenir plus l'immigration dans la province, cette Chambre est d'opinion que la somme de \$17,000, est trop élevée pour l'encouragement de l'immigration européenne.

L'honorable M. **Mercier**.—Par cette proposition nous blâmons la dépense additionnelle faite par le gouvernement.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Bergevin, Bernard, Bernatchez, Demers, Désaulniers, Deschênes, Dorais, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Paradis, Poulin, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Turcotte et Watts.—20.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Desjardins, Duckett, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Picard, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—27.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Installation temporaire du parlement \$28,032.

M. **Bernatchez**.—*Député de Montmagny*.—Je propose que tous les mots après *que*, soient effacés et remplacés par les suivants : Cette Chambre ne concoure pas dans cette résolution, mais est d'opinion que la somme de \$21,000 déjà payée pour cet objet est plus que suffisant pour acquitter les ouvrages faits et les meubles fournis.

Cette proposition est mise aux voix.

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—14.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—34.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Frais d'exploitation pour le chemin de fer Q. M. O. et O., \$6,700.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—Je propose que cette

Chambre ne concoure pas dans cette résolution vu qu'elle ne comprend pas comment elle peut être appelée à payer encore des dépenses de trafic, sur un chemin vendu le 4 mars 1882 et livré le 12 juillet 1882.

M. le président, un chemin de fer s'enrichit avec le trafic, mais pour nous c'est le contraire qui arrive. Nous payons pour un chemin, qui ne nous appartient plus pour terminer les travaux et maintenant, on nous demande encore \$6,700 pour les dépenses du trafic, quand il y a deux ans que le chemin est devenu la propriété des personnes qui l'ont achetée. Cela est inconcevable.

M. le **Procureur général**.—Pourtant, c'est bien simple à comprendre. Nous avons à payer des comptes qui étaient dus au moment de la vente et comme question de justice et d'obligation, nous devons les payer. Si le député de Châteauguay laisse une maison sans payer le dernier mois de loyer, est-ce qu'il ne sera pas obligé de payer, même après trois années de la date de la dette. Le cas ici est le même.

L'honorable M. **Mercier**.—Cette proposition exprime parfaitement le sentiment de tous les gens intelligents. On veut nous faire voter \$6,700 pour un chemin de fer qui est vendu et livré depuis deux ans, et le gouvernement ne nous a pas donné des explications satisfaisantes. On nous a fait payer pour la construction depuis que ce chemin n'est plus à nous, et à présent on vient nous demander des fonds pour payer les vieilles dettes.

Si le procureur général avait examiné les comptes du chemin de fer comme je l'ai fait, il aurait vu que ça été un vol manifeste d'un bout à l'autre.

L'honorable M. **Flynn**.—Il y a des sommes à payer comme il y en a à recevoir.

Depuis la vente, le gouvernement a perçu la somme de \$56,000 pour revenu de l'exploitation. Il y a encore \$32,900 à être perçues. Ces sommes doivent être mises en regard des sommes demandées pour frais d'exploitation.

Cette somme de \$6,700, ou la plus grande partie a été payée par mandat spécial. On ne demande ce crédit, seulement pour couvrir la responsabilité du gouvernement.

Il n'y a rien d'étonnant dans la demande que nous faisons. Si nous bénéficions des créances,—et j'espère recevoir la plus forte partie des \$32,000 dues,—nous devons nous attendre à payer les frais d'exploitation pour le temps auquel remonte ces créances.

M. McShane.—Par un état que j'ai en mains je ne vois que \$2,700 de payées sur ces \$6,700.

Où est, ou pourquoi les autres \$4,000. Qu'en allez-vous faire ?

L'honorable **M. Flynn.**—La balance, si elle n'est pas requise, ira au trésor. J'ai plusieurs petits comptes devant moi, et je ne puis pas dire si je vais payer ces petites dettes avec cet argent, oui ou non. Dans tous les cas, si on n'en a pas besoin, il retournera au trésor.

L'honorable **M. Marchand** — *député de St-Jean.* — Pourquoi avez-vous laissé si longtemps ces comptes en souffrance.

M. le Secrétaire.—Quand on ferme les livres d'une administration comme celle-là, on n'a pas tous les comptes en quelques jours. Il faut quelque temps pour cela.

M. Gagnon.—Il y a un rapport pour baser l'arrêté du conseil relatif à l'émission du mandat spécial, ce rapport doit donner tous les détails de cette somme, qu'on nous communique ce rapport.

L'honorable commissaire des chemins de fer nous dit qu'une partie de cette somme-là n'est pas dépensée. Raison de plus pour savoir ce qu'on se propose de faire avec cet argent.

La proposition de M. Robidoux est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn et Watts.—13.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Ecoles normales, \$42,000.

M. Marion—*député de l'Assomption.*—M. le président, je ne puis laisser voter le crédit consacré au maintien des écoles normales, sans faire quelques remarques sur ces institutions. La Chambre me pardonnera, j'espère, en l'assurant d'avance que je serai très court dans mes observations.

Pour la cinquième fois je suis appelé à concourir dans cet octroi de \$42,000, destiné à l'enseignement, et pour la cinquième fois, je le fais avec répugnance. Plus d'une fois il m'a été donné de traiter cette question avec des personnes intelligentes, instruites, et chargées pour ainsi dire de veiller à l'éducation de notre jeunesse dans ce pays, et je me suis convaincu qu'il existe dans cette province un sentiment de désapprobation bien prononcé et presque général, non pas autant sur l'existence même de ces maisons d'éducation, que sur le système d'enseignement qu'on y a adopté.

L'établissement de ces institutions date de 1856, la section 11 de la 20ième Victoria, chap. 54, nous trace d'une manière très claire quel est le but que nos législateurs d'alors avaient en vue en fondant ces maisons d'éducation, c'était rien autre chose que d'instruire les instituteurs d'écoles communes et les former à l'art de l'enseignement. A cette époque, comme de nos jours, le besoin de relever le niveau de l'instruction primaire se faisait sentir dans le pays ; aussi avons-nous salué avec bonheur, dans le temps, cette disposition de la loi qui était appelée à faire progresser l'éducation élémentaire. Depuis cette époque les divers gouvernements qui se sont succédés, n'ont point ménagé leurs faveurs envers ces maisons, en votant annuellement des sommes d'au-delà de \$40,000 pour leur soutien, aussi à l'heure qu'il est, ces établissements coûtent environ un million et un quart à l'état, l'école normale Jacques-Cartier seule, en y comprenant le coût de la nouvelle bâtisse sur la ferme Logan, et la jouissance gratuite pendant plusieurs années des dépendances situées sur la rue Notre-Dame, à Montréal, a absorbé au pays une somme d'environ un demi million.

Quel a été le résultat de tant de sacrifices ? Quels bienfaits marquants ces milliers de piastres ont-elles produits parmi la jeunesse du pays au point de vue de l'instruction ? M. le président, nous sommes forcément obligés d'admettre que ces résultats sont presque nuls, que les progrès obtenus dans l'enseignement primaire de nos campagnes, sont dus non pas aux professeurs sortis de ces maisons, car il n'y en a presque pas, comme je le ferai remarquer dans un instant, mais bien à des instituteurs qui ont reçu leur éducation dans d'autres institutions.

J'ai en mains des statistiques sur les écoles normales depuis leur fondation jusqu'à 1880, états fournis par les principaux de ces maisons, après vingt-trois années d'existence au moins pour l'école Jacques Cartier, Laval ne se trouvant compris que pour les dix dernières années. Voici les renseignements qui y sont contenus.

La moyenne annuelle des élèves qui ont fréquenté ces maisons, a été comme suit :

Laval ; 38 garçons, 56 filles, total 94. McGill 89, et Jacques Cartier 50.

La moyenne annuelle des principaux, professeurs et autres maîtres, a été pour Laval, 27, y compris les religieuses, pour McGill 14, et pour Jacques Cartier 7.

Pendant cette période, les diplômes accordés se répartissent comme suit : Pour école-modèle : Laval : 106 aux garçons, 216 aux filles. McGill : 40 aux garçons, 313 aux filles, Jacques-Cartier, 189 aux garçons, cette maison n'enseignant point aux filles.

Diplômes pour académie, Laval 40, McGill 85, Jacques Cartier 65.

Diplômes pour école élémentaire, Laval 380, garçons et filles, McGill 443, garçons et filles, Jacques Cartier 136.

M. le président, le nombre de diplômes accordés, comme on vient de le voir, est assez raisonnable ; mais si l'on désire connaître le nombre de ces diplômés qui enseignaient dans la province en 1880, c'est là que l'on se trouve en face d'un résultat peu satisfaisant. En effet à cette époque, Laval ne fournissait que 44 maîtres et 190 maîtresses, McGill 24 maîtres et 54 maîtresses, et Jacques Cartier 104 maîtres. Et sur ce nombre d'instituteurs et institutrices, la plus grande partie, je pourrais dire les trois quarts, ne sont munis que de diplômes d'école élémentaire, et conséquemment ne se trouvent pas plus en état de rendre des services à l'enseignement, que la plupart de nos institutrices qui ont reçu leur éducation dans d'autres maisons. Je connais même une municipalité de mon comté qui a reçu les services de trois professeurs possédant des diplômes d'école modèle et les progrès obtenus d'eux ont été si peu satisfaisants que l'autorité scolaire a finalement renoncé à l'idée d'engager de tels instituteurs.

Par l'état ci-dessus l'on voit que le personnel enseignant de ces maisons n'est point proportionné au nombre des élèves ; ce personnel est trop élevé et absorbe en grande partie les octrois accordés par la Législature à ces diverses institutions où le salaire des professeurs est assez élevé Dieu merci, et si l'on consulte l'état financier fourni par le département de l'instruction publique, pour l'année 1883, on voit d'un autre côté que les dépenses contingentes de ces maisons sont exorbitantes, étant de \$7,133 pour Jacques-Cartier, \$5,987 pour McGill, et \$9,760 pour Laval.

Ces observations basées sur des chiffres fournis par des états officiels, nous donnent la certitude que ces institutions n'ont point répondu à l'attente que le public avait lieu d'espérer, sur l'école normale Jacques-Cartier qui a coûté le plus cher au pays, et qui a donné le moins de résultats. On me dit qu'à McGill, 90 pour cent des élèves font des instituteurs, si tel est le cas, c'est une exception qui mérite d'être notée.

Pourquoi si peu de succès de la part de ces institutions? L'honorable M. Cameron dans son excellent ouvrage sur l'instruction publique, nous en donne la raison. Ce sont les salaires minimes que l'on accorde aux instituteurs, et un jeune homme d'avenir et d'ambition ne peut embrasser une carrière aussi ingrate. En face de cette apathie, les directeurs de ces maisons, surtout Jacques-Cartier, ont changé le système d'enseignement. Au lieu d'enseigner la pédagogie, d'instruire et de former des instituteurs, on y enseigne aujourd'hui les arts et les sciences, on y donne des cours classiques; et bon nombre des élèves qui sortent de l'école Jacques-Cartier, se livrent soit au commerce, aux sciences ou aux professions libérales. Après un cours de trois années seulement, on est admis à l'étude d'une profession, et cela au préjudice de jeunes gens dont les parents ont fait des sacrifices énormes pour les mêmes fins.

En face de ces résultats, le gouvernement doit-il continuer d'encourager, par des octrois aussi élevés, un semblable système d'enseignement. Je pense qu'il y a des réformes à opérer sur ce sujet. J'apprends que l'honorable premier ministre a soumis [au conseil de l'instruction publique certaines modifications qui, mises en pratique, rendront de grands bienfaits à l'éducation primaire, en coûtant bien moins à l'état. J'ai confiance que cette autorité pour laquelle j'ai le plus grand respect, prendra en sérieuse considération les changements projetés, et adoptera un mode acceptable à l'opinion publique.

M. le président, en reprenant mon siège, je désire qu'il soit bien compris que je ne suis pas contre l'existence proprement dite de ces institutions, mais bien contre le mode d'enseignement qu'on y a introduit; et quelque soit la détermination du conseil de l'instruction publique, je serai toujours prêt à m'incliner respectueusement devant la décision de cette institution qui a la haute main sur l'éducation en cette province.

Un projet de loi concernant les subsides aux compagnies de chemins de fer et certaine garantie d'intérêts par la province, est déposé sur le bureau de la Chambre.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du jeudi, le 5 juin 1884.

SOMMAIRE :—Retrait d'un projet de loi concernant les subsides aux compagnies de chemin de fer, et certaine garantie d'intérêt pour la province. Résolutions sur le même sujet : MM. Robertson, Garneau, Stephens, Desjardins, Gauthier, Lemieux, Irvine, Rinfret, Joly, Gagnon et Blanchet.—Délibération sur le projet de loi concernant les juges des sessions de la paix de Montréal et Québec : MM. Gagnon, Mercier, Taillon et Lemieux.—Proposition de M. Stephens touchant le remboursement des argents reçus par les membres de la commission du service civil : Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, demandant la liste des noms des cantons de la province : MM. Faucher de Saint-Maurice, Flynn et Marchand.—Proposition relative à l'époque de la convocation des Chambres. Amendement de l'honorable M. Taillon. Adopté.—Interpellation et réponse,

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE J. WURTELE.

La séance est ouverte à onze heures.

L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi concernant les subsides aux compagnies de chemins de fer et certaine garantie d'intérêts par la province.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—Ce projet de loi contient un principe très dangereux, et si nous l'adoptons nous allons rentrer absolument dans la voie qui nous a entraînée dans la dépense que nous avons faite pour le chemin de fer du Nord.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Je suis en faveur de cette loi, car c'est un simple répliage du subside voté, comme cela a été fait pour les autres voies ferrées. Je serais même en faveur de faire bâtir ce chemin par la province, s'il n'y avait pas moyen de l'avoir autrement.

L'honorable M. **Joly**.—Ecoutez, écoutez . . .

M. **Gagnon**.—Oui, mais il ne s'agit pas de cela dans le moment.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Le gouvernement veut garantir trois millions, et celui qui garanti paye ; il en est ainsi pour les gouvernements comme pour les individus. Et pour une mesure aussi importante, on ne vient nous la soumettre qu'à la dernière heure, à la fin de la session.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.

—Ces messieurs critiquent même les détails de cette mesure et cependant ils prétendent ne pas la connaître. Cette proposition de loi est très importante. Elle affète une entreprise qu'on peut appeler nationale, et j'espère qu'on la traitera avec la considération et la sollicitude qu'elle mérite.

L'honorable M. **Robertson**.—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.— Comme on pourra peut-être faire des objections, à cause d'un défaut de procédure, je demande la permission de retirer ce projet de loi.

Le projet est retiré.

Le projet de loi pour modifier les lois concernant les écoles de réforme est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

[Séance de l'après-midi.]

La séance est ouverte à trois heures.

Sur la réception du rapport sur le projet de loi pour modifier et refondre les lois de la chasse, l'honorable M. Joly propose que le mot "mars" dans l'avant dernier article soit remplacé par le mot "février."

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : —MM. Audet, Bergevin, Bernard, Bernatchez, Demers, Desjardins, Faucher de St-Maurice, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Marcotte, Mercier, Picard, Poulin, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Stephens, Turcotte et Watts.—20.

Ont voté contre : — MM. Asselin, Beauchamp, Blanchet, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Lavallée, Leduc, Marion, Martel, Martin, Paradis, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, Taillon et Trudel.—24.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. Mercier propose que les mots "quinze avril" soient substitués aux mots "premier mai," dans l'article 5.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Audet, Bergevin, Bernard, Demers, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Joly, Marchand, Mercier, Poulin, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Stephens, Turcotte et Watts.—16.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Beauchamp, Bernatchez, Blanchet,

Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Pourpore, Richard, Robertson, Robillard, Taillon et Trudel.—28.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaire.

LES JUGES DES SESSIONS DE LA PAIX DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—Je propose que ce projet soit maintenant adopté en 3^e délibération.

M. **Gagnon**.—Je m'y oppose, car ces magistrats deviendront des embarras pour la société, parce qu'il n'y aura pas de fonds de retraite et qu'il faudra les mettre de côté pour des raisons de saine administration. Il y a bien assez d'avoir fait des espèces de demi dieux des juges de la cour supérieure sans étendre ce privilège à ces fonctionnaires d'un ordre inférieur. Car déjà nous avons parmi nos juges pratiquement inamovibles, des hommes qui se mettent au-dessus de la loi, sans augmenter le nombre de ces privilégiés.

L'honorable M. **Mercier**.—Je suis convaincu que cette mesure est nécessaire et je l'appuierai avec plaisir.

M. le **Procureur général**.—Je suis en faveur de ce projet de loi, mais je ne veux pas faire violence à personne. Ces magistrats ont une juridiction très grande. Ainsi, ils peuvent condamner un homme au pénitencier pour la vie.

Lorsque M. Loranger a présenté un projet de loi ayant le même objet, il n'en a pas demandé l'adoption, parce qu'il était question alors de transférer ces officiers au contrôle du gouvernement fédéral. Je pense qu'il est à propos de les rendre plus indépendants, je parle au point de vue de la loi, qu'ils ne le sont maintenant. Le gouvernement garde toujours son contrôle, puisqu'il fixe le salaire.

M. **Lemieux**—*député de Lévis*.—J'ai eu occasion de m'adresser au procureur général pour avoir justice des actes de ces magistrats, et je n'ai eu aucune raison de redouter le système actuel. Si j'avais été obligé de recourir au parlement, j'aurais peut être attendu six mois.

M. **Gagnon**.—Le gouvernement fixant le salaire de ces officiers,

il garde par la même le contrôle, a dit l'honorable procureur général. Je dis non car, quand ils sont nommés, le salaire est fixé et la pétition de droit leur permettra de réclamer contre une mesure de suppression ou de diminution de ce salaire. Cette garantie n'est donc qu'un leurre.

M. le **Procureur général**.—Est-ce que ces magistrats n'ont pas tout à redouter de la part des partis politiques? . . . Je suis convaincu que ce projet de loi a du bon. Je ne veux pas prendre les armes pour le faire adopter, mais je désire qu'il soit voté.

M. **Gagnon**.—Ces magistrats deviennent un véritable embarras pour la société quand ils ne veulent pas se retirer, vu leur âge ou leurs infirmités. Ceci est déjà arrivé à Québec pendant trois ans. Il faudrait donc en même temps créer un fonds de retraite.

L'honorable M. **Mercier**.—La juridiction de ces juges est très grande. A Montréal, par exemple, le juge a juridiction sur 300,000 âmes. J'assimile la position de ces juges à celle des juges des sessions en Angleterre. C'est une mesure libérale, l'indépendance des juges vis-à-vis le pouvoir de la couronne.

M. le **Procureur général**.—Plus la juridiction est grande, plus il faut les protéger.

M. **Lemieux**.—En Angleterre, il n'y a que les juges de haute juridiction qui relèvent du parlement.

Pour ma part, je ne vois aucune raison de changer ce qui existe depuis trente ans. Avec le système actuel, si on a des plaintes, on doit les adresser au procureur général qui décide immédiatement. Un cas s'est présenté où nous avions raison de nous plaindre, et nous avons eu justice quelque jours après, tandis que nous aurions dû attendre un an avant d'avoir justice par le système proposé.

Si ce juge sait qu'il n'est pas aussi bien surveillé qu'il est à présent, peut être n'auront nous pas la satisfaction que nous avons eu généralement jusqu'à aujourd'hui. Je n'ai pour ma part, aucune raison de me plaindre du magistrat de Québec, et en supposant que j'aurais des plaintes à porter, je suis convaincu que j'aurais justice de l'honorable procureur général, car quelque soit le parti au pouvoir, on doit croire que ce parti se compose de personnes respectables.

M. le **Procureur général**.—Ces juges sont plus souvent appelés que les autres, à rendre la justice criminelle, et c'est une raison pour les rendre indépendants.

M. **Lemieux**.—Vous me rendriez justice si j'allais devant vous.

M. le **Procureur général**.—Oui, mais il y a des principes qu'il ne faut pas oublier.

M. **Gagnon**.—C'est une raison de plus en faveur de ma manière de voir. Voici un homme qui a droit d'envoyer un individu au pénitencier, sans jury, et vous voulez le mettre indépendant du parlement.

Je propose que ce projet ne soit lu que dans six mois.

Cette proposition est rejetée.

Le projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Pour modifier l'article 671 du code de procédure civile.

Concernant les voitures d'hiver dans certains comtés.

Pour modifier une loi de cette session intitulée : " acte pour constituer la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité pour les fins municipales et scolaires.

Pour rappeler la loi 32 Victoria, chapitre 29.

INTERPELLATION ET RÉPONSE.

M. **Gagnon**.—Le gouvernement a-t-il vendu la pierre et la brique provenant du palais de justice et prison du district de Kamouraska, incendiés le 11 mars 1881 ? Et si oui, quand ? A qui ? A quelles conditions ?

L'honorable M. **Blanchet**.—Le gouvernement a utilisé pour le palais de justice et la prison de Fraserville tout le fer, la pierre de taille et la brique de l'ancien palais de justice et prison de Kamouraska qui pouvaient être employés avec avantage dans la nouvelle construction.

Le reste de la pierre était calciné et considéré comme sans valeur. Sur rapport favorable de l'ingénieur, M. J. P. Blais de Kamouraska a obtenu permission en 1881 d'en prendre quelques voyages pour cons-

truire les fondations de la voute du bureau d'enregistrement de Kamouraska.

En 1883 M. le curé de Kamouraska ayant des réparations à faire à son église, demanda permission de prendre de cette pierre, ce dont il aurait besoin pour ces travaux. Sur rapport de l'ingénieur, cette permission lui fut accordée à la condition de laisser de côté la pierre de taille, s'il en restait.

M. Stephens propose que les commissaires de la commission du service civil soient requis de rembourser au trésorier de la province l'argent qu'ils ont reçu pour leurs prétendus services en rapport avec la commission, en autant qu'ils n'ont point rempli la tâche pour laquelle ils avaient été nommés.

Ce proposition est mise aux voix.

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn Stephens et Watts.—13.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Beauchamp, Blanchet, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

LES NOMS DES CANTONS DE LA PROVINCE.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste des noms des cantons de la province de Québec.

“L'avenir est aux races qui n'ont pas abjuré, disait l'amiral Jurien de la Gravière, à celles qui ont conservé le respect de leur langue, la mémoire des hauts faits du passé, cette dernière étincelle de vie, la foi religieuse, capable à elle seule de tout féconder.” Pourquoi ces nobles paroles ne s'appliqueraient-elles pas autant aux Canadiens-français qu'aux éléments hétérogènes qui les entourent ? Ici sont nés de Bienville, de Sainte-Hélène, de Marigny, de Châteauguay, de Sérigny, de Maricourt et d'Iberville, le fameux Jean-Bart-canadien. Parmi les nôtres, nous comptons d'Eschaillons, le vainqueur de Haverhill, de Louvigny, de Noyelles et de Saint-Ange, la terreur des Outagamis ; de Léry, celui du fort Bull ; de Villiers, le vainqueur de Washington, au fort Nécessité.

De Québec ou de Montréal, sont partis de grands orateurs, le jésuite Xavier Duplessis, des écrivains, Graset Saint-Sauveur ; des amiraux, de Vaudreuil, Bedout Martin, des officiers supérieurs distingués, le général baron de Léry. Qui se souvient aujourd'hui de ces noms jadis fameux ?

Nos arpenteurs-géomètres ne cessent chaque année de mesurer et d'ouvrir à la colonisation d'immenses territoires. Réagissons de toutes nos forces contre la déplorable manie qui a trop prévalu dans le Bas-Canada de donner des noms exotiques à des cantons destinés à la population française, et applaudissons aux nobles efforts que certains officiers intelligents et instruits entre autres M. Eugène Taché, député-ministre des terres de la couronne, ne cessent de faire contre cet envahissement, depuis que la province de Québec est devenue autonome.

En ouvrant la publication officielle intitulée : " Guide du colon pour 1877," je suis tombé par hasard sur les pages 17 et 18. Elles sont consacrées à l'agence des terres de la couronne de la Chaudière, comté de Bauce. Cette agence se composait alors de vingt-cinq cantons, dont un certain nombre d'acres était arpenté, mais n'avait pas été concédé. De ces vingt-cinq cantons, vingt et un portent des noms anglais, deux des noms allemands, deux des noms français ! Pourtant les célébrités françaises ne manquent pas autour de nous, et nous devrions être fiers de pouvoir donner leurs noms à des portions de cette terre qu'elles ont aimée, qu'elles ont enrichie, pour laquelle la plupart ont versé leurs larmes et répandu leur sang. N'est-ce pas notre pays qui, en 1612, à l'exception de Port-Royal, resté la propriété Poutrincourt, appartenait tout entier à Antoinette de Pons, marquise de Guescheville ? Quel est l'endroit du Canada qui rappelle aujourd'hui au passant le souvenir de cette riche bienfaitrice ?

L'Acadie se souvient-elle autrement, que dans ses annales—de Poutrincourt, de Pontgravé, du Gallescargot, de Membertou, du P. Gilbert du Thet, de Denys, d'Aulnay de la Tour, du commandeur de Razilly, de Boishébert, de Thury, de Villiers, du P. Rasles et du farouche baron de Saint-Castin ? En revanche le souvenir de ceux qui ont persécuté les véritables propriétaires du sol, de ceux qui ont exporté la population acadienne et qu'ils ont éparpillée sur toutes les mers, est non seulement vivace dans le cœur des descendants des victimes, mais les noms de Moncton, de Lawrence, de Winslow, sont donnés à des lieux qui sont proches de l'endroit où ils ont accompli leurs prouesses, et où ils ont acquis leur triste renommée. Imitons-nous l'exemple que ne cessent de nous offrir la Nouvelle-Ecosse, l'Île du Prince-Edouard, le Nouveau-

Brunswick, Terreneuve et le Cap Breton ? Allons-nous épuiser le vocabulaire anglo-allemand pour donner des désignations géographiques à des droits qui doivent être naturellement habités par une population française ? Où se trouvent les cantons qui rappellent la mémoire de Lavolette, le fondateur de Trois-Rivières ; de Duplessis-Bochart ; du P. Buteux ; des sulpiciens Le Maistre, Vignal, martyrisés par les indiens ; du P. Vimont ; de Brigeac ; de Lambert Closse, le sauveur de Montréal ?

Quel est l'homme, qu'il soit de race latine, saxonne ou celtique, peu importe, qui ne serait pas fier de donner à un endroit de la province de Québec le nom de Dollier, ou celui de Gallinée, ces deux braves missionnaires qui accompagnèrent de LaSalle et prirent possession des lacs Erié et Ontario au nom de leur roi ? ou encore celui de St-Lusson, qui en fit autant pour le pays des Outaouais ? ou encore, celui de St-Simon, qui planta les armes de France et de Navarre à la Baie d'Hudson ? Les noms de du Mantel, de Courtemanche, de la Perrière, de St-Ovide, de Subercase—le héros de Terreneuve—des frères Charon—ces apôtres de la charité—rappellent des souvenirs plus chers pour nous, et paient plus à nos cœurs que ceux d'Adstock, de Broughton, de Gayhurst, de Marlow, de Risborough, de Shenley nord et de Shenley sud. En faisant la juste part des désignations géographiques qui peuvent revenir à la population anglaise de notre province, je ne vois pas quel apport cela peut donner à l'esprit d'une confédération, que de forcer une population française à apprendre de mémoire et à estropier les noms de Tring, de Buckland, de Cranbourne, de Standon, de Frampton, de Wane, de Botsford, de Bungay, d'Ixworth, de Watford, de Colrairie et de Thetford, quand on aurait pu donner à ces cantons, à ces villages, à ces concessions les noms de ceux qui firent tant pour établir notre influence ici, et pour grandir notre race.

Sennebergues et de Saint-Ours, blessés mortellement à la bataille des plaines d'Abraham, ne revivent donc plus que dans les vieux tomes de notre histoire ? Personne ne songe plus à ces lutteurs de l'heure suprême, aux régiments du Languedoc, du Béarn, de la Sarre, de Guienne, de Berry et du Royal Roussillon ? Bourlamarque, le colonel Poulariès, d'Aiguebelles, le défenseur du moulin Dumont, de la Roche Beaucourt, commandant des escadrons légers, le brave Dalquier, qui a décidé du sort de la bataille de Sainte-Foye, les commandants des milices canadiennes, Dumas, Rhéaume et de LaRonde, l'intrépide de Vaucelain, capitaine de l'Atalante, Pouchot, de Fiedmond, de Bougain.

ville sont-ils donc sitôt oubliés ? Sont-ils devenus des étrangers au pays qu'ils ont illustré par leurs vertus et par leur vaillance ? Plus heureux que ces immortels vaincus, leurs dignes rivaux Wolfe, Amherst, Townshend, Murray, Carleton, Saunders, Cook, ont nommé d'après eux certains endroits de la terre qui fut cédée à leur pays par les traités, et les moins populaires de leurs successeurs, Haldimand, Craig, Colborne, sans avoir les mêmes mérites, ont eu les mêmes honneurs. N'est-ce pas d'après eux que sont nommées certaines rues de certaines villes, où l'histoire nous dit qu'ils mirent en pratique la loi du plus fort ?

Je vous avoue, M. le président, que les noms de Saint-Boniface de Shawinigan, Asahmoupchouan, de Notre-Dame de l'Assomption, de Sandy Bay, de McNider, de Pokemouche, me laissent tout aussi froid. Pourquoi ne pas faire revivre les noms de nos morts illustres dans l'esprit du peuple ? En honorant ainsi ceux qui ne sont plus nous honorons le pays tout entier dans son passé. La Société Royale du Canada s'est déjà occupé, lors de ses dernières séances, de cette question de noms géographiques ; moi j'ai voulu aller plus loin et en saisir l'Assemblée législative. A elle d'entreprendre la délicate mission que je ne fais que lui indiquer.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer.*—J'ai baptisé certains cantons lorsque j'étais commissaire, et j'ai pris les noms des hommes qui ont joué un rôle marquant dans notre monde politique. C'est ainsi que nous avons les cantons Marchand, Joly, Chapleau, Labelle, etc.

La suggestion faite par l'honorable député est bonne, et je souhaite, pour ma part, qu'elle soit mise en pratique.

L'honorable M. **Marchand** — *député de St-Jean.* — J'en ai fait autant, et je me suis imposé, pour ainsi dire, la même règle quand j'étais commissaire des terres et je crois que c'est ce qui doit être fait.

La proposition est adoptée.

LES SESSIONS DE LA LÉGISLATURE.

L'honorable M. **Mercier.**—Je propose qu'il soit résolu, que les sessions de cette Législature devraient, à l'avenir, avoir lieu dans le cours de l'automne et assez de bonne heure pour qu'elles puissent finir avant les fêtes, autant que possible.

Je désire avoir l'opinion de la Chambre. C'est simplement une

expression d'opinion. Cela ne lie pas le gouvernement, mais cela fera connaître notre manière de voir sur ce sujet.

M. le **Procureur général**.—Je crois que l'opinion générale est que la session devrait avoir lieu en janvier, mais je ne vois pas la nécessité de mettre cela dans le procès-verbal.

M. **Gagnon**.—Cela a déjà été fait en 1880.

M. le **Procureur général**.—Je n'en vois pas l'utilité.

Néanmoins, je propose, par voie d'amendement, que la rédaction soit modifiée comme suit : qu'il est désirable qu'à l'avenir la Législature de cette province soit convoquée aussitôt que possible, après la fête des rois.

M. **Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, que copie de tous arrêtés du conseil au rapports approuvant ou recommandant le payement du coût de l'impression d'un discours de L. G. Desjardins, écuyer, député pour Montmorency, en 1883, et de toutes correspondances et de tous comptes pour impressions et reçus à ce sujet.

Cette proposition est adoptée.

AIDE AUX CHEMINS DE FER.

L'ordre du jour appelle la délibération sur des résolutions concernant les subsides aux compagnies de chemins de fer et certaine garantie d'intérêts par la province.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—M. le président, j'ai l'honneur d'informer la Chambre que le lieutenant gouverneur a pris connaissance de ces résolutions et qu'il les recommande à notre considération.

Par la loi 39 Victoria chapitre 3, et 40 Vict. ch. 3., les compagnies de chemins de fer ont le droit de convertir la balance de leur subside dans les mains du gouvernement, en fonds de garantie. Plus tard, les compagnies ont eu le droit de rembourser une partie de leur subside pour cette fin. Je ne vois aucun danger pour la province dans cette mesure. C'est ce que propose la première résolution. Auparavant, le gouvernement payait 5 p. c., parce que le gouvernement recevait lui-même 5 p. c., de la banque.

Par la deuxième résolution, je propose de déclarer que l'intérêt qui

sera payé aux compagnies qui se prévaudront de cette loi, sera le même que celui reçu par le gouvernement.

Cette mesure a pour but de donner une valeur additionnelle aux bons des compagnies, sans cependant faire courir le moindre risque au gouvernement, car il a en mains l'argent qu'il lui faut pour faire face aux obligations auxquels il souscrit.

La loi aussi pourvoit qu'un chemin de fer peut avoir \$6,000 par mille, pour l'aider à construire une certaine partie difficile du tracé.

Ce système a été essayé sur le South Eastern, l'International et le Québec central et nous pouvons dire que c'est grâce à cette mesure si ces voies ferrées ont été établies.

Nous avons eu de longues négociations avec la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean. Voilà pourquoi nous sommes venus un peu tard avec ces résolutions.

En soumettant ces résolutions, le gouvernement entend poursuivre la politique qui a été approuvée à maintes reprises, de développer ces territoires du lac St-Jean. La compagnie qui a entrepris d'établir une voie ferrée reliant Québec à cette région, demandait beaucoup plus, mais ce qui est devant la Chambre est tout ce que nous avons jugé à propos de lui donner.

On a dit aussi que cette mesure pourra mettre le gouvernement dans l'obligation de faire de plus grands sacrifices. Je crois que les hommes qui sont à la tête de cette entreprise sauront la mener à bonne fin. Dans tous les cas, le gouvernement ne fait pas plus pour cette voie ferrée qu'il n'a déjà fait pour les autres chemins placés dans les mêmes conditions.

L'honorable M. Joly.—Que signifient ces débentures. . . .

M. le **Trésorier**.—Si on veut convertir le subside en garantie, alors nous ne donnerons les débentures qu'au fur et à mesure que les travaux seront exécutés, c'est-à-dire que les débentures seront données de la même manière absolument que l'aurait été le subside lui-même.

M. **Gagnon**.—Si la compagnie ne finit pas le chemin, quelle sera la garantie de la province dans ce cas? Je veux avoir une garantie pour nous protéger contre cette éventualité. J'avertis le gouvernement que je proposerai un amendement à ce sujet. Je veux que la compagnie fasse tout le chemin, tout en désirant voir le gouvernement faire tout ce qu'il pourra pour l'aider.

M. le Trésorier.—On court toujours ce risque en payant par section de dix milles.

L'honorable **M. Garneau**—*député de Québec*.—Le but de ces résolutions est de donner à la compagnie de la facilité pour prélever des fonds au moyen de la vente de ses débentures.

Le chemin a déjà 46 milles de construits. Il y a aussi dix milles bien avancés et une autre section de 10 milles de commencée. Avec l'aide que le gouvernement donne, cette section sera faite.

La compagnie a 5 milles acres de terre par mille comme subvention de la province. Ces terres auront une grande valeur lorsque les travaux seront presque entièrement terminés ou plus avancés qu'ils ne le sont à présent.

Par cette mesure la province ne prend aucune responsabilité additionnelle, elle ne garantit les intérêts qu'en autant qu'elle a les fonds en mains pour les payer. Avec cette garantie, cependant, la compagnie espère pouvoir négocier plus facilement ses débentures. Le but donc que l'on veut atteindre, c'est de donner à cette compagnie le plus de facilités possible pour vendre ses bons, car on comprend qu'il est difficile d'avoir de l'argent pour construire un chemin de fer qui passe dans le bois.

Déjà, depuis que les 46 milles ont été faits, toute une seigneurie qui ne valait rien auparavant, a été vendue sur le pied de \$2.00 l'acre, et un peu plus loin, on a vendu cinq ou six chelins l'acre, des terres dont on ne voulait pas auparavant. Ceci vient confirmer la prévision que j'exprimais tout à l'heure sur la valeur que les terres de la compagnie prendront, lorsque son chemin sera terminé. Je puis dire que la valeur des lots dans les territoires que traverse la voie ferrée, augmente tous les jours.

Déjà le trafic prend d'encourageantes proportions. A l'heure qu'il est on ne peut fournir à transporter le bois qui est expédié des diverses stations le long du chemin. Il y a plusieurs centaines d'hommes employés sur ce chemin. Sur la partie ouverte à la circulation, il a été transporté cinquante mille voyageurs, ce qui prouve en faveur des ressources de trafic sur lesquelles cette compagnie pourra compter plus tard.

On se rappelle que cette entreprise a débuté d'une manière très modeste. On voulait tout simplement faire un chemin à lisses de bois. Bien que l'on ait pas réussi, cependant ce projet a eu pour heureuse

conséquence de faire naître celui de la voie dont on poursuit aujourd'hui la réalisation. Cette entreprise contribue beaucoup à la colonisation de ces territoires du lac St-Jean et en deça. Il y a quelque temps, des représentants d'une vingtaine de familles du Cap blanc sont allés là pour s'y établir. Je crois que d'ici à l'automne, il y aura vingt ou vingt-cinq familles de plus qui iront s'y fixer.

L'honorable M. **Marchand**.—*député de St. Jean*.—Quel est le montant du subside ?

L'honorable M. **Garneau**.—La compagnie reçoit \$3,200 par mille du gouvernement fédéral, \$5,000 par mille du gouvernement de la province ; \$2,500 par mille de la cité de Québec et en sus de cela, 5,000 acres de terre sont promis par la province.

La vallée du lac St-Jean contient trois millions d'acres de terres arables. La province de la Nouvelle-Ecosse n'a que cela en superficie, et elle a une population d'au-delà de huit cent mille âmes. Si les choses vont bien, comme nous l'espérons, nous devrons avoir là d'ici à quelques années, une population de plusieurs milliers d'âmes.

M. **Stephens**.—*député de Montréal-centre*.—Quant au mérite de cette mesure tout le monde l'admet, aussi je n'en parlerai que très peu. Je comprends qu'il s'agit du chemin de fer du lac St-Jean, mais d'après la rédaction des résolutions, tous les chemins vont bénéficier de ces avantages. Cette voie ferrée a déjà \$3,200 du gouvernement fédéral, \$5,000 du gouvernement provincial, \$2,500 de la ville de Québec et 5,000 milles acres de terre. Ceci forme un total de subvention en argent de près de onze mille piastres par mille, à part les 5,000 acres de terre, qui représentent bien encore \$2,000, ce qui fait en tout \$13,000 par mille. Est-ce que ces hommes d'affaires qui ont cette entreprise en mains, ne peuvent pas prélever l'argent nécessaire, en plus soit dix mille piastres par mille ?

Quelle garantie avez-vous que les autres cent milles qui restent encore à faire seront construits ? On pourra faire comme le Pacifique. Quand on sera rendu au milieu de la forêt, les messieurs qui nous demandent de l'aide, viendront nous dire : donnez-nous de l'argent ou bien nous restons là, tout comme le Pacifique, qui a demandé la bourse ou la vie.

L'honorable M. **Garneau**.—La province ne prend aucune responsabilité, aucun risque nouveau. Si le chemin n'est pas fait, l'argent dans les mains du gouvernement, reste en sa possession ainsi que le subside en terres.

Si on repli le subside, la compagnie devra remettre des débentures pour le montant, lesquelles seront la première hypothèque sur le chemin de fer, en sorte qu'il n'y a rien de nouveau au point de vue de l'augmentation de la responsabilité de la province.

M. Stephens.—On ne dit nulle part que ces débentures porteront première hypothèque sur la voie ferrée.

M. le Trésorier.—Nous courons le même risque quand nous ne payons que le subside ordinaire, de sorte que l'objection de l'honorable député de Montréal-centre n'a pas sa raison d'être. Il y a cette différence entre cette compagnie et les autres, c'est qu'elle a un subside en terres qu'elle ne doit avoir que lorsque le chemin sera entièrement terminé.

M. Gagnon.—La compagnie du chemin de fer du lac St-Jean a une subvention d'au-delà d'un million de piastres et si vous convertissez le subside en terre, cela donne plus que deux millions de piastres. Il me semble qu'avec deux millions la compagnie peut faire son chemin si on l'y oblige.

La loi l'oblige de construire sa voie d'ici à 1887 ; je suis disposé à lui donner un délai additionnel, c'est-à-dire jusqu'en 1890. Je veux avant tout la construction de ce chemin de fer, et je la veux si bien que je serais prêt à voter trois, quatre ou cinq mille piastres par mille pour la voir s'accomplir.

Le lac St-Jean est presque une colonie de mon comté. Le vénérable curé de Kamouraska a fondé la belle paroisse d'Hébertville. Je veux donc continuer son œuvre dans cette Chambre en favorisant la colonisation de ces territoires. Cependant tout en croyant que la compagnie est de bonne foi, je ne puis me dissimuler qu'elle veut aussi faire une spéculation légitime, si vous le voulez, mais enfin une spéculation.

Il faut que la Chambre voit à avoir des garanties. Pour ma part, je veux que nous ayons la première hypothèque, et je proposerai un amendement dans ce sens.

M. Desjardins—*député de Montmorency.* — Cela pourra empêcher la négociation des débentures de la compagnie. S'il faut prendre cette garantie, au moins que le gouvernement se charge du paiement des débentures à leur échéance.

M. Gagnon.—Cette hypothèque ne sera que de cinq ou six cent mille piastres. Or ce que nous donnons aujourd'hui, c'est pour augmenter

la valeur de leur gage. Et si dans ce cas, la compagnie ne peut construire son chemin, je dis qu'il convient d'avoir des garanties qui soient de nature à nous rassurer. Ce n'est pas par hostilité à cette entreprise que je fais ces remarques, au contraire, on sait très bien qu'elle a toutes mes sympathies mêmes les plus actives. Je suis prêt à lui donner tout ce qu'elle voudra à peu près, mais je veux en même temps avoir la voie ferrée qu'elle s'est chargée de construire. Et je crois qu'il n'est que juste que la province ait la garantie que je demande.

Les résolutions sont adoptées en comité général.

En voici le texte :

Que toute compagnie de chemin de fer ayant droit à un subside de la part de cette province pourra, en sus de la conversion de ce subside en une garantie par la province de l'intérêt de ses obligations, conformément au statut 39 Victoria, chapitre 3, section 1, et en sus du remboursement du subside payé à cette compagnie et à sa conversion aussi en garantie, conformément au statut 40 Victoria, chapitre 3, section 8, déposer entre les mains du gouvernement de cette province toute autre somme d'argent dans le but de se procurer une garantie additionnelle d'intérêt par le gouvernement, et sur ce dépôt, le gouvernement pourra accorder cette garantie pour le nombre d'années et pour le montant par mille que justifieront ce dépôt additionnel et le subside plus haut mentionné.

Que l'intérêt qui sera accordé par le gouvernement sur les dépôts faits en vertu de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, ainsi que sur le montant de tout subside, chaque fois que ce subside sera converti en garantie conformément aux statuts mentionnés dans la résolution précédente, ne devra, en aucun cas, excéder le taux accordé par les banques sur les montants à elles déposés par le gouvernement pour couvrir ce subside.

Qu'à même les sommes d'argent affectées par la Législature de cette province en faveur de la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, le lieutenant gouverneur en conseil pourra faire les avances que, de temps à autre, il jugera à propos de faire, mais, cependant, n'excédant pas cinquante pour cent au-delà du subside accordé par mille à cette compagnie pour une distance n'excédant pas trente milles, à partir du lac Cimon et en allant vers le nord, de la manière, avec les garanties et aux conditions que le lieutenant gouverneur en conseil pourra juger à propos de fixer, de façon à assurer le parachèvement de ce chemin de fer à une date aussi rapprochée que possible.

Dans le cas où la garantie de la province serait accordée sur des obligations émises par cette compagnie, les obligations ainsi garanties ne seront pas remises à la compagnie dans une proportion plus considérable que le subside ne serait payable en vertu des lois en force.

Tous les frais encourus pour la signature de ces obligations, leur garde et le paiement du change seront payés par la compagnie au gouvernement, sur le certificat du trésorier de la province.

On propose à la Chambre d'adopter ces résolutions.

L'honorable M. **Joly**.—Je propose de déclarer que le nouveau moyen que le gouvernement propose pour venir en aide au chemin de fer du lac St-Jean ne peut pas être adopté sans engager la province dans une voie dangereuse.

Que cette Chambre encourrait une grande responsabilité envers le pays et commettrait une grande imprudence, si elle ne profitait pas de la triste expérience acquise dans la construction et l'exploitation par la province du chemin Q. M. O et O.

Que le résultat inévitable de la politique ministérielle, énoncée dans ces résolutions serait de charger la province d'un nouveau fardeau au-dessus de ses forces et qu'avant longtemps, nous nous trouverions forcément obligés d'entreprendre la construction et l'exploitation du chemin de fer de Québec et du lac St-Jean, aux frais de la province, comme nous avons été obligés de le faire, pour le chemin de fer Q. M. O. et O.

Que tout en admettant l'importance d'ouvrir à la colonisation la belle région du lac St-Jean, l'avenir de toute la province ne doit pas être sacrifié pour atteindre ce but.

M. le président, j'ai essayé déjà de donner libre cours à mes inquiétudes à ce sujet. Tout d'abord, je veux détruire d'avance toute chance de dire que je suis hostile à ce chemin de fer. J'ai présenté moi-même la loi d'autorisation de la première compagnie constituée pour construire ce chemin et j'en ai été le président. Chaque fois que cette compagnie est venue devant nous, je me suis fait un devoir de combattre en sa faveur. Voilà pour ce qui se rapporte à ce sujet. Depuis l'expérience acquise dans la construction du chemin de fer du Nord, nous ne pouvons oublier ce qui est arrivé.

Lorsque le 15 décembre 1875, le gouvernement de Boucherville s'emparaît du chemin de fer du nord, j'ai combattu cette politique, et

j'ai soumis une proposition dont j'ai reproduit déjà le texte même devant cette Chambre, dans le cours de la présente session.

Lorsque le gouvernement changea sa politique en s'emparant du chemin de fer du nord, il nous a semblé qu'il s'engageait dans une voie dangereuse. Nous avons essayé de faire voir le danger. Aujourd'hui, je prévois un autre danger aussi grand que celui-là. Si nous adoptons ces résolutions, je prévois que nous serons obligés de faire tout ce que nous avons fait pour le chemin de fer du nord. Peut-être va-t-on me dire ce qu'on m'a répondu en 1875, lorsqu'on a changé notre système de subside. Lorsque le gouvernement a modifié profondément sa politique sur cette question des voies ferrées, c'est alors que nous nous sommes séparés du parti conservateur. On a jeté le cri d'alarme. On n'a pas voulu nous écouter, et je m'attends que la même chose va arriver maintenant. Pour le bien de la province, j'espère que nous nous tromperons cette fois-ci. J'espère, je le répète, que l'avenir prouvera que nous nous trompons.

Notre dette est de près de dix-huit millions et elle prouve que nous ne nous sommes pas trompés en 1875. Que la Providence veuille que la politique du jour n'engage pas la province dans la nécessité d'emprunter cinq ou six millions additionnels.

On me disait en 1875 : quel danger peut-il y avoir dans cette politique. Voyez, nous disait-on, voyez toutes les précautions que nous prenons pour protéger la province. Afin de protéger la province, on avait pris le soin de ne pas mettre le gouvernement directement dans cette affaire, on avait nommé des commissaires. Afin de ne pas compromettre la province, on disait que la voie ferrée serait construite par trois commissaires, et cela dans le but aussi de nous faire croire que la province ne serait jamais responsable des frais de cette entreprise. Aujourd'hui on voit quel a été le résultat.

Remarquez, M. le président, que l'on croyait être tellement prudent alors que l'on affirmait que la province ne serait jamais appelée à payer davantage. Cependant on n'accordait pas ce qu'on donne maintenant au chemin de fer du lac St-Jean. On ne donnait pas la garantie de la province comme dans ce cas-ci. Néanmoins aujourd'hui on voit la province, malgré toutes les précautions prises, engagée dans une voie terrible pour sa situation financière, si fortement engagée que nous payons encore à présent, après que le chemin a été vendu, des sommes considérables pour notre part de responsabilité dans cette entreprise.

Maintenant avons-nous la force de prendre sur nous de nouvelles charges, de nous mettre sur les épaules cette nouvelle obligation ?

On a énuméré les ressources de ce chemin de fer. Ses subsides sont trois fois plus considérables que ceux accordés aux autres chemins de fer. Et l'on vient encore demander la garantie de la province sur les bons de la compagnie, ce qui est beaucoup plus dangereux qu'aucune des mesures que nous avons prises jusqu'ici. Mon honorable ami le député de Kamouraska demande que la première hypothèque soit accordée à la province, et on la lui refuse.

Le *Morning Chronicle* nous a prédit ce qui arrive aujourd'hui. Bien que le trésorier ait dit qu'il n'avait pas cédé aux demandes de la compagnie, c'est pourtant ce qui est accordé enfin de compte. Ce qui se passe aujourd'hui me remet en mémoire ce qui est arrivé, lorsqu'il s'est agi de la construction du chemin de fer du nord. Je me rappelle encore les paroles de M. Chapleau,—paroles applaudies par la population de Québec qui était dans les galeries de l'ancien palais législatif,—laissant entrevoir dans un langage brillant et imaginé, les richesses de l'ouest inondant les rues du vieux Québec. Et quelques années plus tard, ce même M. Chapleau, devant la même population, promettait encore un avenir plus beau à cette ville, lorsqu'il nous proposait de vendre le même chemin de fer pour la moitié du prix qu'il nous avait coûté.

Nous avons acquis une triste expérience comme constructeurs de voies ferrées, et nous devrions faire vœu de ne plus nous engager dans de semblables entreprises.

On parle de l'importance du chemin de fer du lac St-Jean ! Je le sais, ce n'est pas à moi qu'on aura besoin de démontrer cette importance, car j'ai travaillé à la réalisation de ce projet. Mais il ne faut pas oublier que cette entreprise est avantageusement dotée. Aussi, quand j'ai vu les noms des grands capitalistes qui étaient à la tête, et qu'on votait subside sur subside, j'ai cru que j'allais voir enfin le succès de ce projet. Mais à la dernière heure, on voit ces messieurs de la compagnie venir devant la Chambre, solliciter une aide additionnelle. C'est la répétition de ce qui s'est passé dans le cas du Pacifique, qui est venu, au moment où l'on croyait toucher au succès, demander trente millions. Est-ce que cela aurait donné l'idée à ces capitalistes de la compagnie du lac St-Jean, après avoir reçu subside sur subside, au moment où tout le monde croyait enfin toucher au succès, de demander encore cette garantie d'intérêt ?

Le député de Kamouraska demande que la province ait la première hypothèque, et on lui répond non, car dit-on, la compagnie ne pourra négocier ses bons. Le fait est, M. le président, que je craindrais plus

pour la province avec cette première hypothèque, car le gouvernement serait obligé de se charger de cet ouvrage, par considération des pauvres porteurs de débetures, qui auraient avancé leur argent, grâce à la garantie de la province, laquelle se serait réservé le privilège de première hypothèque :

Mais on me dira peut-être que cette voie ferrée n'est pas aussi longue que celle de la rive Nord. Si on ajoute les embranchements, cela donnera plus de deux cents milles de longueur. De plus, sur le parcours du chemin du nord, on avait des paroisses populeuses, où on trouvait abondamment la main d'œuvre, laquelle, par conséquent coûtait moins cher. Dans le cas qui nous occupe, la situation est toute différente, et les difficultés pour l'exécution de l'ouvrage sont beaucoup plus grandes que dans l'autre cas. Je suis donc justifiable de dire que le coût de cette entreprise sera plus élevé que pour la voie ferrée du nord. Si je me trompe, alors je dis que les subsides que la compagnie s'est fait voter, doivent suffire.

Je ne veux pas M. le président, que le gouvernement abandonne la politique de subsides. Avec ce système, on sait ce que l'on doit donner, tandis qu'avec la politique de ces résolutions, on ne sait pas où nous allons, nous marchons en aveugles.

J'ai dit qu'avec ce système d'intérêt, vous courez le risque de faire ces travaux aux frais de la province, or elle est trop affaiblie pour se charger de ce lourd fardeau. Après les blessures qu'elle a reçues, elle ne peut s'imposer ces travaux qui sont au-dessus de ses forces. Je crois faire mon devoir en disant ; rappelez-vous les dangers que vous courez, rappelez-vous du passé. Ne méprisez pas comme vous l'avez déjà fait le protêt de la minorité. En 1875, nous vous disions que votre politique allait nous conduire à la taxe directe, ou à la banqueroute, et l'on a vu comment on a essayé de mettre en œuvre tous les faux-fuyants imaginables, avant d'avouer la vérité et proclamer implétement que nous avions raison lorsque nous jetions le cri d'alarme. Aujourd'hui allons-nous donc en faire autant, sans plus de sagesse, sans plus de prudence ? Si la majorité veut donner tête baissée dans l'abîme, au moins, restons sur les hauteurs que nous indique une bien triste et bien amère expérience. Nous donnons pas dans le gouffre que la politique ministérielle ouvre devant nous, soyons fermes, faisons notre devoir, c'est ce que la population éclairée et prudente de la province attend de nous.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province.*
—M. le président, la Chambre sera étonnée des paroles que l'honorable

député de Lotbinière vient de prononcer, lorsqu'elle se remettra en mémoire le discours qu'il prononçait l'an dernier. L'honorable député ne veut pas que nous venions au secours de la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean, et pour justifier sa position hostile aux grands intérêts en jeu, il cherche, à droite et à gauche, des analogies avec la situation actuelle. Il n'y a pas de comparaison possible à faire avec le chemin du nord et le Pacifique. L'honorable député réclame le mérite d'avoir protesté, en 1875, contre la politique du cabinet de Boucherville.

Eh bien, je crois que la Chambre a déclaré a maintes reprises qu'elle était satisfaite de sa conduite et des avantages incalculables qui en étaient résultés pour la province. La propriété foncière n'a-t-elle pas augmenté de cent millions de piastres depuis que cette politique des chemins de fer a été mise en pratique. Disons que le chemin de la rive nord a coûté quinze millions, et supposons qu'il ne nous reste plus que six millions du prix de vente, chose que je n'admets pas, nous avons en retour, à déduire des frais encourus, les trois millions près que le gouvernement fédéral nous a accordés. Cela fait bien neuf millions. De plus nous avons nos terres qui valent, d'après les capitalistes qui, à l'origine, se sont trouvés mêlés à cette entreprise, au moins six millions de piastres. Ces terres qui sont tombées dans le domaine public, nous ont donné jusqu'à aujourd'hui un revenu d'environ \$600,000.

Quant à ce qui regarde le Pacifique, tout le monde sait que si le gouvernement fédéral s'emparait de cette voie ferrée, elle lui coûterait beaucoup moins cher que si elle avait été construite pendant le règne de M. McKenzie.

Maintenant je reviens à la question, dont j'ai été forcé de m'éloigner par les remarques de l'honorable député de Lotbinière. Le but du gouvernement est ceci : La compagnie du chemin de fer du lac St-Jean mettra entre les mains du gouvernement assez d'argent pour payer l'intérêt sur le capital des débentures vendues par la compagnie pendant un certain nombre d'années.

La troisième résolution déclare que le gouvernement avancera 50 par cent de son subside, pour aider cette compagnie à faire la partie la plus difficile de son chemin. C'est donc \$75,000 que nous allons avancer à une compagnie qui est parfaitement solvable, et qui va réussir dans son projet. Il est déclaré de plus que cette somme sera avancée à telles conditions que le gouvernement jugera les plus convenables.

La compagnie a 46 milles de chemin de terminés, et elle a un trafic

qui assure déjà de bons bénéfices, est-ce que nous n'avons pas là suffisamment pour garantir l'avance que nous proposons de faire ?

On dit aussi que la compagnie ne terminera pas son chemin. En supposant que cela arriverait, le gouvernement aura assez d'argent en mains pour le terminer sans ajouter un sou de ses deniers.

La garantie du gouvernement pour le paiement des intérêts assurera la vente des bons que la compagnie a le droit d'émettre. Si cette garantie est affectuée, la compagnie mettra dans nos mains une somme suffisante pour le paiement de ces intérêts sur le montant que représenteront les débentures vendues. Pour sa protection, le gouvernement aura non-seulement le subside dû à l'heure qu'il est, mais aussi le subside payé déjà, comme le dit formellement la première résolution. De plus, les bons ne seront remis à qui de droit qu'au fur et à mesure que le chemin sera fait. Voilà l'opération acceptée par les directeurs de la compagnie et le gouvernement.

Le chapitre 3 du statut 39 Victoria, déclare qu'il "sera loisible au lieutenant gouverneur en conseil, sur résolution des directeurs d'une compagnie ayant droit à un subside en argent, de convertir ce subside en garantie et paiement, par cette province, en faveur des porteurs de bons ou de débentures de cette compagnie, des intérêts à 5 par cent par an, sur un capital qui à ce taux produit une somme d'intérêts égale au subside accordé par chaque mille de chemin avec intérêt sur icelui, jusqu'à ce que tout le subside soit payé."

C'est donc, M. le président, la loi actuelle que nous inscrivons dans ces résolutions. Nous avons vu que les compagnies qui ont eu le bénéfice de cette loi y ont puisé des ressources qui leur ont permis de faire leur chemin. Il n'y a rien de nouveau dans la politique du gouvernement sur ce sujet.

Quand il s'agit d'une section de la province aussi importante que l'est le lac Saint-Jean, où il y a de belles terres en aussi grande abondance, quand il s'agit d'ouvrir ces magnifiques terres à la colonisation, je me demande comment il se fait que la politique du gouvernement puisse rencontrer aucune opposition. Je suis convaincu que cette Chambre ne se laissera pas entraîner par la lutte que l'on fait en ce moment, et qu'elle va donner son approbation à ce qui lui soumis.

M. Stephens.—L'honorable secrétaire de la province nous a dit qu'il n'y a rien de nouveau dans la politique du gouvernement, alors pourquoi nous soumettez-vous ces résolutions ?

M. Desjardins—*député de Montmorency*.—M. le président, je ne puis pas partager les alarmes de l'honorable député de Lotbinière au sujet des conséquences du projet de résolutions soumis à l'approbation de la Chambre. La législation que le gouvernement nous propose pour favoriser davantage la construction des chemins de fer que cette Législature a subventionnés, n'imposera aucune obligation nouvelle à la province. Pas une piastre de plus ne sera payée aux compagnies, qui n'auront droit, après l'exécution des travaux conformément à la loi, qu'au montant des subventions antérieurement autorisées. La conversion de ces subventions en une garantie d'intérêt d'obligations est déjà permise par les statuts de la province. Il ne s'agit, par ce projet de résolutions, que de donner au gouvernement le droit de recevoir en dépôt, de la part des compagnies, toute autre somme d'argent pour une garantie additionnelle d'intérêt.

La troisième résolution n'autorisera que l'avance d'une partie de la subvention accordée au chemin de fer du lac St-Jean, pour trente milles d'une construction difficile et dispendieuse, sans ajouter un sou à la somme à laquelle la compagnie aura droit après avoir terminé ses travaux.

Il n'est donc pas question de faire encourir de nouvelles responsabilités à la province. Le gouvernement espère que la législation proposée favorisera les opérations financières des compagnies, en leur rendant plus facile la tâche de trouver les capitaux nécessaires à leurs entreprises. Nous devons d'autant plus désirer ce résultat que le moyen par lequel on s'attend de l'obtenir n'ajoutera rien aux obligations actuelles de la province.

Je ne m'explique pas comment l'honorable député de Lotbinière peut conclure, dans son amendement, que la conséquence certaine de la politique ministérielle, énoncée dans ce projet de résolutions, sera d'obliger forcément la province à entreprendre la construction et l'exploitation du chemin de fer du lac St-Jean. Si cette politique a l'effet désiré de permettre à la compagnie de se procurer les capitaux dont elle a besoin pour ses travaux, il est évident qu'au lieu d'entraîner le gouvernement à la nécessité de construire et d'exploiter le chemin, elle aura fait disparaître toute probabilité d'une semblable éventualité. Si avec la garantie d'intérêt qu'elle pourra offrir, conformément à cette législation, la compagnie ne réussit pas à négocier ses obligations, la province restera absolument dans la même position qu'aujourd'hui. Il n'est donc pas possible que l'adoption de ce projet de résolutions ait le résultat que l'honorable député de Lotbinière considère comme inévitable.

On nous demande une législation dans le but de favoriser la construction plus rapide des chemins de fer subventionnés, sans rien ajouter aux obligations de la province, et sans l'exposer au moindre risque. Il n'y a donc pas à hésiter, et je crois sincèrement que nous devons approuver cette politique et la loi qui en permettra l'application.

L'honorable M. **Robertson**.—Voici en deux mots l'opération que nous proposons à la Chambre d'approuver. La compagnie déposera au trésor une somme suffisante pour payer l'intérêt pendant vingt ans sur \$20,000 par mille de débentures. Le gouvernement prendra cet argent et paiera les intérêts au fur et à mesure qu'ils deviendront dus. Voilà tout ce que nous voulons. Si la province devait souffrir pour cela de la perte d'un seul dollar, je serais le dernier à proposer cette mesure. C'est donc une simple garantie que nous donnons avec les fonds mêmes de la compagnie. De plus, les débentures ne sortiront des mains du gouvernement qu'au fur et à mesure que les travaux seront exécutés.

M. **Stephens**.—S'il ne s'agit que de cela, je suis satisfait.

M. **Gauthier**—*député de Charlevoix*.—Je félicite le gouvernement sur sa conduite. Il fait ce qu'un bon père de famille doit faire, à l'égard de ceux de sa famille qui ont le plus besoin de son aide.

Nous avons notre Manitoba, c'est la grande et riche vallée du lac St. Jean. J'ai tant de confiance dans l'avenir de cette région, que même s'il fallait taxer pour bâtir ce chemin de fer, je serais encore en faveur de cette politique, car ce serait de l'argent bien placé.

M. **Lemieux**—*député de Lévis*.—M. le président, c'est un plaisir pour moi de voir le gouvernement nous soumettre une politique dans l'intérêt de la province.

La ville de Québec a voté un subside considérable pour aider à cette voie ferrée. La population a approuvé cette politique par avance, en votant ce subside. Le fait est, M. le président, qu'à Québec, on fonde de grandes espérances sur l'établissement de ce chemin. Aussi est-ce avec plaisir que je vois le gouvernement vouloir, lui aussi, la réussite de cette entreprise.

Je suis heureux d'avoir cette occasion de donner mon appui au gouvernement à la fin de la session. Je croirais manquer comme citoyen de Québec et comme représentant du beau comté de Lévis, si je ne votais pas en faveur du gouvernement sur cette question.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*. — M. le président, sans doute, il y a du risque dans la proposition de l'honorable trésorier, mais ce risque a été couru pour d'autres compagnies de chemin de fer. Suivant moi la Chambre ne fera que son devoir en votant les résolutions proposées par le gouvernement.

Si ce chemin est une fois construit ce sera un immense avantage pour la province et pour la partie du pays qu'il traversera, de fait ce sera un avantage extraordinaire pour tout le pays. Après tout, je crois que le risque en question ne sera pas grand'chose.

Je suis heureux, au dernier jour où je suis en cette Chambre, de donner le vote que je vais exprimer.

M. **Rinfret dit Malouin**—*député de Québec-centre*.—M. le président, je voterai en faveur de ces résolutions, et en faisant cela, je sais que le peuple que je représente le veut. A Québec nous avons voté une subvention en faveur de ce chemin de fer. En votant comme je vais le faire, je ne fais donc que suivre l'exemple que m'ont donné mes électeurs.

La proposition de l'honorable M. Joly est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Demers, Joly, Marchand, Mercier, Robidoux, Stephens et Watts.—8.

Ont voté contre : — MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Bernatchez, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Gagnon, Garneau, Gauthier, Irvine, Lavallée, Leduc, Lemieux, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Rinfret dit Malouin, Robertson, Robillard, Shehyn, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—40.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les deux premières résolutions sont adoptées.

La troisième résolution est mise aux voix :

M. **Gagnon**.—Il y a deux ans, je disais qu'il faudrait donner à la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean, ce qui est contenu dans la seconde résolution. Mes prévisions se sont réalisées, bien que je ne réclame pas le don de prophétie.

Aujourd'hui je dis qu'il y a danger que la compagnie ne termine pas

son chemin. Pour nous garantir contre les conséquences de cette éventualité, je demande que l'argent que nous donnerons soit une hypothèque privilégiée sur le chemin. Je demande que le gouvernement ait une hypothèque sur les propriétés de cette compagnie.

Ce que je crains aujourd'hui est arrivé dans le cas de la compagnie du chemin de la rive nord. Il y a deux ans, on nous disait bien que la compagnie n'aurait pas besoin de nouveaux secours, et aujourd'hui nous la voyons faire la présente demande. Si la compagnie termine son chemin, je lui abandonnerai de bon cœur l'hypothèque que je sollicite. Si la voie ferrée n'est pas terminée, au moins nous aurons l'hypothèque.

Je ne suis pas mû par aucun sentiment d'hostilité contre la compagnie, au contraire, je n'agis que par dévouement pour cette voie ferrée.

La preuve que je suis bien favorable à cette entreprise, c'est que tout à l'heure encore, j'ai voté contre mon chef pour soutenir la politique du gouvernement en faveur de la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean.

Je propose d'ajouter le paragraphe suivant à la dernière résolution :

“ Faute par la compagnie de terminer son chemin d'ici au 31 décembre 1890, le gouvernement aura droit de répéter le montant de tous les subsides qu'il lui aura payé jusqu'alors comme s'il les lui eut seulement prêtés sans terme, et à cette fin, toute et chaque section ou partie construite du dit chemin de fer de Québec et du lac St-Jean demeurera conditionnellement hypothéquée envers le gouvernement de la province de Québec pour le montant de tous tels subsides comme première hypothèque sur le chemin.”

L'honorable M. **Garneau**.—Cette hypothèque pourra avoir un effet désastreux sur la négociation des bons de la compagnie. J'espère que l'honorable député de Kamouraska qui porte tant d'intérêt à cette entreprise, n'insistera pas pour faire adopter sa proposition, car je considère que ce serait aussi au détriment de la province. Avec cette hypothèque, les bons ne se vendront pas un prix aussi élevé. Il faut, pour réussir, que la compagnie ait la garantie du gouvernement, ainsi que la première hypothèque.

La compagnie ne demande qu'une aide morale, voilà tout. Nous remettons tout ce que nous avons entre les mains du gouvernement pour avoir en retour l'avantage de vendre les obligations un bon prix.

Nous ne demandons pas une aide additionnelle à la province, mais

simplement de prendre des mesures pour mettre nos bons en valeur auprès de ceux qui sont en position de les acheter.

La proposition de M. Gagnon est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Marchand, Mercier, Robidoux, Stephens et Watts.—10.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Irvine, Lavallée, Leduc, Lemieux, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Rinfret dit Malouin, Robertson, Robillard, Shehyn, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—38.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

M. **Gagnon**. — Je propose que les résolutions suivantes soient ajoutées à la dernière résolution :

“Le montant de chaque émission de débentures devra être approuvé par le gouvernement.

“Faute, par la compagnie, de terminer son chemin d'aujourd'hui au 31 décembre 1890, le gouvernement de la province aura droit de répéter le montant de tous les subsides qu'il lui aura payés jusqu'alors, comme s'il les lui eut seulement prêté sans terme, et à cette fin, toute et chaque section ou partie construite (entièrement ou en partie) du dit chemin de fer de Québec et du lac St-Jean, demeurera conditionnellement hypothéquée envers la province, pour le montant de tous tels subsides. Cette hypothèque de la province prendra rang et existence immédiatement après celle des porteurs de débentures, desquelles débentures l'émission aura été approuvée comme susdit.”

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Beauchamp, Bernard, Bernatchez, Demers, Dorais, Gagnon, Marchand, Martin, Mercier, Paradis, Robidoux, Stephens et Watts.—13.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Irvine, Lavallée, Leduc, Lemieux, Marcotte, Marion, Martel, Poulin, Poupore, Richard, Rinfret dit Malouin, Robertson, Robillard, Shehyn, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—34.

Les résolutions sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

Les projets de loi suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre :

Concernant les subsides aux compagnies de chemins de fer et certaine garantie d'intérêts, par la province de Québec.

Pour modifier les lois concernant la constitution de la cour supérieure en cette province.

Le premier est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

M. le président donne communication du message suivant du lieutenant-gouverneur :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de nouvelles évaluations supplémentaires de certaines dépenses requises pour le service public de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1884 et des évaluations supplémentaires de certaines dépenses requises pour l'exercice de l'année fiscale finissant le 30 juin 1885.

Et conformément aux exigences de la 54e section de l'acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, il recommande ces évaluations supplémentaires à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement, }
Québec, 5 juin 1884. }

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

185

Séance du vendredi, le 6 juin 1884.

SOMMAIRE :—Délibération sur le projet de loi pour modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics. Amendement de M. Poulin.
1) L'amendement est rejeté.—Dépôt d'un rapport de comité. Délibération sur le projet de loi concernant l'indépendance de la Législature : MM. Mercier, Taillon, Joly et Marchand.—Délibération sur le projet de loi concernant le cautionnement des officiers publics : MM. Mercier, Taillon, Joly, Gagnon.—Suite de la délibération sur le budget et crédits supplémentaires : MM. Mercier, Robertson, Lemieux, Stephens, Blanchet et Irvine.—Proposition de l'honorable M. Mercier, touchant le paiement de \$30,960 au Québec central. Proposition rejetée.—L'honorable M. Irvine, remet son mandat comme député de Mégantic : MM. Irvine, Robertson, Mercier, Taillon, Joly, Lynch, Watts, Blanchet, Marchand, Stephens, Marcotte, Charlebois, Bergevin, Dorais.—Proposition de M. Shehyn, sur les voies et moyens. Déclaration de M. Martel, sur le règlement du procès en invalidation de l'élection de Jacques-Cartier : MM. Mercier, Martel, Gagnon, Robidoux, Taillon, Joly, Picard, Marchand, Turcotte, Stephens, Flynn et Watts.—Discours de M. Shehyn sur les voies et moyens du budget de 1884-85.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE J. WÜRTELE.

La séance est ouverte à onze heures.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics.

M. Beauchamp—*député de Deux-Montagnes*.—Par l'article 3 du projet de loi on dit qu'il y aura une date fixe pour payer, du moins c'est ce que l'on semble vouloir, or il me semble que le but de l'honorable premier ministre ne sera pas atteint, car les gens pourront venir à la dernière heure pendant l'exposition et payer leur piastre. Chez nous nous avons assez de difficultés à avoir des membres que nous sommes heureux de les avoir même très tard.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—L'idée du premier ministre c'est que les sociétés d'agriculture fixent la date du paiement, afin d'éviter les surprises. Ceci est arrivé dans le comté d'Argenteuil. Là 113 personnes se sont présentées toute à la fois, afin de contrôler l'élection du bureau. Le cas a été renvoyé au commissaire d'agriculture. C'est donc pour empêcher cela à l'avenir.

M. Deschênes—*député de Témiscouata*.—Ceci est certainement un abus, car celui qui paie si tard n'a pas contribué à assurer le paie-

ment de l'octroi du gouvernement. Nous avons considéré cela comme une pratique injuste et nous avons cru devoir passer, dans notre société, un règlement à cet effet.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement a maintenu la souscription à \$1,000 et il fournira un tiers de moins, de sorte qu'il va lui rester environ \$15,000 en mains.

M. le Procureur général.—Nous essayons un système nouveau et nous allons voir comment il va fonctionner. S'il nous reste des fonds, on trouvera cela assez drôle, car cette aventure ne nous arrive pas souvent.

M. Demers—*député d'Iberville*.—Dans mon comté, la société fixe, dans le cours de l'hiver, la date où les gens peuvent souscrire. C'est ordinairement le premier juin et s'ils ne paient qu'après le premier juin, ils doivent payer double, c'est ainsi que l'amende est imposée.

M. Beauchamp.—Les directeurs de la société peuvent faire un règlement à l'effet de prélever une amende, afin de se protéger contre les abus que l'on signale.

M. Poulin—*député de Rouville*.—M. le président, je ne veux pas retenir cette Chambre bien longtemps, mais je crois de mon devoir de faire quelques remarques sur le projet de loi en délibération. Naturellement je m'intéresse à tout ce qui touche à l'agriculture en cette province. La cause agricole a toujours vivement sollicité ma considération et comme représentant un collège électoral où cette industrie domine largement je sens qu'il est obligatoire pour moi d'exprimer mes vues sur cette question.

M. le président, je dois dire que je combat ce projet de loi. Je le fais avec beaucoup de regret, avec d'autant plus de regret que le promoteur de ce projet au Conseil législatif a été l'honorable premier ministre, et que c'est l'honorable procureur général qui, dans cette Chambre, en demande l'adoption.

A première vue, ce projet de loi paraît n'avoir que peu d'importance. Mais cette opinion ne tarde pas à se modifier si on l'étudie à la lumière des déclarations et des renseignements que nous avons eus de la part de l'honorable premier ministre, en séance du comité d'agriculture. Pour ma part, je suis convaincu que, ayant en vue ces déclarations, cette loi est très importante, l'une, même, des plus importantes que cette Chambre ait eu à étudier depuis le commencement de cette session.

M. le président, la Chambre n'a pas oublié que dans le discours d'ouverture, le gouvernement nous annonçait qu'il devait nous soumettre un projet de loi relatif à l'agriculture. Le but devait être d'améliorer le système existant et assurer par là même un développement plus considérable de nos ressources agricoles. Ceux de mes honorables collègues en cette Chambre et plus particulièrement les membres du comité d'agriculture, qui s'intéressent vivement à tout ce qui touche à cette question, s'émurent à la vue de cette déclaration. Le comité anxieux de connaître les intentions du gouvernement ; invita l'honorable commissaire de l'agriculture, qui est le premier ministre, à bien vouloir lui faire part des dispositions de la loi projetée annoncée dans le discours d'ouverture. L'honorable premier ministre se rendit à cette invitation et l'on se rappelle encore toutes les déclarations qu'il nous a faites à cette occasion.

Depuis on n'a presque plus entendu parler de ces fameux projets de réforme, et la plupart de ceux qui, comme moi, les ont repoussé dans le temps, sont sans doute sous l'impression qu'ils sont bien morts aujourd'hui. J'avoue que je désirais autant que n'importe qui le décès de quelques-unes des propositions de l'honorable commissaire d'agriculture, mais à mon grand regret j'ai constaté en étudiant cette loi, qu'on fait revivre ces propositions, tout en abandonnant celle-là même que je croyais seule bonne, je veux parler de l'abolition du Conseil d'agriculture. Je dis, M. le président, que ce projet de loi fait revivre les propositions qui ont été repoussées au comité d'agriculture, et si la Chambre veut bien me suivre pendant quelques instants, je crois que je vais lui prouver que j'ai raison.

Bien loin d'améliorer le système actuel, ce projet de loi tend, d'après les déclarations de l'honorable premier ministre, à renverser toutes nos institutions agricoles, et entre autres choses, à abolir nos sociétés d'agriculture. Ce n'est pas l'amélioration d'un système que l'on propose, c'est la suppression de l'ordre de choses actuel pour le remplacer par de nouvelles institutions, telles que les fermes modèles, par exemple, ou bien, le haras national. Mais de l'abolition du Conseil d'agriculture, il n'en est plus question, bien au contraire, l'honorable premier ministre paraît être bien revenu de cette idée-là, puisqu'il en est rendu à nous demander d'accorder de plus amples pouvoirs à ce corps qu'il voulait supprimer, ce qu'il aurait dû faire en effet.

Devant le comité, l'honorable premier ministre a dit que l'idée du cabinet, en parlant dans le discours d'ouverture de mesure relative à

l'agriculture, était qu'il fallait songer à remodeler notre système et qu'il se proposait de demander dans le projet de loi, entre autres choses : l'abolition des sociétés d'agriculture comme étant devenues inutiles et leur remplacement par une ferme-modèle, dans chaque collège électoral de la province, l'établissement d'un haras national et finalement l'abolition pure et simple du conseil d'agriculture.

Voyons maintenant si on ne veut pas arriver au but que je viens d'indiquer en relatant les déclarations faites par l'honorable premier ministre, tout en ayant l'air d'en avoir, à tout le moins, ajourner l'exécution. Je vais examiner ce projet article par article, en en rapprochant les dispositions avec les paroles de l'honorable premier ministre, celui-là même qui l'a déposé sur le bureau du Conseil législatif. Je vais m'efforcer d'être court dans cette démonstration. D'un autre côté, je prie la Chambre de ne pas être impatiente, car si je la retiens à une époque aussi avancée de la session, c'est bien malgré moi car on aurait dû nous saisir plus à bonne heure de cette importante loi.

M. le président, j'attirerai d'abord votre attention sur le fait que l'honorable premier ministre est en principe en faveur de l'abolition du conseil d'agriculture. Eh bien, demande-t-il la suppression de ce conseil ? Non, M. le président. Par ce projet de loi, au contraire, il accorde de nouveaux pouvoirs à ce conseil si inutile, d'après le premier ministre lui-même.

Le statut dit qu'il y aura certaines dépenses que le conseil pourra faire et payer sans l'approbation du ministre commissaire de l'agriculture. Le projet change cela et dit que toutes les dépenses seront payées par le commissaire. En principe, je suis en faveur de payer généreusement un homme qui travaille pour le public et dont les services sont utiles. Malgré la déclaration formelle de l'honorable premier ministre, que l'utilité du conseil d'agriculture avait cessé et qu'en le supprimant on pouvait économiser quatre mille piastres par année, malgré cette déclaration d'un premier ministre, nous voyons le gouvernement demander de nouveaux pouvoirs pour ce conseil, et cela aux dépens des sociétés d'agriculture.

L'honorable premier-ministre veut l'abolition des sociétés d'agriculture. Il ne peut ou n'ose le faire d'une manière directe, mais il poursuit son but d'une façon détournée. Il est facile de découvrir cela en examinant attentivement article par article ce projet de loi. Par cette loi, l'honorable premier-ministre veut tuer les sociétés d'agriculture et pour y parvenir il les soumet à un contrôle impossible de la part du

conseil d'agriculture. Il les met pratiquement dans l'impossibilité de fonctionner. C'est ainsi que par la seconde clause du projet, le conseil aura à l'avenir le droit de prescrire l'emploi qui devra être fait de la moitié de l'allocation donnée par le gouvernement. Je lis l'article : " Le paragraphe 5 de la section 36 de l'acte 32 Victoria, chapitre 15, tel qu'amendé par l'acte 36 Victoria, chapitre 7, section 27, est abrogé et remplacé par le suivant :

" De prescrire aux dites sociétés, lorsqu'il le juge nécessaire, l'emploi qu'elles doivent faire de partie de leurs deniers, n'excédant pas la moitié de la subvention du gouvernement, en les affectant à tel moyen d'instruction agricole ou à telle branche d'exploitation agricole ou industrielle qu'il désire encourager de préférence." La loi existante dit le tiers au lieu de la moitié.

Il est facile de comprendre qu'en donnant ce pouvoir au conseil, on veut mettre les sociétés d'agriculture dans l'impossibilité de fonctionner. En effet, comment feront-elles dès qu'elles seront privées de l'usage de la moitié de la subvention du gouvernement ? Il est encore facile de comprendre qu'en donnant le droit au conseil d'agriculture de prescrire l'emploi de la moitié de la subvention du gouvernement pour l'affecter, " à tel moyen d'instruction agricole ou à telle branche d'exploitation agricole ou industrielle qu'il désire encourager de préférence " il est facile, dis-je, de comprendre que l'honorable premier ministre a l'intention par cette voie détournée, d'établir une ferme-modèle dans chaque comté et d'arriver à l'établissement d'un haras national, suivant les déclarations qu'il nous en a faites. Suivant moi, l'honorable commissaire aura tous les pouvoirs qu'il lui faut pour mettre son programme à exécution.

Je trouve que la disposition contenue dans l'article trois du projet est opposée au progrès des sociétés d'agriculture, parce que cette disposition frappe l'esprit qui vivifie ces sociétés et qui les fait se développer et progresser. En permettant aux sociétés de faire des expositions tous les ans et des concours de labours ou pour les grains sur pied, vous tuez l'émulation qui soutient l'intérêt de ces concours, vous établissez la routine au lieu de la saine concurrence qui doit exister. Par ce nouveau système, les expositions deviendront une affaire de routine, sans attrait pour les cultivateurs et ne leur offrant aucun intérêt. De plus, les prix seront si minimes que vous ne rencontrerez que de l'apathie ou de l'indifférence.

L'article 4 touche à la question de la souscription annuelle des membres des sociétés d'agriculture. Par cet article on fixe le montant de la

souscription à une piastre. Je trouve que la loi actuelle est beaucoup plus sage, puisqu'elle permet aux sociétés d'agriculture de faire un règlement à ce sujet et de fixer le montant de la souscription à deux piastres en certains cas, si elles le jugent à propos. Cette disposition de la loi actuelle est plus sage que celle proposée dans l'article 4, parce qu'il se rencontre des personnes qui attendent pour devenir membre de la société de leur localité qu'elles soient certaines d'obtenir des prix sur leurs grains ou sur leurs animaux. N'est-il pas juste que ces personnes paient plus cher que celles qui ont risqué leur argent dans l'automne, afin de faire l'élection du bureau de direction et avoir le droit de toucher l'octroi du gouvernement. La loi proposée consacre donc une criante injustice et dépouille les sociétés d'agriculture d'un de leurs droits, ce qui aura pour effet de diminuer beaucoup leur importance. Mais j'avoue que je n'en suis pas surpris, car je reconnais encore là l'esprit qui anime l'honorable premier ministre et je vois clairement l'intention qu'il nous a exprimée d'abolir les sociétés d'agriculture. C'est toujours la poursuite du même but hostile à nos organisations agricoles.

Je passe maintenant à l'article 5. Plus que tout autre, cet article prouve bien à l'évidence que je ne me trompe pas en attribuant à l'honorable auteur de cette loi l'intention d'amoindrir autant que possible nos sociétés d'agriculture de manière à pouvoir aisément demander la suppression de celles qui auront, malgré tout résisté à cette rude épreuve, tant elles seront devenues insignifiantes.

A l'avenir, chaque société d'agriculture de comté n'aura droit qu'à une allocation annuelle sur le trésor provincial égale à deux fois le montant souscrit et payé par ses membres.

Voilà ce que l'on nous propose. A l'heure qu'il est, pour chaque piastre souscrite et payée par les sociétés le gouvernement est obligé par la loi de donner trois piastres, jusqu'au montant de six cent cinquante-six piastres. Après leur avoir enlevé des droits essentiels, on veut les prendre par la famine, en leur retranchant un tiers de ce que la province leur donnait, et cela après avoir dit que le conseil d'agriculture aura le contrôle pratique de la moitié des deniers des sociétés.

L'article 7 consacre une grave injustice au préjudice des souscripteurs.

L'article 4 dit que le montant de la souscription annuelle pour devenir membre d'une société d'agriculture est fixé par les directeurs de chaque société, mais que le montant obligatoire pour devenir membre et avoir droit de vote aux assemblées générales ou spéciales d'une société d'agriculture ne doit jamais dépasser la somme d'une piastre.

A propos de cet article, je ferai observer qu'il faut être avocat ou s'improviser tel pour en venir à bout. Qu'on démêle ceci à première vue : " La section 41 de l'acte 32 Vict., chap. 15, telle qu'amendée par l'acte 33 Vict., chap. 6, section 4, et l'acte 37 Vict., chap. 5, section, est de nouveau amendée, en retranchant le paragraphe ajouté par ce dernier acte 37 Vict., chap. 5, section 1, et le remplaçant par le suivant : "

C'est du micmac. On savait que cette loi serait de préférence étudiée par des cultivateurs; il me semble qu'on aurait pu nous rendre notre tâche plus facile en ne nous imposant pas un travail aussi long et aussi en dehors de notre compétence. Je crois que dans le cours de la présente session la Chambre a adopté une résolution par laquelle chaque fois qu'un projet de loi est déposé sur le bureau, demandant que telle ou telle loi soit modifiée, le projet devra contenir les articles auxquels on touche. Cette résolution a été prise dans le but de rendre le travail de la députation moins long et moins ardu. Il me semble que l'occasion était belle pour mettre cette suggestion en pratique.

Mais, M. le président, pour en revenir à l'article 7, j'ai dit qu'il consacrait une grave injustice. Pour devenir membre d'une société d'agriculture, d'après l'article 4, il suffira d'avoir payé une piastre, mais si ce souscripteur veut voter et concourir à la nomination du directeur, il faudra qu'il paie deux piastres. C'est un excellent moyen de décourager la classe agricole. Car on comprend facilement qu'avec une semblable objection à surmonter, il y aura plusieurs paroisses qui n'auront pas assez de souscripteurs pour l'élection de leurs directeurs. Voilà encore l'un des moyens de l'honorable premier ministre pour tuer les sociétés d'agriculture.

J'attirerai aussi l'attention de la Chambre sur la rédaction de la cédule B. Cette cédule a été modifiée de manière à mettre le secrétaire-trésorier d'une société d'agriculture dans l'impossibilité de faire son rapport. En effet, on l'oblige de jurer " qu'aucune partie de cet argent ne sera employée autrement que prescrit par le conseil d'agriculture et approuvé par le commissaire d'agriculture. "

Je vous le demande, M. le président, y a-t-il un seul secrétaire-trésorier d'une société d'agriculture qui serait assez imprudent pour jurer que les directeurs de sa société ne dépenseront aucune somme d'argent autrement que prescrit par le conseil d'agriculture et approuvé par le commissaire ? On ne peut nier la force de cette objection. Or il est donc évident que cette condition du serment dans de telles circonstances a été mise dans le but d'empêcher les secrétaires trésoriers des

sociétés d'agriculture de faire leur rapport, afin, c'est là le but, que le conseil d'agriculture retienne l'argent des sociétés qui n'auront pas fait le rapport exigé.

M. le président, il est donc facile de se rendre compte du but que l'on veut atteindre. Bien que ce projet de loi soit habilement rédigé, si on veut bien se donner la peine de l'étudier, ayant en vue les déclarations de l'honorable premier ministre, on ne peut s'empêcher de reconnaître que ce sont les fameuses réformes que l'on veut réalisées au moyen de cette loi. C'est l'esprit de ces prétendues réformes qui a dominé et inspiré la rédaction de ce projet de loi.

L'honorable premier ministre nous a déclaré au comité d'agriculture qu'il ne voyait pas le bien que les sociétés d'agriculture opéraient, le progrès qu'elles faisaient faire à l'industrie agricole. A l'encontre de cette opinion de l'honorable premier ministre, j'ai vu avec plaisir que le comité, qui est la voix la plus autorisée que nous ayons ici en ces matières, s'est prononcé unanimement en faveur du maintien de ces sociétés, proclamant par là même la nécessité de ces organisations et reconnaissant les progrès immenses que notre agriculture a faits depuis l'établissement de ces bienfaisantes associations.

Ce que j'ai entendu avec plaisir de la bouche de l'honorable premier ministre, c'est la déclaration qu'il nous a faite touchant le conseil d'agriculture. Il nous a formellement déclaré que dans son opinion il fallait abolir ce conseil, parce qu'il ne rendait aucun service au pays et que par son abolition le gouvernement économiserait \$4,000 par année. Mais je regrette de dire qu'au lieu d'abolir le conseil d'agriculture par le projet de loi que nous discutons, il lui donne de nouveaux pouvoirs.

L'honorable premier ministre s'est aussi déclaré en faveur de l'établissement d'une ferme modèle dans chaque collège électoral de la province. Avant d'émettre et de soutenir une pareille idée, il me semble que l'honorable premier ministre aurait dû se rappeler les avantages... problématiques que l'éducation agricole a retiré de l'établissement d'une ferme modèle à Rougemont. Cette ferme modèle a coûté six mille piastres au gouvernement et quels sont les bénéfices que l'agriculture en a eus ? Ça été un fiasco complet. Eh bien, M. le président, j'ai protesté au comité d'agriculture contre les vues ou la plupart d'entre elles, exprimées par l'honorable commissaire d'agriculture. Et maintenant je proteste de nouveau contre l'adoption de ce projet de loi qui de fait et en réalité, enlève aux sociétés d'agriculture certains droits pour les accorder au conseil d'agriculture, lequel, s'il les exerce, donnera

une situation équivalente à celle qui résulterait d'une déclaration explicite dans la loi, par laquelle nous décréterions l'abolition pure et simple des sociétés d'agriculture et l'établissement de fermes modèles dans chaque comté de la province.

Je me permettrai à ce propos de répéter ici ce que j'ai dit devant le comité d'agriculture à l'honorable premier ministre, que je le dispensais d'établir une ferme-modèle dans mon comté, surtout comme celle que nous avons eue à Rougemont.

En parlant de la ferme-modèle de Rougemont, je ne veux pas blâmer le gouvernement ni M. Whytfield pour ce fiasco, dont les malheureuses conséquences seront très préjudiciables à notre agriculture, mais je désire atteindre celui qui a été choisi pour conduire cet établissement ou pour y représenter à tout le moins les intérêts publics. C'est grâce à ses théories impraticables dans ce pays que l'on doit peut-être d'avoir vu la plus belle ferme que nous ayons dans la province par son site, son étendue et par les différentes espèces de terrains, nous donner ce fiasco incroyable.

L'honorable premier ministre a pris un ton un peu cavalier pour nous parler de ce que c'est que la science agricole et il nous a dit qu'il était meilleur cultivateur que n'importe lequel des agriculteurs pratiques qui sont membres de cette Chambre. Je ne suis pas disposé de lui contester ce titre. Je n'ai aucun doute qu'il doit savoir que c'est avec une charrue que l'on fait le labour. Je laisse donc volontiers cette question de côté.

M. le président, l'intention du gouvernement, je crois l'avoir établie, c'est de retrancher l'octroi de \$656 accordé à chaque société d'agriculture et d'employer cet argent à l'établissement d'une ferme-modèle dans chaque comté. Un dernier mot et j'ai fini. Si le gouvernement paie aussi cher à chaque chef ou conducteur de ferme qu'il a été payé à M. E. A. Barnard, qui a reçu pour salaire et dépenses de voyage comme surveillant à la ferme de Rougemont, la somme de deux mille piastres, cela coûtera très cher. En prenant cette dépense pour base d'un calcul on arrive au résultat suivant : Pour 65 collèges électoraux, à deux mille piastres chaque, cela donnera \$130,000 pour payer les 65 chefs des futures fermes-modèles, il est facile à comprendre que ces \$130,000 seraient plutôt employées à favoriser des amis qu'à promouvoir les vrais et grands intérêts de l'agriculture.

Je propose que ce projet ne soit pas adopté en 3^e délibération, mais qu'il soit renvoyé au comité général, avec l'instruction de le modifier :

1^o. En remplaçant les mots " la moitié " par les mots " le tiers " dans la dixième ligne de l'article 2.

2^o. En remplaçant le mot " deux " par le mot " trois " dans l'avant dernière ligne de l'article 5.

Cette proposition est mise aux voix ;

Ont voté pour :—MM. Bergevin, Bernard, Bernatchez, Caron, Demers, Dorais, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Martel, Mercier, Poulin, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Robillard, Stephens et Watts.—18.

Ont voté contre : — MM. Audet, Beaubien, Beauchamp, Blanchet, Brousseau, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Frégeau, Garneau, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martin, Paradis, Picard, Poupore, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—26.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet de loi est ensuite définitivement adopté dans les formes réglementaires, ainsi que le projet suivant :

Pour modifier l'ordonnance 4 Victoria, chap. 17, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'administration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Québec et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes qui l'amendent.

LE COMITÉ D'ENQUÊTE.

M. Desjardins. — *député de Montmorency.* — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, 1^{er} premier rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions concernant la construction du palais législatif :

Votre comité à l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son premier rapport comme suit :

Votre comité, après avoir choisi L. G. Desjardins, écuyer, député du comté de Montmorency, comme son président, est convenu de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

1. Que dans le but de prendre des témoignages seulement et dans aucun autre but, le quorum de ce comité soit composé de trois membres.

2. Que votre comité soit autorisé à siéger, à sa discrétion, soit à Montréal, soit à Québec, selon que votre comité jugera à propos de le faire.

3. Que les membres de la Législature et de la presse soient seuls admis aux séances de votre comité.

4. Que votre comité soit autorisé à employer un ou des sténographes.

5. Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre l'impression immédiate des documents portant le No. 89, et de tout autre document pour l'usage de votre comité.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*. — C'est par délicatesse que les membres du comité n'ont pas parlé des frais de voyage. Le gouvernement devrait prendre l'initiative.

La seconde question qu'il faut régler, c'est celle de l'assignation des témoins. Ordinairement quand un comité assigne un témoin et si celui-ci ne répond pas, le comité fait rapport à la Chambre. Or la Chambre ne siégera pas cette fois-ci, je suggérerais le transfert du pouvoir de la Chambre au comité, ou bien encore on pourrait adopter une résolution disant : Il est décrété que tout témoin qui n'aura pas répondu convenablement à la sommation du comité, sera censé avoir violé les privilèges de la Chambre elle-même.

M. le **Procureur général**.—C'est difficile à faire cela, mais j'examinerai la question et nous aviserons.

M. **Gagnon**.—Il faut que les membres du comité soient indemnisés pour la perte de leur temps, ainsi que pour leurs dépenses de voyage.

M. **Deschênes**.—Il faut sans doute que ces députés soient payés, car ce n'est pas juste qu'ils travaillent pour rien. Mais j'ai hâte de voir si le pays y aura gagné quelque chose après que cette enquête aura eu lieu.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Quant aux dépenses de voyage, j'ai pensé qu'un état pourrait être fait par le président du comité, donnant ces dépenses ainsi que celles des témoins, et qu'une résolution devrait être adoptée m'autorisant à payer ces comptes. Quant à l'indemnité des membres pour la perte de leur temps, je crois qu'ils doivent être payés, mais je crois aussi que la Chambre devra régler elle-même cette question, ce serait beaucoup mieux.

En attendant, il conviendrait que je fusse autorisé à payer toutes ces dépenses courantes, tels que frais de voyages, assignation et frais des témoins, etc.

Le rapport du comité est adopté.

La séance est levée.

[Séance de l'après-midi.]

La séance est ouverte à trois heures.

Le projet de loi concernant les écoles d'industrie est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

PROJET DE LOI RELATIF A L'INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant l'indépendance de la Législature.

L'honorable M. **Mercier**.—M. le président, je regrette beaucoup de ne pas laisser passer ce projet de loi sans enregistrer mon protêt.

Les modifications que l'on propose auront pour effet de changer le titre de la loi. A l'avenir elle devra s'appeler la loi de la dépendance de la Législature.

Ceci est fait pour pourvoir au cas de certains membres du parlement. Que veut dire l'indépendance du parlement ; c'est l'état des membres qui ne sont ni employés de la couronne, ni qui ne reçoivent aucun émolument ou profit du trésor. Or avec les dispositions de ce projet de loi les membres pourront avoir des contrats avec le parlement fédéral. C'est donc tout le contraire de ce que nous voulons. En conséquence, nous croyons devoir repousser cette législation dangereuse. Je propose que la deuxième délibération n'ait lieu que dans trois mois.

L'honorable M. **Taillon**.—Nous ne pouvons, dans une question comme celle-ci, trouver des précédents dans la législation en Angleterre. Là il n'y a qu'un parlement, tandis qu'ici c'est une confédération que nous avons. La situation n'offre donc aucune analogie qui puisse nous guider.

Le parlement fédéral a jugé à propos de ne pas défendre à ses membres de prendre des contrats de la province. Ici, au contraire, nous avons défendu aux députés de prendre des entreprises du parlement fédéral. D'après mon expérience cette situation est presque un piège. On ne s'en

doute pas, et on se demande pourquoi il y a cette défense. Du moment qu'une loi est de nature à faire de ces surprises, il faut de fortes raisons pour la garder, or je ne vois pas de ces fortes raisons.

L'honorable M. **Joly**.—L'honorable procureur général ne devrait pas se demander s'il y a de bonnes raisons de garder la loi telle qu'elle est, mais bien s'il y a de bonnes raisons de la changer. Cette loi de l'indépendance du parlement fait partie d'un système. Or le procureur général ne peut nier que cette loi n'ait pas été un pas dans la bonne direction, pour rendre les députés aussi indépendants que possible.

Comme je le disais tout à l'heure, cela fait partie d'un système et si l'on commence à y toucher, on fera très mal. Si encore le procureur général se contentait de dire qu'il faut parer à quelques cas isolés, je dirais très bien, mais au lieu de cela il ne donne aucune bonne raison pour nous engager à voter ce projet de loi.

L'honorable M. **Marchand**.—M. le président, nous pouvons signaler une foule d'inconvénients si on modifie cette loi, et en même temps, le procureur général ne signale pas aucune bonne raison pour changer la loi.

Autrefois, on admettait que quand on voyait quatre ministres fédéraux ici, cela était de nature à nuire à la liberté des délibérations de cette Chambre.

N'ai-je pas mille fois plus raison de dire que ce projet de loi est une atteinte à cette liberté de la Chambre.

Nous avons réussi à exclure toute espèce d'ingérence du pouvoir fédéral dans nos affaires provinciales, et voilà qu'on commence à détruire cette œuvre de plusieurs années de travail.

Je prétends qu'un député qui sera en relations d'affaires avec le gouvernement fédéral, cela nuira à son indépendance comme membre de cette Chambre, et partant affectera notre indépendance comme Législature. Il peut se faire que le gouvernement fédéral ait intérêt à s'entendre à forcer l'action de la Législature, dans ce cas, ces membres ne seraient pas en état d'agir avec toute la liberté possible. Je regrette de voir une telle modification à l'état de choses existant. Nous avons réussi à établir l'indépendance de notre Chambre et le gouvernement revenant là dessus, fait un acte de très mauvaise politique.

L'honorable M. **Tailon**.—Nous ne touchons pas l'article relatif aux emplois.

L'honorable M. **Mercier**.—Nous verrons pour les membres de la Législature locale, ce que nous voyons pour les membres de la chambre des communes, qui sont employés par le gouvernement local.

L'honorable M. **Taillon**.—Nous ne changeons pas cette partie de la loi.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Mercier, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.
—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Bergevin, Blanchet, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Garneau, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.
—34.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

LA LOI DU CAUTIONNEMENT DES OFFICIERS PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant le cautionnement des officiers publics.

L'honorable M. **Mercier**.—M. le président, ce projet de loi a pour but de couvrir un cas spécial. Nous avons à Québec une personne qui n'a pu obtenir de cautionnement depuis au-delà de six mois et de plus, elle n'a pas fourni aucune garantie comme la loi l'y oblige.

Les compagnies de garantie refusent de cautionner pour M. Pâquet, nommé shérif à Québec. Pour lui on veut revenir au système des cautionnements par hypothèque. Or après qu'ils sont donnés, personne ne s'en occupe et les cautionnements ne valent rien dans la pratique.

Mon devoir est de protester contre ce changement de la loi. Personne ne le demande dans le public. Je suppose que M. Pâquet donne un cautionnement hypothécaire, et si les biens sont vendus où trouverez-vous votre garantie.

La loi déclare que certains officiers publics devront donner une police de garantie, s'ils ne le peuvent pas ils doivent s'en aller. A Québec, le shérif reçoit des sommes énormes, et c'est dans un pareil cas que l'on veut faire revivre le système des cautionnements hypothécaires.

Je propose que la deuxième délibération sur ce projet de loi n'ait lieu que dans trois mois.

L'honorable M. **Taillon**.—M. le président, on a donné à entendre que cette loi était faite pour couvrir un cas spécial, et on a donné le nom de cette personne. Je dois dire qu'un autre citoyen très respectable m'a demandé de changer la loi, et en même temps il m'écrivait les raisons qui l'engage à faire cette demande. C'est ainsi que cet homme contre lequel on n'a rien à dire, s'est vu refuser la continuation de son cautionnement par une compagnie, sans raison apparente, et plus tard quand il eut réussi à obtenir une police dans une autre compagnie, la première compagnie lui a écrit pour lui dire qu'elle n'avait plus d'objection à lui fournir le cautionnement, vu qu'elle avait découvert la fausseté des informations qui lui avait été données.

Nous voulons donc éviter ces persécutions inutiles, en donnant la liberté de l'option au trésorier. La loi actuelle de fait, laisse pratiquement aux mains des deux seules compagnies que nous avons tout l'exercice d'une certaine partie du patronage public. Je crois que l'honorable député de Mégantic a dit que c'était un état de choses intolérable.

Je puis ajouter que l'honorable trésorier a mis la plus grande réputation à admettre le principe de ce projet de loi. C'est une garantie qu'il n'agira pas à la légère dans l'application des pouvoirs que lui confèrera cette loi.

L'honorable M. **Joly**.—Le seul fait de la répugnance du trésorier à accepter cette modification, prouve que nous ne devrions pas changer la loi. J'admets que le cas cité par le procureur général est très fort, mais ce n'est après tout qu'un cas isolé, or je dis que nous ne devrions pas modifier le système en vigueur pour un ou deux cas isolés.

M. le **Procureur général**.—Je crois bien que la compagnie allait de bonne foi, mais elle reçoit des informations et elle ne peut dévoiler les noms des dénonciateurs, car elle n'aurait plus de renseignements de personne.

M. **Gagnon**.—Le gouvernement nous présente un bien mauvais projet de loi. On veut revenir à l'ancien système. J'aurais préféré qu'on eut dit : loi pour permettre à M. Pâquet de donner une garantie hypothécaire. Cela aurait été plus franc.

Le gouvernement d'aujourd'hui a engagé le parti conservateur à protéger les cinq traîtres du 29 octobre 1879. Quatre déjà sont récom-

pensés, et aujourd'hui on nous demande de protéger le cinquième, M. Pâquet. Si c'est un titre de gloire pour le parti conservateur, j'é lui laisse volontiers.

Lorsque la délibération en comité général aura lieu, je m'attends à ce qu'on vienne demander d'enlever la pénalité de \$2,000 que le shérif doit payer, pour ne pas avoir fourni le cautionnement exigé par la loi. Vraiment, je suis peiné de voir l'honorable procureur général obligé de faire une aussi triste besogne.

M. le Procureur général.—Il est libre à l'honorable député de Kamouraska de ne voir partout que la silhouette de cinq personnes qu'il hait, paraît-il ; pour nous, nous ne nous laissons pas conduire par des motifs semblables.

J'ai donné les explications que l'on m'a transmises, et si l'honorable député de Kamouraska ne tient pas compte de cela, je n'y puis rien.

Il dit que nous voulons protéger un tel d'une manière toute spéciale, et bien je dis non, car le trésorier pourra accepter s'il le veut. Il pourra dire aussi : je n'accepte pas la garantie hypothécaire que vous m'offrez. Je dis que nous avons là une garantie suffisante dans les circonstances contre les abus qui pourraient se présenter.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beaubien, Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—14.

Ont voté contre —MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Garneau, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon, et Trudel.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet est adopté en deuxième délibération.

Le projet de loi concernant la constitution de la cour supérieure, est définitivement adoptée dans les formes réglementaires.

· SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE BUDGET.—AMENDEMENT DE
L'HONORABLE M. MERCIER TOUCHANT LE PAIEMENT DE
\$30,960 AU QUÉBEC-CENTRAL.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget.

L'honorable M. **Mercler**.—M. le président, je regrette d'être obligé de retarder de quelques instants les procédés de cette Chambre, en attirant son attention sur une nouvelle fraude commise au détriment du trésor, le 4 décembre 1883. Cette fois-ci il s'agit d'une somme de \$30,960 payée illégalement à la compagnie du chemin de fer du Québec-central dont l'honorable trésorier est le président.

Je serai bref si on veut m'écouter attentivement.

En consultant le *rapport du commissaire des chemins de fer de la province de Québec pour l'année 1882-83*, aux pages 116 et 117, je constate que le 4 décembre 1883 le gouvernement a payé à la compagnie du chemin de fer le Québec-central, à compte de son subsidé, une somme de \$30,960, à laquelle cette compagnie n'avait aucun droit, ainsi que je vais l'établir. C'est-à-dire que le gouvernement a tout simplement jeté ces \$30,960 dans la caisse d'une compagnie de chemin de fer qui n'avait aucun droit de recevoir et de toucher cette somme.

Voici en peu de mots les faits dont il s'agit.

La compagnie du chemin de fer le Québec-central, telle qu'elle existe actuellement, est le résultat de la fusion de deux compagnies distinctes : la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec, puis la compagnie du chemin de fer le Québec-central, qui portait avant d'avoir pris ce dernier nom, celui de chemin de fer de Sherbrooke et des cantons de l'Est. Cette fusion a été opérée par l'acte 44-45 Victoria, chapitre 40.

Par sa charte, cette dernière compagnie était autorisée à construire un chemin de fer partant de la ville de Sherbrooke et aboutissant à un certain endroit sur le chemin de fer de Lévis et Kennébec. Par différents statuts, la Législature a accordé à cette compagnie un subsidé de \$4,000 par mille pour une ligne de 100 milles de longueur, plus une partie du subsidé périmé de la compagnie du chemin de fer de la baie des Chaleurs, formant une somme de \$73,894.75. C'est-à-dire que la totalité de ces deux subsides forme \$473,750.79. Le chemin auquel s'appliquent ces subsides a été tout construit et mis en exploitation

puis les \$473,750.79 ont été payées, tel que voulu par la loi, de sorte que nous n'avons pas à nous occuper de cette partie du Québec-central, pour établir la proposition que je veux démontrer.

L'autre compagnie formant partie de la portion dont se compose actuellement la compagnie du Québec-central, c'est la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec, instituée pour construire un chemin de fer partant de la ville de Lévis et aboutissant à un point, dans le comté de Beauce, sur la frontière de la province. Par différents statuts, la Législature de Québec a accordé à cette compagnie un subside de \$4,000 par mille, pour une longueur n'excédant pas quatre-vingt-dix milles, puis une partie du subside périmé de la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, fixée à \$263,947.35 par le lieutenant gouverneur en conseil, ce qui fait en tout un subside de \$423,947.35, tel que constaté dans le tableau numéro 3, à la page 76 du discours sur le budget, prononcé le 16 février 1883.

La compagnie de Lévis et Kennébec a construit, jusqu'à l'année 1878, le premier tronçon de son chemin, c'est-à-dire les 43½ milles actuellement en exploitation entre la ville de Lévis et le village de Saint-Joseph de Beauce et elle a touché, à venir jusqu'à l'année 1881, toute la partie du subside à laquelle elle avait droit, c'est-à-dire \$217,500. Depuis cette époque, il n'a pas été fait sur ce chemin de travaux qui puissent légalement autoriser le paiement d'une autre partie du subside.

La balance du subside qui restait due pour le chemin de Lévis et Kennébec était par conséquent de \$206,447.35, ainsi que le fait est constaté dans le tableau numéro 3 du discours sur le budget prononcé le 16 février 1883.

Cette balance de subside a été transportée à la compagnie actuelle, c'est-à-dire à la compagnie *fusionnée* du Québec-central, par le statut 44-45 Victoria, chapitre 3, section 1, qui décrète "que toute aide sous forme de subside à laquelle la dite compagnie du chemin de fer Lévis et Kennébec avait droit de la part de cette province en vertu des différents actes accordant de l'aide (32 Vict., chap. 2 ; 40 Vict. chap. 3 et 41 Vict., chap. 2) est, par le présent acte, transportée, renouvelée et confirmée en faveur de la compagnie du chemin de fer Québec-central, aux termes et conditions mentionnés aux dits actes."

Quels sont ces "termes et conditions?" ils sont énumérés dans les statuts mentionnés au texte que je viens de citer. Du reste les voici :

37 Victoria, chapitre 2, section 1.—"Le lieutenant gouverneur en

conseil pourra....accorder une aide provinciale....jusqu'à concurrence de \$2,500 pour chaque mille de chemin de fer....à chacune des compagnies suivantes :

.....
"Le chemin de fer de Lévis et Kennébec."

38 Victoria, chapitre 2, section 1.—Le lieutenant gouverneur pourra accorder un subside additionnel de \$1,500 par mille à chacune des compagnies de chemins de fer suivantes :

.....
"Le chemin de fer de Lévis et Kennébec, pour une longueur n'excédant par 90 milles."

40 Victoria, chapitre 3, section 4—"Si aucune compagnie de chemin de fer maintenant subventionnée renonce à sa charte, ou si la charte d'aucune telle compagnie expire d'ici au 31 décembre 1877, il est loisible au lieutenant gouverneur en conseil de répartir le montant du subside auquel telle compagnie avait droit sur les parties de chemin non complétées des quatre compagnies suivantes, savoir :

"Lévis et Kennébec, quarante-cinq milles."

C'est en vertu de ce statut que le lieutenant gouverneur en conseil a accordé à la compagnie de Lévis et Kennébec, une somme de \$63,947.35 à prendre sur le subside périmé de l'ancienne compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs qui a perdu sa charte avant le 31 décembre 1877.

40 Victoria, chapitre 3, section 1—"Le lieutenant gouverneur en conseil, aussitôt que les compagnies des chemins de fer suivants :

"Le chemin de fer Lévis et Kennébec."

.....
Auront mis les parties complétées de leurs chemins en bon état d'exploitation, à sa satisfaction, pourra leur avancer sur leur subside : 1^{re} une somme de \$1,000 par chaque mille de chemin ainsi complété, en sus des \$4,000 qu'elles ont reçues ou peuvent être maintenant en droit de recevoir, et 2^e sur la balance totale du subside qui leur a été accordée pour toute autre partie de leur chemin qu'elles pensent compléter dans la suite, une autre somme à un montant tel et de manière que, cette avance faite, il reste à payer pas moins de \$2,000 par mille sur la partie du chemin à être complétée dans la suite et qu'il ne soit dans aucun cas avancé plus de \$6,000 par chaque mille de chemin.

41 Victoria, chapitre 1, sections 1 et 2.—“ Le lieutenant gouverneur en conseil pourra faire aux compagnies suivantes, savoir :

“ La compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec. ”

“ A même la balance de leur subside, une avance de \$1,000 par chaque mille de chemin de fer qu’elles complèteront à l’avenir ; pourvu qu’il reste ci-après \$1,000 par mille sur la partie non construite de leurs chemins.

“ Aucune avance en vertu du présent acte, ne sera faite aux compagnies mentionnées dans la section précédente, pour la partie de leurs chemins sur laquelle elles ont, en vertu de l’acte 40 Victoria, chapitre 3, une avance de \$2,000 par mille.

Voici donc, à quoi se réduisent ces termes et conditions dont parle l’acte de fusion.

En vertu du statut 38 Victoria, chapitre 2 et d’autres statuts antérieurs, la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec avait droit à un subside de \$4,000 par mille de chemin de fer, pour un chemin de 90 milles de longueur, ce qui fait un subside total de \$350,000 payable par dix milles ou plus de chemin fait et complété, avec lisses de fer ou d’acier.

En vertu du statut 40 Victoria, chapitre 3, section 4, la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec avait droit à une subvention additionnelle de \$63,947.35, à prendre sur le subside périmé de la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs,—pour la partie non complétée de son chemin, c’est-à-dire pour les 46 milles et demi qui restaient alors et qui restent encore à construire.

Comme ce subside additionnel ne s’appliquait qu’aux 46½ milles restant à construire et comme ces 46½ milles de chemin de fer n’ont pas été construits depuis, il est clair que la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec n’a jamais eu droit de toucher ce subside additionnel de \$63,947.35 et qu’il faut le laisser entièrement de côté.

Il ne reste donc que le subside de \$4,000 par mille.

En vertu du statut 40 Vict., chap. 3, section 1, la compagnie avait le droit de toucher par anticipation, sur la subvention pour les 46½ milles restant encore aujourd’hui à construire, une avance de \$1,000 par mille de chemin de fer construit, ce qui porte à \$5,000 par mille le montant que la compagnie avait droit de recevoir à compte de son subside pour les 43½ milles de chemin de fer construit.

Le statut 41 Victoria, chapitre 2, autorise le lieutenant gouverneur à faire à cette compagnie une avance additionnelle de \$1,000 par mille, pour chaque mille de chemin qu'elle complètera à l'avenir; mais comme la compagnie n'a pas complété un seul mille de chemin depuis l'adoption de ce statut, elle ne peut pas se prévaloir de ces dispositions et tout ce qu'elle a droit de toucher, ce sont les \$4,000 par mille que lui accorde le statut 38 Victoria, chapitre 2, et l'avance de subside de \$1,000 par mille que lui accorde le statut 40 Victoria, chapitre 2, c'est-à-dire, en tout et partout, \$5,000 par mille pour les 43½ milles de chemin qu'elle a complétés, ou un montant total de \$217,500.

Voilà tout ce qu'avait droit de toucher, à compte de sa subvention, la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec et ce que l'acte de fusion mentionné plus haut donnait à la compagnie du Québec-central le droit de recevoir à raison de cette partie de sa ligne.

De tout ce que je viens d'établir—et je défie qui que ce soit, je défie surtout l'honorable trésorier de nier l'exactitude de ce que j'ai dit — il résulte clairement :

1. Que la compagnie du chemin de fer de Sherbrooke et des cantons de l'Est avait reçu du gouvernement avant le 1^{er} juillet 1884, le plein montant de tous les subsides qui lui ont été accordés par la Législature et qu'elle avait droit de toucher, c'est-à-dire \$473,750.79.

2. Que la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec avait aussi reçu du gouvernement, antérieurement au 1^{er} juillet, le plein montant du subside qu'elle avait droit de recevoir, c'est-à-dire \$5,000 par mille pour 43½ milles de chemin ou en tout \$217,500.

3. Que la compagnie actuelle, ou, si vous voulez, la compagnie fusionnée du Québec-central n'a pas droit à d'autres subsides que ceux qui ont été accordés aux deux autres compagnies et à elle transportés par le statut 44-45 Victoria, chapitre 3.

Mais, alors, de quel droit cette compagnie a-t-elle pu se faire payer, ou plutôt le gouvernement lui a-t-il payé les \$30,960 qu'elle a reçus le 4 décembre 1883? Ce ne peut pas être à compte du subside de la compagnie du chemin de Sherbrooke et des cantons de l'Est, puisque le montant complet et intégral de ce subside était payé depuis longtemps à la date du 4 décembre 1883.

Ce ne peut pas être non plus à compte du subside de la compagnie de Lévis et Kennébec, puisque le montant complet et intégral du subside auquel cette compagnie avait droit pour les 43½ milles du chemin

de fer qu'elle a construit était déjà payé en 1884, ainsi que le constate l'état numéro 2, qui se trouve dans le discours sur le budget prononcé le 16 février 1883. Pourtant, la compagnie actuelle du Québec-central n'a pas droit à d'autres subsides que ceux des deux compagnies de Sherbrooke et des cantons de l'Est, puis de Lévis et Kennébec.

Aussi ce n'est pas aux textes que j'ai cités que le gouvernement s'est accroché pour commettre cette violation flagrante de la loi et cette dilapidation des deniers publics.

On s'est rabattu sur le faux prétexte que la compagnie a construit cinq milles et quelques seizièmes de chemin de fer entre la jonction St-Henri et l'embranchement St-Charles, de l'Intercolonial.

Citons encore les statuts pour démontrer que la compagnie du Québec-central n'a pas droit à un sou de subside pour ce bout de chemin de fer.

La section 1 du statut 44-45 Victoria, chapitre 3, dit :

“ 1. Toute aide sous forme de subside à laquelle la dite compagnie de chemin de fer de Lévis et Kennébec avait droit de la part de cette province... est par le présent acte transportée, renouvelée et confirmée en faveur de la compagnie de chemin de fer Québec central... pour les parties non complétées de la ligne de chemin de fer de Lévis et Kennébec, y compris la partie du dit chemin de fer dont la construction est autorisée par la deuxième section de l'acte de la présente session, intitulé : “ Acte pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-central : ” pourvu qu'en construisant la dite partie de la ligne du dit chemin de fer telle que autorisée par la deuxième section du dit acte de la présente session, le dit chemin de fer Québec central n'aura pas droit à un subside plus élevé que celui accordé au dit chemin de fer de Lévis et Kennébec pour construire l'extension de la ligne depuis son terminus actuel, dans la paroisse de Notre-Dame de Lévis, jusqu'à un point sur les quais à l'eau profonde, dans le quartier Lauzon de la ville de Lévis. ”

Voici maintenant ce que dit cette deuxième section de l'“ acte pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-central, ” mentionnée dans le statut que je viens de citer :

“ 2. En construisant la dite ligne, la dite compagnie sera tenue de la continuer depuis le terminus actuel du dit chemin de fer de Lévis et Kennébec, dans la paroisse de Notre-Dame de Lévis, jusque dans le quartier Notre-Dame, dans la dite ville de Lévis, et d'y ériger une sta-

tion ; de là, traversant le quartier Lauzon, dans la ville de Lévis et les villages Bienville et Lauzon pour arriver à l'eau profonde dans le dit quartier Lauzon."

La compagnie était donc tenue de remplir toutes ces conditions pour avoir droit à un subside pour cette partie de son chemin ; c'est dit positivement, en toutes lettres, dans la section du chapitre 3, que j'ai citée il y a un instant.

Les a-t-elles remplies, ces conditions ? Pas du tout. Au lieu de construire, ainsi que l'exige le statut, une ligne partant du terminus du quartier Notre-Dame, dans la paroisse de Lévis, puis traversant les villages de Bienville et de Lauzon pour arriver dans le quartier Lauzon à l'eau profonde, elle construit un bout de chemin de fer qui part de la jonction avec l'Intercolonial, dans la paroisse de St-Henri à plus de trois milles du terminus du quartier Notre-Dame, et aboutit, pas à l'eau profonde dans le quartier Lauzon, mais à l'embranchement Saint-Charles de l'Intercolonial, en arrière du village Bienville et en plein milieu des champs.

Il est donc évident, indiscutable que la compagnie du Québec central n'a rempli aucune des conditions strictement et positivement exigées par la loi pour lui donner droit au subside qui lui a été payé et il est pareillement évident et indiscutable que ces \$30,960 lui ont été payées en violation flagrante de la loi.

Que le gouvernement se soit rendu coupable de cette violation de la loi, de cet acte de dilapidation des deniers publics, il n'y a pas beaucoup à s'en étonner, car c'est le même gouvernement qui a fait cadeau de \$30,000 à Forget et Cie, des \$3,000 remboursées à M. Sénécal et de toutes les abominations administratives. Ce qui est étonnant, ce qui est inexplicable et surtout inexcusable, c'est le fait grave, j'allais dire criminel, de la part de l'auditeur de la province, je ne dirai pas de ne pas avoir empêché, mais d'avoir approuvé cet affreux gaspillage des deniers publics. Pour empêcher cet acte de maladministration comme c'était son devoir de le faire, l'auditeur n'avait qu'à refuser d'apposer sa signature et de certifier ce paiement. Il ne l'a pas fait. Mais, alors, pourquoi un auditeur ? pourquoi, surtout, les pouvoirs extraordinaires que la Chambre a pris le soin de lui confier pour le soustraire à l'influence néfaste des ministres, s'il se prête quand même à tous les caprices et à tous les mauvais dessins d'un gouvernement prévaricateur ? Cet homme là a gravement manqué à son devoir le plus sacré, il a odieuse-

ment trompé la confiance que nous avons placée en lui et il mérite d'être puni.

Et l'honorable trésorier de la province, que devient la déclaration qu'il a faite de son siège en Chambre en présence des faits que je viens d'établir ? On se rappelle que pour répondre à l'accusation portée contre la compagnie de chemin de fer Québec-central de s'être fait payer par le gouvernement, à compte de son subside, plus qu'elle n'avait droit de recevoir, le 15 avril il s'est levé de son siège dans cette Chambre et a fait la déclaration suivante, qu'il a fait publier dans les journaux et que je prends dans le *Journal de Québec*.

“ Avant de passer à l'ordre du jour. M. le président, je me lève pour soulever une question de privilège au sujet des déclarations faites, l'autre jour par l'honorable député de Montréal centre, et comportant que la compagnie de chemin de fer le Québec-central aurait reçu une plus forte somme accompte de son subside, que celle qu'elle avait le droit de recevoir en vertu de loi. En réponse à cette accusation, je produit des états montrant d'une manière positive que la compagnie du chemin de fer le Québec-central, n'a pas reçu un centin de plus qu'elle n'aurait dû recevoir en vertu des lois de la province. Ces états sont suffisants pour convaincre tout homme équitable de la fausseté de cette accusation.

“ J'ai fait préparer un état, signé par l'assistant trésorier et l'auditeur de la province et pris dans les comptes publics, faisant voir le montant que la compagnie de chemin de fer le Québec-central et la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec avaient droit de recevoir respectivement, et les montants qui leur ont été payés à compte de la longueur du chemin de fer qu'elles ont construit.

“ Je désire que toute l'affaire soit examinée ; et plus elle le sera, le mieux ce sera, et l'on trouvera que tout ce que j'ai dit est vrai et que les articles en question, publiés dans l'*Electeur*, sont faux et ne méritent pas d'être crus.”

Eh bien, j'ai examiné l'affaire et j'ai constaté que l'honorable trésorier a sciemment et délibérément trompé la Chambre en faisant cette déclaration. L'état qu'il a donné comme représentant exactement, à la date du 16 avril et pour les deux compagnies en question, “ les montants qui leur ont été payés à compte de la longueur du chemin de fer qu'elles ont construit,” portait ce montant à \$691,250.79, c'est-à-dire \$473, 750.79 pour le Québec-central et \$217,500 pour le Lévis et Kennébec.

Eh bien, le 15 avril, lorsque l'honorable trésorier a fait cette déclaration, la compagnie—car il en est le président et l'âme—avait reçu du gouvernement, à compte de ces subsides, nonpas \$691,250.79, comme il l'affirmait, mais \$722,210.79, c'est-à-dire \$30,960 de trop et de plus qu'il ne disait. Je le défie, chiffres et documents en mains, de contredire l'exactitude de ce que j'affirme.

La compagnie dont il est le président et, je crois, le principal intéressé, a reçu et touché en violation de la loi, \$30,960 auxquelles cette compagnie n'avait aucun droit, et la preuve que cela est bien vrai, c'est qu'il s'est bien donné garde, dans sa fallacieuse déclaration du 15 avril, d'aborder ce point fatal pour lui.

Maintenant, en présence de ce gaspillage des deniers publics en faveur d'une compagnie dans laquelle il est grandement intéressé, de quelle grâce l'honorable trésorier vient-il nous parler d'économie et de sage administration? Lui qui a encore la main pleine des deniers du peuple illégalement versés dans la caisse d'une compagnie de chemin de fer, de quelle grâce vient-il nous prêcher l'abnégation et l'esprit de sacrifice dans l'intérêt du peuple? De quel droit est-il venu nous demander de faire des réductions mêmes dans des dépenses réellement utiles? Il nous a proposé, et il a déclaré qu'il est bien déterminé à le faire, de jeter encore sur le pavé quelques employés publics. N'aurait-il pas été plus humain, plus équitable et plus honnête de sa part, avant d'en venir à cette extrémité, de commencer par faire dégorger à la compagnie les \$30,960 qu'elle a subtilisées à la caisse publique?

Noussaurons désormais à quoi nous en tenir sur la valeur de ces protestations de dévouement au peuple, d'économie et de sage administration que l'honorable trésorier ne manque jamais de faire entendre lorsqu'il nous parle finance. S'il faut en juger par les faits que je viens de rapporter et de constater, il est comme bien d'autres, homme à prendre sa chance lorsqu'il la trouve.

Maintenant, quel est le résultat de la violation de la loi de la province, de ce détournement des fonds publics dont le gouvernement Mousseau s'est rendu coupable, probablement pour capter la bonne volonté de l'honorable député de Sherbrooke?

Ce résultat? Il est bien facile de l'indiquer: C'est la perte par la province, de cette somme de \$30,960 empochée par la compagnie du Québec-central, dont l'honorable trésorier est le président. Je suis renseigné, d'une manière digne de foi et par des personnes compétentes

que cette compagnie est à peu près en déconfiture et qu'elle est incapable de continuer ses travaux qui lui restent à faire. Il paraîtrait qu'elle a perdu \$1,500,000 par la malhonnêteté d'une banque de Londres. Elle aurait mis ses obligations entre les mains de courtiers pour le marché anglais ; mais le banquier au lieu de les négocier, les aurait données en garantie collatérale puis aurait fait faillite avant de donner une seule guinée à la compagnie, qui n'a rien retirée, mais n'en est pas moins obligée de payer l'intérêt sur ces obligations et de les acheter à leur échéance.

Dans tous les cas, que ce renseignement soit exact ou non, il est indubitable que la position financière de la compagnie du Québec-central est des plus embarrassées, à tel point que ces \$30,960 qu'elle a arrachés au gouvernement, elle en avait absolument besoin pour payer les gages et les salaires de ses employés, qui étaient arriérés d'une couple de mois. Enfin, elle n'avait pas même, l'hiver dernier, les moyens de faire déblayer la partie de son chemin comprise entre Saint-Henri et Lévis, où les trains n'ont pas circulé pendant une bonne partie de l'hiver.

Telle est la position financière de cette compagnie à laquelle le gouvernement a jeté en pâture une somme de \$30,960, sous prétexte de lui payer un acompte de subside. Nous pourrions peut-être nous faire rembourser si la compagnie pouvait continuer ses travaux de construction. Mais comment voulez-vous qu'elle continue ses travaux lorsqu'elle n'a pas même les moyens de payer les employés de l'exploitation ? Elle a fait quelques travaux de terrassements, ou plutôt des commencements de travaux au-delà de St-Joseph ; mais le fait que ces travaux sont arrêtés semble prouver assez clairement qu'elle n'a pas le moyen de les continuer et de gagner le subside sur lequel la province pourrait peut-être se faire rembourser.

Tout bien examiné, il est clair que ces \$30,960 sont perdues et qu'il faut les porter aux profits et pertes avec les \$30,000 de Forget & Cie. L'honorable trésorier, l'année dernière, paraissait fort scandalisé de cette affaire des \$30,000. Eh bien, il a une pareille affaire sur les bras ; le montant est à peu près le même et il n'y a que la forme qui diffère. Va-t-il, à propos de ces \$30,960 indûment payées à la compagnie du Québec-central, faire preuve de cette vertueuse indignation que paraissait lui inspirer l'année dernière l'affaire Forget ? Lui, qui se prétend le plus fidèle gardien du trésor public, va-t-il prendre les procédures nécessaires pour recouvrer cette somme de \$30,000 illégalement et indûment payée à la compagnie de chemin de fer dont il est le président. L'avenir

nous le dira. En attendant, il lui sied assurément très mal d'affecter des airs d'indignation à propos des actes de maladministration commis par ses prédécesseurs. M. Sénécal n'a jamais fait pire que la compagnie du Québec-central !

Mon devoir est d'inviter la Chambre à protester contre ce paiement illégal dont trois ministres actuels sont responsables, et dont les trois autres ont accepté la responsabilité, en ne faisant pas rembourser cette somme, aussitôt qu'ils eurent connaissance de ce paiement.

Les honorables MM. Lynch et Blanchet étaient ministres le 4 décembre 1883, et l'honorable M. Robertson, était comme il est encore, président de la compagnie. En voilà trois qui ne peuvent échapper, n'est-ce pas ? Quant aux trois autres, ils sont devenus solidaires de la faute collective de leurs trois collègues, du moment qu'ils ont connu cette transaction, en n'adoptant aucune mesure pour faire rentrer dans le trésor cette somme d'argent payée illégalement et sans droit.

Je propose que cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette qu'une somme de \$30,960 ait été payée illégalement et sans droit, le 4 décembre 1883, à la compagnie du chemin de fer du Québec-central et que des mesures n'aient pas été prises, avant ce jour, pour obtenir le remboursement de cette somme."

L'honorable M. Robertson.—*député de Sherbrooke, trésorier de la province.*—M. le président, l'accusation de l'honorable chef de l'opposition est celle-ci : C'est que \$30,960 ont été payées illégalement. Je prétends que ce paiement est légal, et que le chemin de fer Québec-central n'a pas eu un sou de plus qu'il n'avait droit d'avoir d'après le statut.

Dans l'état que j'ai déposé sur le bureau de la Chambre, des recettes et des paiements de la province, du premier juillet 1883 au 31 mars 1884, on voit qu'il a été payé \$137,000 pour subsides aux compagnies de chemins de fer, dans ce montant est compris cette somme de \$30,960.

Nous avons pris tous nos arrangements pour construire le prolongement projeté depuis St-Henri à eau profonde à Lévis. Lorsque le gouvernement fédéral, ayant décidé de faire l'embranchement St-Charles, préféra se charger lui-même de ces travaux à partir de St-Joseph à Lévis.

De sorte que nous n'avons établi la ligne que depuis St-Henri à la

ligne de l'embranchement St-Charles, et c'est sur cette partie seulement que la somme de \$30,960 a été payée. La loi donne au Québec central le pouvoir de construire ou de prolonger sa voie jusqu'à eau profonde. Le gouvernement Mousseau a examiné la loi et il a trouvé qu'elle couvrirait le cas en question et que la somme de \$30,960 devait être payée.

Il est clair que tout cela est fait pour moi personnellement, car, quand cette somme a été payée je n'avais pas l'espérance d'avoir de sitôt les clefs du trésor. Ce montant a été payé en vertu du système du repliement du subsidé; et il est bien connu qu'au moment du paiement je n'avais aucune influence auprès de l'ancien gouvernement et chercher à faire croire le contraire c'est absurde.

M. **Lemieux**.—La compagnie va-t-elle continuer son chemin au-delà de St-Joseph de la Beauce ?

M. le **Trésorier**.—Nous le voulons et le contrat est fait pour cela. Nous irons aussi vite que possible.

L'honorable M. **Mercier**.—Est-ce que la déclaration faite et publiée dans le *Journal de Québec* et le *Morning Chronicle* n'est pas correcte ?

M. le **Trésorier**.—... Oui mais elle ne va pas assez loin, car elle ne fait pas la distinction entre les montants payés jusqu'au mois de juillet et depuis cette date jusqu'à celle de l'état que j'ai mis devant la Chambre.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

M. le **Trésorier**.—L'honorable chef de l'opposition a dit que pas un pouce d'ouvrage n'a été fait d'après la loi. Cette affirmation n'est pas conforme aux faits comme je l'ai démontré avant l'ajournement de la Chambre.

Il m'a aussi accusé d'avoir voulu cacher ce paiement. Or j'ai en mains un tableau des sommes payées jusqu'au 31 décembre 1884, dans lequel on trouve ces \$30,960. Cette somme apparaît également dans le dernier rapport du commissaire des chemins de fer. Je n'ai donc pas essayé de cacher ce paiement, puisqu'il est inscrit dans deux documents officiels comme ayant été fait le 4 décembre dernier.

L'honorable chef de l'opposition a prétendu que ce prolongement de la ligne depuis St-Henri à l'embranchement St-Charles, n'était pas légal et ne constituait pas de l'ouvrage qui nous donne, aux termes du statut, droit à ce subside.

Qu'on veuille bien lire la loi adoptée à la session de 1881 et l'on verra dans l'article premier que la Législature a donné le pouvoir à la compagnie du Québec-central de construire une voie ferrée d'un endroit quelconque aux quais en eau profonde sur le fleuve St-Laurent, dans le quartier Lauzon, dans la ville de Lévis. Cependant le montant ne pouvait pas être augmenté d'un sou pour cela. Or voici ce que je prétends, c'est que cette loi autorise le paiement qui a été fait.

L'honorable chef de l'opposition a dit aussi que le chemin de fer était dans des embarras financiers énormes, à tel point qu'il n'avait pas d'argent pour payer ceux qui enlevaient la neige sur la voie.

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai dit que vous ne pouviez même pas payer les hommes qui enlevaient la neige sur la voie ferrée.

M le **Trésorier**.—C'est si peu vrai que cet argent a été mis en banque.

De plus, nous n'avons pas reçu, comme nous ne devons pas recevoir, un sou pour la partie du chemin entre la jonction du Québec-central avec l'Intercolonial, à partir de St. Joseph de Lévis à Lévis même.

L'honorable député a aussi dit que l'auditeur, M. Drolet, a signé un ordre de paiement contrairement à la loi et qu'en sa qualité d'officier de cette Chambre il avait trompé sa confiance. M. le président, qu'on m'attaque autant que l'on voudra, mais qu'on n'aille pas frapper un officier public de l'honnêteté de M. Drolet, un homme auquel on ne pourrait faire commettre n'importe quel acte contrairement à la loi et à son devoir.

Cette accusation a été formulée dans le seul but de me discréditer ainsi que l'ancien gouvernement. Si toutes les accusations portées contre nous n'étaient pas plus fondées que celle-ci, nous n'aurions pas raison de craindre le verdict de nos amis.

Si l'honorable chef de l'opposition avait voulu traiter la question impartialement, pourquoi n'aurait-il pas demandé un état des sommes payées depuis le 30 juin dernier au premier avril, et il l'aurait eu. Je veux que la Chambre comprenne bien que cette somme de \$30,960 a été payée suivant la loi.

On a attendu la fin de la session pour produire cette accusation, afin de me faire le plus de mal possible, mais on ne réussira pas.

Je me rappelle qu'à propos de ce même chemin de fer, l'honorable député de St-Hyacinthe a voté avec moi. Il faut croire que j'ai bien changé ou bien, c'est lui qui a changé.

Je veux que les honorables députés votent suivant leur conscience sans la moindre considération personnelle pour moi, car je suis certain de la bonté de ma cause.

M. Stephens.—M. le président, la question se résume en deux mots. La loi autorisait le Québec-central à prolonger sa ligne jusqu'à eau profonde, par un certain tracé qui ne devait avoir que deux milles de longueur, or la compagnie a suivi un autre tracé qui, au lieu de 2 milles, en a 5 et demi. Ce nouveau tracé n'était pas autorisé par la loi, de sorte que le Québec-central ne pouvait réclamer le paiement du subside sur ce parcours additionnel. La loi de 1881 dit que le chemin de fer devait, pour se rendre à eau profonde, passer par le quartier Notre-Dame. Vous n'avez pas fait cela, d'où il suit que vous n'aviez pas droit au subside qui vous a été payé.

L'honorable M. Blanchet.—Il est étonnant comme il y a des gens qui parlent aisément de faits qu'ils ne comprennent pas. On prétend qu'il y a eu deux irrégularités de commises. La première est mise à la charge de l'auditeur de la province. Cette assertion a été détruite par l'honorable trésorier, et il ne reste plus rien de cette injure lancée à la figure de l'un de nos meilleurs officiers publics.

Il ne reste plus qu'une question à examiner ; la question de la légalité du paiement. Je connais bien cette voie ferrée ; elle traverse ma circonscription électorale. Je sais que lorsque les deux chemins, le Lévis et Kennébec et le Québec-central, ont été fusionnés, la loi autorisait le Québec-central à construire une nouvelle ligne pour atteindre l'eau profonde. L'article deux de la charte le dit en toutes lettres.

L'honorable M. Mercier.—Ecoutez, écoutez. . . .

L'honorable M. Blanchet.—Mais la compagnie a construit un autre embranchement de St-Henri à St-Joseph de Lévis. On dit maintenant que la compagnie n'avait pas le droit de suivre ce tracé. Mais qu'on regarde donc le statut de 1881, et on y verra la preuve de l'existence de ce droit.

L'honorable M. Mercier.—La compagnie ne s'est pas conformée aux termes de ce statut.

L'honorable M. **Blanchet**.—Parce que la ville de Lévis n'a pu faire ce qu'elle devait faire, et alors la compagnie avait le droit de suivre le tracé qui lui convenait le mieux, tout en restant dans les limites d'une interprétation raisonnable du statut.

L'honorable M. **Mercier**.—Si l'honorable ministre peut me prouver que la compagnie avait le droit de passer en dehors, tout en touchant le subside, je serai bien aise de prendre connaissance de sa preuve.

L'honorable M. **Blanchet**.—L'article premier le dit.

L'honorable M. **Mercier**.—Jamais il n'y a eu de subvention pour une ligne de St-Henri à St-Joseph de Lévis.

L'honorable M. **Blanchet**.—La nécessité d'une ligne était légalement reconnue et la loi des subventions couvrait ces travaux comme les autres. J'ai prouvé que la compagnie pouvait prolonger sa voie jusqu'à eau profonde à Lévis, c'est le point important, il me semble. On sait qu'il y a eu des négociations entre Lévis et la compagnie et dès qu'on en fut venu à la conclusion qu'il n'y avait pas moyen de s'entendre, le chemin prit la direction en dehors de la ville.

Maintenant il y a une loi qui permet ce qu'on est convenu d'appeler le repliage du subside. C'est donc en vertu de ces diverses lois que le gouvernement a payé à la compagnie les \$30,960 en question.

Cette voie ferrée est très importante. Elle dessert trois circonscriptions électorales riches et populeuses et rend de grands services au public et au commerce dans cette partie de la province. Mais pour que ces services fussent complets il fallait que la voie ferrée fut prolongée jusqu'à eau profonde à Lévis.

Le gouvernement a compris cette nécessité et s'appuyant sur l'autorisation qui existait, il a payé à la compagnie le subside qui lui revenait pour ces travaux.

M **Lemieux**—*député de Lévis*.—M. le président, il n'est pas question de mauvaise foi, et je ne crois pas que l'honorable chef de l'opposition ait accusé personne d'avoir agi avec mauvaise foi. Si je comprends bien ce qu'il a dit, son accusation est ceci, c'est qu'il y a eu violation de la lettre de la loi.

Le gouvernement a payé \$30,960 pour des travaux sur ce chemin de fer. Maintenant, il s'agit de savoir si ce paiement était autorisé par la législation. La subvention accordée par la province ne peut être donnée

que dans le cas où les obligations imposées ont été remplies. Si la loi n'autorisait pas le paiement d'aucune partie de subvention pour le tracé suivi, alors le gouvernement n'avait pas le droit de payer.

Ce chemin est commencé en 1870 ou 1872. Il devait aller jusqu'à la frontière du Maine, et aujourd'hui il n'y a encore que quarante et quelques milles de faits. Dès les débuts de l'entreprise, la ville de Lévis avait souscrit \$50,000 pour avoir les avantages de cette voie ferrée chez elle. Aujourd'hui le chemin vient plutôt à Québec qu'à Lévis.

Cette entreprise a été bien malheureuse. Elle a passé entre les mains de MM. Scott et Larochelle. Pendant huit ou neuf ans, ce chemin a vécu des sueurs de pauvres malheureux ouvriers qui avaient travaillé à son établissement. Ensuite il est passé aux mains de M. Sénécal et les choses n'ont pas été mieux. Finalement, le chemin a été vendu par le shérif et c'est alors qu'il a été fusionné avec le Québec central, après que ce dernier en fut devenu l'adjudicataire.

Nous avons eu la loi de 1881, et l'honorable secrétaire de la province, malgré toute son habileté comme avocat, n'a pu trouver un bon argument en sa faveur dans cette loi. Elle disait que le chemin passerait par le quartier Notre-Dame, dans la ville de Lévis, et les villages Bienville et Lauzon, pour se rendre à eau profonde dans le quartier Lauzon de la ville de Lévis. Lévis devait payer l'excédant du coût de l'expropriation en sus de \$30,000. La loi disait aussi que si la compagnie choisissait un autre tracé, elle devrait rembourser les \$50,000 souscrites par la ville de Lévis. Or la compagnie est poursuivie pour avoir manqué de remplir cette dernière condition, après avoir suivi un tracé autre que celui indiqué dans la loi. Le chemin a été fait, très bien, mais la loi ne permet pas de payer de subside.

Il n'y a pas seulement les questions de canailleries et de mauvaise foi qui doivent solliciter notre attention, mais il y a aussi celles d'un autre ordre non moins important, celles par exemple, qui consistent à voir si la loi est fidèlement suivie.

Après avoir étudié la question sous toutes ses faces, je crois pouvoir dire que l'honorable trésorier a mal interprété la loi ainsi que ses officiers. Implicitement l'honorable secrétaire de la province a admis qu'il y avait doute, d'où je conclus que l'honorable chef de l'opposition a eu raison d'attirer l'attention de la Chambre sur ce sujet. Je suis convaincu que pas un avocat bien posé, ne voudrait dire que ces travaux étaient autorisés par le statut. On a donc donné une mauvaise interprétation à la loi et pour cela je voterai pour la proposition de

l'honorable député de St-Hyacinthe. Si encore on n'avait payé que pour la valeur du vieux tracé, soit deux milles environ, je n'aurais pas critiqué l'honorable trésorier pour cela, mais on a payé la subvention pour cinq milles et demi, ce qui fait toute la différence du monde.

A mon avis on délie trop facilement les cordons de la bourse. L'honorable député de Sherbrooke était alors comme aujourd'hui membre de la Chambre et il aurait dû être plus sévère que d'autres.

De plus, je dis que le gouvernement n'aurait pas dû payer ces \$35,960, à moins d'avoir eu un rapport de son ingénieur disant que le chemin avait été fait suivant le tracé prévu par la loi.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*.—M. le président, la voie terminée compte quarante-trois milles, et d'après la loi, la compagnie avait le droit de faire descendre sa ligne des hauteurs de Lévis jusqu'à eau profonde. Une loi a aussi autorisé le Québec-central à terminer les ouvrages commencés par le Lévis et Kennébec. La loi disait bien que le prolongement du chemin partirait de la gare actuelle de la voie ferrée et passerait à travers le quartier Notre-Dame, mais à certaines conditions. Or ces conditions n'ayant pas été remplies, la compagnie s'est trouvée dégagée, et elle a pris une autre direction pour atteindre l'eau profonde. Le chemin de fer ne pouvait rester sur la côte, il serait absurde de le prétendre.

La compagnie n'étant plus obligée, par la clause de la loi que l'on a citée, envers la ville de Lévis de suivre le tracé de l'intérieur, a pris une direction plus avantageuse comme elle en avait le droit.

Quant à la question du subside, comme je ne la comprends pas parfaitement, je n'en parlerai pas. Qu'il me suffise d'exprimer mon opinion sur la partie que je viens de traiter.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—13.

Ont voté contre : — MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'HONORABLE M. IRVINE REMET SON MANDAT.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*.—M. le président, avant que vous laissiez le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides, je désire dire quelques mots à mon sujet et qui peuvent, d'une certaine manière, être considérés comme une question de privilège. Peu de temps avant, ou à peu près vers le commencement de cette session certaines circonstances qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer m'ont décidé à remettre le siège que j'ai eu l'honneur d'occuper dans cette Chambre depuis plusieurs années. Depuis le public généralement a appris, ce que je savais moi-même, qu'il est probable que bientôt et longtemps avant la prochaine session de cette Législature, j'occuperai un emploi qui me rendra inhabile à siéger dans cette Chambre. J'aurais pu laisser mon siège devenir vacant par l'acceptation de cette position et ne rien dire sur le sujet, mais j'ai cru que je me devais à moi-même et à mes collègues dans cette Chambre, qui m'ont si longtemps traité avec tant de courtoisie, de ne pas sortir de cette enceinte sans leur dire que, bien que ce soit de mon propre choix, je le fais avec beaucoup de regret et je saisis cette occasion de leur dire un mot d'adieu. Comme la plupart des députés à cette Chambre le savent, j'ai été membre de cette Législature durant les vingt et une dernières années. Pendant cette période j'ai vu bien des changements dans la situation du pays et du gouvernement. J'ai soutenu bien des combats avec vigueur et, j'espère, avec loyauté.

Au plus fort de la mêlée, j'ai peut-être prononcé des paroles qui ont blessé les sentiments de mes adversaires. Je n'ai rien dit qu'avec la conviction que je faisais mon devoir, et j'espère, que l'on me croira lorsque je dirai que je n'ai jamais éprouvé le moindre sentiment d'amertume contre mes adversaires dans les luttes que nous avons soutenues. Je vais dans l'instant prendre congé de mes collègues pour ne plus jamais être membre de ce corps politique ni d'aucun autre, j'espère et j'ai la confiance que je pars, accompagné des sentiments d'amitié des deux côtés de la Chambre. C'est une satisfaction pour moi de savoir que pendant les dix ou onze années que j'ai été opposé au parti maintenant au pouvoir, ici et au parlement fédéral, j'ai cependant toujours pu dire que je comptais plusieurs de mes meilleurs amis dans ses rangs. Il y a là pour moi, et je crois pour toute personne bien pensante, un profond sentiment de vive satisfaction. M. le président et messieurs, en prenant ainsi congé de vous je vous remercie tous de la bienveillance et de la courtoisie avec lesquelles vous m'avez traité et maintenant, M. le

président, je demande conformément à la loi, la permission de donner ma démission devant cette Chambre et de me retirer.

(L'honorable M. Irvine se retire au milieu des applaudissements de la députation.)

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province.*—M. le président, je dois exprimer mon regret de la démission de l'honorable M. Irvine. J'ai été son collègue pendant cinq ou six ans dans un autre gouvernement, et je puis dire que nous nous sommes toujours bien entendus. Depuis qu'il est passé de l'autre côté de la Chambre, il m'a porté de rudes coups, mais il n'a jamais rien fait pour détruire les bons rapports qui ont toujours existé entre nous. Je pense qu'il manquera autant à ce côté de la Chambre qu'à l'autre, principalement sur les questions de droit constitutionnel. Je ne puis laisser passer cette occasion sans exprimer mes regrets sincères de son départ et je suis convaincu qu'il emporte avec lui les meilleurs souhaits de tous les membres de cette Chambre.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*—M. le président, ce n'est pas sans émotion que j'ai assisté à cette scène de séparation. Cette Chambre perd beaucoup dans la personne de l'honorable député de Mégantic et l'opposition un de ses hommes les plus forts. Mais si la politique perd ses services éminents, je m'en console par la pensée que la judicature du pays va en bénéficier, car il rendra des services aussi grands là qu'ici.

C'est un spectacle assez nouveau chez nous que celui auquel nous venons d'assister ; ces retraites volontaires de la vie politique sont assez rares. Pour ma part, je regretterai vivement l'homme distingué qui vient de nous quitter. Plus d'une fois je me suis aidé de ses connaissances ; j'ai eu l'occasion de l'étudier, et je puis lui rendre le témoignage qu'on rend aux hommes loyaux, aux esprits droits.

Comme je le disais en commençant mes remarques, la Chambre, perd une de ses lumières ; l'opposition, une de ses forces ; la politique un de ses ornements.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.*—M. le président, en voilà encore un de nos hommes de valeur qui disparaît. Le parti ministériel voit s'en aller avec l'ancien député de Mégantic le plus redoutable de ses adversaires politiques. Tous nous ressentons les regrets que ce départ fait naître. Ses amis de la gauche

perdent en lui un valeureux soldat, ses adversaires un contradicteur toujours agréable à combattre.

Ses hautes connaissances du droit parlementaire en faisaient un guide précieux et moi-même j'avais confiance dans sa longue expérience. Heureusement qu'il continuera à rendre service à son pays. Avec ses talents, son amour du travail, il fera toujours honneur à sa position, quelle qu'elle soit. Ces éloges, je les lui décerne non-seulement en mon nom personnel, mais aussi au nom de tous mes amis politiques.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—Je n'ai que bien peu de chose à ajouter aux observations qui ont été faites.

C'est avec un profond chagrin que je vois l'honorable M. Irvine nous faire ses adieux. Je nourri pour lui un sincère sentiment de reconnaissance, car je me rappellerai toujours l'aide qu'il nous a donné en toutes circonstances. Je le regrette comme un ami sincère, mais au moins nous avons une satisfaction, c'est celle de voir son mérite reconnu. Je souhaite que la Providence lui accorde longue vie pour remplir les devoirs de sa nouvelle position, comme il a su s'acquitter de ceux qui lui incombait comme membre de cette Chambre.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, dans une semblable circonstance, qui réveille dans nos esprits des souvenirs de trente ans, je me fais un plaisir de dire quelques mots au sujet de l'honorable M. Irvine, que, pendant plusieurs années, lorsque nous défendions la même politique, j'ai suivi comme mon chef. Depuis, nos rapports politiques ont changé, mais nos relations personnelles et sociales sont restées les mêmes.

Les luttes politiques ne devraient jamais nuire à la cordialité de nos rapports personnels. Mon honorable ami, M. Irvine, va bientôt jouir d'un avantage assez rare, celui d'être nommé juge par ses adversaires politiques. Il sort de cette Chambre avec le respect profond et la sympathie des membres des deux côtés.

M. **Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—M. le président, je n'ai qu'un mot à ajouter. Je regrette beaucoup de voir l'honorable M. Irvine prendre sa retraite de la politique. Je n'irai peut-être pas trop loin en disant que personne plus que moi ne s'apercevra de son départ de cette Chambre. Plusieurs fois j'ai profité de ses avis et de ses bons conseils, que je pouvais si facilement obtenir, en siégeant si près de lui dans la Chambre. Je dois dire que pour moi personnellement sa perte sera très grande.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce, secrétaire de la province.*—M. le président, comme citoyen et représentant du district de Québec, on me permettra d'exprimer mes regrets à la sortie de l'honorable M. Irvine.

Malgré les sévérités de nos luttes politiques, je n'ai jamais cessé d'avoir avec lui les rapports les plus agréables et les plus courtois. C'est un bel éloge à faire d'un homme politique.

L'honorable M. **Marchand** — *député de St. Jean.*—Que l'on me permette d'exprimer mes regrets à l'occasion du départ de l'honorable M. Irvine. J'ai le plaisir de l'avoir connu depuis 1867, et je suis heureux de dire que j'ai toujours apprécié ses hautes qualités du cœur et de l'esprit.

M. **Stephens** — *député de Montréal-centre.*—M. le président, étant le plus jeune membre de la Chambre, non quant aux années, mais sous le rapport de l'expérience et de la modestie, il est difficile pour moi d'ajouter à ce qui a été dit. Je crois pour ma part que c'est une heureuse circonstance que celle où nous pouvons ainsi être tous d'accord. C'est une des phases agréables de la vie parlementaire, et c'est un plaisir pour moi de pouvoir dans cette circonstance adresser la parole sans provoquer l'autre côté de la Chambre. Je crois que nous serons tous d'accord à reconnaître que le départ de l'honorable M. Irvine va laisser un grand vide, qui ne sera pas rempli d'ici à quelque temps, non parce qu'il ne reste pas d'hommes intelligents dans cette Chambre, mais après vingt ans d'expérience un homme du talent distingué de M. Irvine est difficile à remplacer. Je suis convaincu que tous les membres de cette Chambre reconnaîtront à M. Irvine le mérite d'avoir toujours lutté avec loyauté et qu'il n'a jamais eu de ressentiment contre ses adversaires. Il est bon d'éprouver de bons sentiments envers l'ennemi après la bataille. L'honorable monsieur qui nous quitte était l'un de meilleurs orateurs, et il était très particulier dans ses expressions. Pour ma part je suis bien chagrin de son départ. Je sais que de notre côté de la Chambre nous aurons beaucoup raison de regretter son absence, et si j'en juge par l'importance que de l'autre côté l'on a toujours attachée à son opinion, j'en conclus que l'on éprouve les mêmes regrets que nous, de ce qu'il ne siégera plus dans cette enceinte à l'avenir. En terminant je dirai que M. Irvine gagne ce que nous perdons.

Nous sommes cependant heureux de le voir monter sur le banc où il se distinguera autant qu'il l'a fait dans cette Chambre.

LES DÉBATS.

L'honorable M. **Garneau**.—M. le président, je me lève pour réclamer de la Chambre et du gouvernement, une mesure de justice en faveur de M. Alphonse Desjardins, qui publie les *Débats* de cette Chambre. L'an dernier ce monsieur n'a reçu que \$2,500 pour le dernier volume des *Débats*. Or ce volume a plus de 1500 pages, soit environ 700 pages de plus qu'il n'était convenu de donner en retour du crédit de \$2,500. Ces frais additionnels d'impression lui enlèvent tout rémunération pour son propre travail. Le même cas s'est présenté en 1883, pour le volume des *Débats* de l'année 1882, et la Chambre, à sa dernière session, a voté \$500 additionnelles pour indemniser M. Desjardins. Je crois que nous devrions en faire autant cette année, et je prie le gouvernement de prendre l'initiative pour mettre ma suggestion en pratique. M. Desjardins accompli un travail énorme avec une impartialité digne des plus grands éloges, et la Chambre, qui ne lui donne qu'une bagatelle, a cependant l'avantage d'avoir un véritable *Hansard*. Je crois qu'il n'est pas juste d'exposer ce monsieur à subir des pertes résultant de la longueur de nos délibérations.

Nous devrions donc augmenter la subvention que nous lui donnons de manière à le mettre à l'abri des conséquences de cette éventualité. Il faut qu'il consacre tout son temps aux soins de cette publication et on comprend qu'il ne serait pas juste d'exiger un pareil travail sans le rémunérer convenablement. Nous publions nos vieilles archives ; sans exagérer notre importance, je crois que nous pouvons dire que nos travaux seront plus tard aussi importants pour l'histoire du pays que le sont ces manuscrits.

J'espère que le gouvernement n'hésitera pas à se rendre à ma demande, et je suis convaincu que la Chambre l'approuvera avec plaisir.

La Chambre siège en comité du budget.

L'honorable M. **Taillon**.—Je dois dire en réponse aux remarques qui viennent d'être faites, que le gouvernement a décidé en effet d'augmenter le crédit affecté aux *Débats* et de le porter à quatre mille piastres. M. Desjardins nous a donné de bonnes raisons pour porter le chiffre à cinq mille, mais vu le besoin d'économiser dans nos finances, nous avons obtenu qu'il consentit à accepter quatre mille piastres seulement. Son travail est toujours de plus en plus considérable, vu la longueur des sessions, et cela entraîne pour M. Desjardins des frais additionnels considérables. Au début, les *Débats* n'avaient que 500

pages, et c'est sur ce chiffre que la première subvention avait été fixée ; aujourd'hui les deux derniers volumes ont en moyenne 1500 pages. Ce n'est plus la même chose du tout. Naturellement cette dépense est plus que les autres entre les mains de la Chambre, et elle peut en faire ce qu'elle voudra.

C'est à elle à dire son opinion, si elle veut que cette subvention soit discontinuée, mais quant à cette année, le travail est fait, et il faut le payer.

Nous avons aussi cru de notre devoir de recommander de donner \$500 additionnelles pour les *Débats* de 1883, vu la longueur de ce travail. La même chose a été faite l'année dernière, et les mêmes raisons existent cette année. Nous inscrirons cette dépense dans le budget en la manière ordinaire.

L'honorable M. **Mercier**.—M. le président, c'est avec plaisir que j'approuve les remarques qui viennent d'être faites au sujet de la publication régulière de nos débats. Les services de M. Desjardins ne sont pas assez rémunérés. Il faut le bien payer, car il fait un travail intelligent et consciencieux et je n'ai eu qu'à me féliciter de la manière dont il s'acquitte des devoirs qu'il s'est imposés comme fondateur des *Débats*. Je puis aussi ajouter que le gouvernement nous trouvera toujours disposés à l'aider dans cette voie, et que s'il n'avait à nous faire voter que des argents aussi utilement employés que ce crédit en faveur de M. Desjardins, notre besogne serait facile et que nous nous entendrions très bien. Malheureusement tous les crédits demandés ne sont pas aussi bons que celui-là.

M. **Lemieux**—*député de Lévis*.—M. le président, l'honorable chef de l'opposition vient de nous dire que M. Desjardins fait son travail d'une manière intelligente. Cet éloge ne me surprend pas, car il est un de mes commettants. J'admire sa constance à l'ouvrage, et l'ordre vraiment digne d'éloges qu'il apporte dans la rédaction et la préparation de son travail. M. Desjardins a fait des sacrifices considérables pour fonder d'une manière permanente la publication qu'il fait avec tant de succès depuis six ans. Nous pouvons donc lui assurer qu'il peut compter, pour l'avenir, non-seulement sur nos sympathies, mais aussi sur une subvention efficace, afin de le mettre en position de voir son travail payé comme il le mérite.

Les *Débats* en sont rendus à leur sixième volume et je suis convaincu que personne en cette Chambre ne voudrait les voir discontinués (mar-

ques d'adhésion sur les bancs des deux côtés de la Chambre), ce serait une lacune dans les documents historiques de notre province. Il y a bien assez que nous ayons à regretter l'absence d'une telle publication dans les premières années du régime fédéral, sans que nous ayons à éprouver les mêmes regrets pour l'avenir. Je sais que M. Desjardins est un bon conservateur, mais je rends hommage au mérite partout où je le trouve.

M. Desjardins peut, après les manifestations d'adhésion qui ont accueilli mes paroles tout à l'heure, manifestations qui se sont produites sur les bancs des deux côtés de la Chambre, M. Desjardins, dis-je, peut compter sur les sympathies actives de tous les membres indistinctement. Les éloges qu'il a reçus l'encourageront à continuer de faire les choses aussi bien que par le passé et à mériter d'autres louanges à l'avenir.

M. **Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—M. le président, il n'y a pas de doute que M. Desjardins a beaucoup de mérites et que la Chambre ne doit pas hésiter à récompenser libéralement son travail. C'est grâce à son esprit d'entreprise si la province de Québec a un compte-rendu des débats de sa Législature, sans lui nous n'aurions pas eu, peut-être de longtemps, une telle publication, car les frais d'une telle œuvre faite par le gouvernement aurait coûté trop cher pour nos moyens, comme l'expérience le démontre à Ottawa.

M. Desjardins consacre tout son temps à ce travail aussi pénible que long et difficile et il n'est que juste que nous sachions reconnaître son mérite en lui accordant un subside qui lui permette d'avoir une rémunération raisonnable, une fois les dépenses d'impression et de reliure payées. Le système adopté par M. Desjardins est celui qui a toujours été suivi en Angleterre pour le *Hansard* du parlement impérial, et on s'en est toujours bien trouvé. C'est beaucoup moins coûteux que le système adopté à Ottawa, où chaque sténographe reçoit \$1,500 pour la session seulement, sans avoir à payer aucun frais d'impression, comme c'est le cas ici.

Les *Débats* sont publiés avec soin et impartialité et sont hautement appréciés par tous ceux qui s'occupent de politique.

L'honorable M. **Robertson**.—Dans les crédits pour instruction publique, il y a deux crédits ouverts au collège commercial de St-Denis, et au collège commercial de Lévis, on m'a fait observer que l'octroi en faveur du collège de Chambly étant supprimé, il ne serait pas juste de

donner ces deux nouvelles subventions. Nous pourrons régler cette question lorsque la Chambre votera ces montants au concours.

Les crédits suivants sont adoptés en comité :

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1884 :

II. Législation. — Conseil législatif, indemnité supplémentaire aux conseillers \$4,800.

Assemblée législative. — Traitements et dépenses contingentes, comprenant le traitement des employés surnuméraires, des messagers et des pages, et la papeterie, l'impression, la reliure, etc., \$5,000.

Indemnité additionnelle des députés, \$13,000.

III. Gouvernement civil. — Dépenses contingentes des départements publics : Département du secrétaire de la province, \$850.

Département des terres de la couronne, \$5,450.

Département des chemins de fer, \$1,350.

Dépenses contingentes et spéciales, \$400.

IV. Administration de la justice. — Ecoles de réforme à Montréal, Sherbrooke et Lévis. \$700.

VI. Agriculture, immigration, rapatriement et colonisation. — Comité permanent des expositions à Montréal : 2^e versement \$3,300 et l'intérêt jusqu'au 30 juin 1884 sur \$13,200 — \$800, \$4,100.

VII. Travaux et édifices publics. — Assurances sur les palais de justice et prisons, \$500.

VIII. Etablissements de bienfaisance. — Ecoles d'industrie, \$1,000.

IX. Divers. — Dépenses se rattachant à la fête des arbres, \$400.

X. Perception, administration et autres charges sur le revenu. — Dépenses générales, terres de la couronne, pour payer la réclamation McGee, \$1,500, et les frais de justice re les mines, \$4,500.

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1885.

II. Législation. — Débats de la Législature de Desjardins, \$4,000.

V. Instruction Publique, etc. — Pour la publication des journaux de l'instruction publique, en français, \$450.

Pour la publication du journal de l'instruction publique, en anglais, \$450.

Exposition scolaire à Londres, Angleterre, \$500.

Collège commercial de Saint-François de Saint-Denis, \$200.

Collège commercial de Lévis, \$200.

Couvent à Saint-Roch de l'Achigan, (2^e paiement sur quatre égaux), \$150.

Sœurs des SS. Noms de Jésus et Marie, pour la reconstruction des édifices de Saint-Barthélemi, \$150.

Institutions littéraires et scientifiques.—Société d'Hygiène, Montréal, (pour obtenir de la vaccine, etc.,) \$300.

Ecole de navigation, Québec, \$500.

VI. Agriculture, immigration, rapatriement et colonisation.—Comité permanent des expositions, Montréal : Troisième versement \$3,300 et une année d'intérêt à 5 % sur \$9,900.—\$495 ; \$3,795.

VIII. Etablissements de bienfaisance.—Hôpital Notre-Dame, en rapport avec l'Université-Laval, Montréal, \$1,600 ; Hôpital de Pembroke, \$100 ; Sœurs de la Charité et Hôpital du Sacré Cœur, Québec, \$200 ; Ecoles d'industrie, \$6,600.

IX. Divers.—Exploration, se rattachant à l'exploration géologique du Canada, \$1,500 ; Pour payer les frais de protection des forêts contre les incendies, \$5,000.

• Budget pour l'exercice finissant le 30 juin 1885.

V. Instruction publique, etc., éducation supérieure.—Education supérieure proprement dite, dont \$6,000 pour l'école polytechnique ; avec l'assentiment du lieutenant gouverneur, 5 0/10 de ce montant sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au lieutenant gouverneur en conseil, aux institutions pour les sourds-muets et les aveugles dans la province ; Et 5 0/10 sur la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le conseil de l'instruction publique, en achat de livres faits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à ce montant de 5 0/10, \$71,000 ; Ecoles communes, avec l'assentiment du lieutenant gouverneur, 5 0/10 de ce montant sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au lieutenant gouverneur en conseil, aux institutions pour les sourds-muets et les aveugles dans la province, \$160,000.

Le comité lève sa séance.

Ces divers crédits votés en comité sont mis en délibération :

M. **Demers**—*député d'Iberville*.—Je propose de déclarer que cette Chambre, vu l'état des finances de la province ne peut consentir à augmenter l'indemnité des membres du Conseil législatif.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Dorais, Faucher de St-Maurice, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Mercier, Paradis, Poulin, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—17.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Flynn, Frégeau, Garneau, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—32.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

M. **Bernard**—*député de Verchères*.—Je propose de déclarer que cette Chambre, vu l'état des finances de la province, ne peut pas consentir à augmenter l'indemnité de ses membres.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Dorais, Faucher de St-Maurice, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Mercier, Paradis, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—16.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Beaubien, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Flynn, Frégeau, Garneau, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—32.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. **Mercier**.—On semble vouloir retrancher le crédit voté pour le collège de St-Denis, parce que celui de Chambly n'a pas de subvention cette année. Pourquoi se venger sur moi de cette suppression de crédit. Si le député de Chambly a raison de demander une aide pour son collège qu'il fasse sa demande, et je l'appuierai, si elle est juste. Si elle est raisonnable qu'il la fasse au gouvernement. Si on a accordé cette aide ce n'est pas dans le but de me faire une faveur personnellement, aussi je demanderai aux députés de la droite s'il est bien juste de se venger ainsi sur le collège de St-Denis.

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—Si on ne peut donner à tous, il n'est que juste qu'on n'accorde aucune demande de ce genre. Je pourrais bien solliciter de l'aide pour des institutions dans mon comté, il y en a qui en aurait besoin.

M. le Trésorier.—Le gouvernement ne peut donner ainsi de ces subsides.

L'honorable **M. Mercier**.—Mais pourquoi donc frapper ainsi sur moi... M. Dorion était ici il y a quelques instants et lorsqu'il a vu que le comité avait voté ce subside, il s'est retiré, convaincu que la chose était correcte. J'ai pris la peine d'écrire aux autorités de cette institution leur disant qu'elles avaient obtenu ce qu'elles ont demandé, me fiant sur la parole du gouvernement et sur le message du lieutenant gouverneur.

Qu'on ne me fasse pas mentir ainsi. Il me semble que je n'ai rien fait pour me faire traiter de cette façon. Je fais appel à l'esprit de justice de mes collègues pour m'aider à maintenir ce crédit.

M. Casavant—*député de Bagot*.—Je regrette que le gouvernement demande la suppression de cette subvention, et pour la conserver j'aimerais mieux proposer moi-même que l'on en accorde une au collège de Saint-Jérôme et de Chambly.

L'honorable **M. Garneau**.—Je regrette que le gouvernement n'ait pas inscrit un montant pour le collège de Chambly, néanmoins je crois que nous ne devons pas oter celui que nous venons de voter en comité en faveur du collège de St-Denis. Le supprimer serait très regrettable dans les circonstances.

M. Bernard.—Si j'ai proposé que l'indemnité soit diminué, c'est que j'ai vu que le gouvernement ne pouvait donner la subvention ordinaire au collège de Varenne, soit \$500.

M. Demers.—Le collège de Chambly a eu l'an dernier \$500, et celui de Lévis n'a jamais rien eu. Si on supprime ces crédits, on devrait faire rembourser le montant payé au collège de Chambly.

M. Marcotte—*député de l'Islet*.—J'ai demandé un subside pour le couvent de l'Islet, j'espère que le gouvernement ne m'oubliera pas.

M. Charlebois.—*député de Laprairie*.—Que ceux qui ont voté contre l'indemnité tout à l'heure, mettent les \$200 additionnelles pour l'éducation et je m'engage d'en faire autant.

M. le **Trésorier**.—L'honorable député de Chambly m'avait dit que si le gouvernement ne pouvait donner l'octroi ordinaire, il était prêt à céder, or dans les circonstances, je crois qu'il vaudrait mieux lui donner quelque chose.

M. **Gagnon**.—Cela pourrait se faire avec les fonds pour dépenses imprévues.

M. **Bergevin**.—Je pourrais bien demander quelque chose pour le collège de Salaberry, l'hospice de St-Jean fondé par M. Charland, curé de Beauharnois.

L'honorable chef de l'opposition a assez prêché l'économie pour avoir un petit cadeau. Qu'on le lui donne, je n'en serai pas mécontent pour ma part.

M. **Dorais**—*député de Nicolet*.—Si le gouvernement accorde une subvention au seul collège de Chambly, il fait par là même une injustice aux autres collèges qui n'en auront pas.

M. **Lemieux**—*député de Lévis*.—Je remercie le gouvernement d'avoir bien voulu donner une aide au collège de Lévis. C'est un acte pour lequel la population de la jeune rivale de Québec lui sera reconnaissante.

LE BUDGET DES RECETTES.

M. le **Trésorier**.—Je propose que la Chambre se forme en comité pour délibérer sur les voies et moyens du budget du prochain exercice.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—M. président, on m'a dit qu'on se propose de formuler contre moi une accusation, et que c'est le député de Chambly qui doit en être l'auteur. J'espère que le gouvernement aura assez d'honneur pour ne pas permettre cela après que la loi des subsides sera votée, c'est-à-dire après que je serai désarmé.

Je suis prêt à recevoir l'attaque si on veut la faire. Mais qu'on m'attende pas après l'adoption définitive de la loi des subsides.

DÉCLARATION DE M. MARTEL SUR LE RÈGLEMENT DU PROCÈS EN INVALIDATION DE L'ÉLECTION DE JACQUES-CARTIER EN 1883, ET DÉCLARATION DE L'HONORABLE M. MERCIER.

Michel Dosithée Stanislas Martel, député pour la division électorale de Chambly, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

Qu'au commencement du mois de mai 1883, l'honorable Joseph

Alfred Mousseau étant premier ministre de cette province et représentant du comté Jacques-Cartier dans l'Assemblée législative ;

Que son élection, pour le dit comté, était contestée devant les tribunaux par des procédures dans lesquelles sa déqualification était demandée, procédures instituées à l'instigation de l'honorable Honoré Mercier, représentant dans cette Chambre, le district électoral de St-Hyacinthe, non pour revendiquer le respect des lois, la morale publique et la dignité de cette Législature, mais dans le but de se procurer des sommes d'argent pour son profit et avantage personnels ;

Que, de fait, le ou vers le 5 mai 1883, le dit Honoré Mercier a demandé et accepté une somme de cinq mille piastres, moyennant laquelle il s'engagea à discontinuer les procédures instituées à son instigation, pour conduire à la déqualification de l'honorable J. Alfred Mousseau ;

Que ces cinq mille piastres ont été payées au dit Honoré Mercier, membre de cette Chambre, dans les premiers jours du mois de mai 1883, et qu'immédiatement après la réception de cette somme de cinq mille piastres, les procédures en déqualification contre l'honorable J. A. Mousseau furent abandonnées et retirées par les soins du dit Honoré Mercier ;

Que le dit Michel Dosithée Stanislas Martel est informé de ces faits d'une manière croyable et se croit sincèrement en état de les prouver.

L'honorable M. Mercier, député pour la division électoral de St-Hyacinthe se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

En 1882, une pétition d'élection fut produite en cour supérieure, à Montréal, contre le retour de l'honorable M. Mousseau, député élu pour la division électoral de Jacques-Cartier ; et j'étais un des avocats du pétitionnaire. J'ai fait le dépôt de \$1000 moi-même, ainsi que tous les déboursés s'élevant à au-delà de \$200. Comme je ne m'étais pas mêlé de cette élection, j'ignorais les secrets de l'organisation, malgré que j'étais informé d'une manière positive que des manœuvres frauduleuses avaient été commises durant cette élection. La cause fut fixée à trois ou quatre reprises, et chaque fois elle fut remise, à la demande de l'honorable M. Mousseau. Dans chacune de ces occasions, j'ai dû me préparer à procéder, voir à tous les détails de la cause et de la preuve et perdre nécessairement beaucoup de temps.

La cause resta ainsi suspendue pendant au-delà de sept mois ; et quand elle vint définitivement pour enquête en mai 1883, je fis enten-

dre un grand nombre de témoins, plaidai pendant plusieurs jours et retins à mes frais les services d'un conseil, l'honorable M. Lafflamme, auquel je donnai des honoraires en rapport avec sa position professionnelle et l'importance de la cause.

Voyant la preuve, l'honorable M. Mousseau résigna, et, en m'interpellant sur ce que je me proposais de faire relativement à la demande de déqualification, l'honorable juge Torrance déclara en substance que le pétitionnaire ferait mieux de ne pas insister.

Les frais et déboursés taxables étaient alors de plus de \$3,000, à part les honoraires de mon conseil et les dépenses extra-judiciaires et j'ai cru que, dans les circonstances, je serais justifiable de charger une retenue assez élevée et de conseiller à mon client de ne pas insister sur la demande de déqualification, et le jugement fut rendu en conséquence, annulant l'élection tel que demandé. J'ai agi dans tout cela comme avocat et je crois encore que ma conduite a été honnête et nullement dérogatoire à la dignité de ma profession ou à ma réputation d'homme politique.

Si, malgré ces explications cette Chambre croit que ma conduite est blâmable, elle peut me censurer, et, gardien de ma propre dignité, je saurai agir en conséquence.

M. Martel.—Je propose qu'en conséquence de la déclaration que j'ai faite, il soit résolu que l'intérêt public et l'honneur de cette Chambre exigent qu'un comité spécial, composé de cinq membres de cette Chambre, soit nommé pour s'enquérir et faire rapport sur les diverses matières contenues et alléguées dans la susdite déclaration, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, de faire rapport de temps à autre, de prendre les témoignages sous serment et par écrit, et s'il est nécessaire, de siéger après la prorogation de la Législature.

L'honorable M. **Mercier.** — J'espère que la Chambre accordera l'enquête demandée.

M. Gagnon. — La majorité de cette Chambre veut donner le change à l'opinion publique. Le chef de l'opposition a admis que le fait relatif aux \$5,000 est vrai, mais que cet argent a été payé pour frais professionnels. Si son accusateur va plus loin, la Chambre devra appliquer la peine qu'il encourt en pareil cas.

Qu'y a-t-il là dedans pour affecter la dignité de la Chambre ? Parce qu'on a accusé M. Mousseau on vient accuser le chef de l'opposition, c'est simplement une tactique.

Le procureur général peut-il dire qu'il y a là rien contre la dignité de l'honneur de la profession, car ce n'est plus qu'une question professionnelle. On fait un jeu dangereux, un jour ou l'autre, nous aurons la majorité, et peut-être ferons-nous payer tout cela.

Dans tous les cas, j'espère que la majorité aura assez de courage pour punir l'accusateur s'il faiblit dans sa preuve.

M. Robidoux—*député de Châteauguay*.—M. le président, au cours de cette session, l'opposition a demandé deux enquêtes. La première a été refusée.

Il n'y a pas longtemps, nous avons demandé une enquête sur certains actes de l'ancien premier ministre, M. Mousseau, et on a vu la droite palir et refuser notre demande. Mais après avoir refusé, le gouvernement s'est ravisé et il a accordé l'enquête.

Quant à celle-ci, nous n'en avons pas peur. Le chef de l'opposition était l'avocat de la partie adverse de M. Mousseau. Après la déclaration du juge Torrance il avait raison comme il l'a fait, avec l'agrément de son parti d'abandonner les procédures. Cet argent a été employé dans l'intérêt du parti. Cela ne pourra ternir la réputation de notre chef, et vous, messieurs de la droite, vous seriez heureux si vous pouviez en dire autant de votre chef qui est attaqué.

L'honorable **M. Taillon**.—Nous sommes ici en parlement, il est bon de le rappeler de temps à autre.

On a parlé de l'enquête contre M. Mousseau. Si j'avais écouté mes propres sentiments, j'aurais refusé. On a frappé un homme qui était à terre. Ce n'était pas généreux.

Mon premier mouvement a été de refuser, et je n'ai pas hésité à exprimer mon opinion. Quelques uns de mes amis ont voulu avoir l'enquête. Ce n'est pas le temps maintenant de dire qui sortira le mieux de cette épreuve. Il est plus prudent d'attendre.

L'honorable **M. Joly**.—Si jamais chef de l'opposition a hésité à faire son devoir c'est bien dans le cas de l'accusation contre M. Mousseau. Je n'en dirai pas davantage sur cette question. On croit que cette accusation va avoir pour effet de donner le change à l'opinion publique, nous n'en craignons pas, dans tous les cas, les conséquences et nous sommes les premiers à demander que l'enquête ait lieu.

M. Lemieux.—M. le président, c'est au moment du combat que le courage doit se relever et que le cœur doit s'élever,

Si l'honorable chef de l'opposition n'avait pas dit ce qu'il a dit, je n'aurais plus eu la même confiance en lui. Il ne craint pas la justice, car il est innocent. Je suis même autorisé à aller plus loin qu'on ne l'a fait, et de demander que le comité ne soit composé que d'amis du gouvernement.

L'honorable procureur général aurait dû dire à l'accusateur : prenez des procédures devant le barreau, car c'est là que l'honorable député de St-Hyacinthe devrait être appelé à rendre compte de l'acte qu'on lui reproche. Le procureur général aurait dû voir que c'est le chef de l'opposition qui a formulé l'accusation contre l'ancien premier ministre, et il aurait dû en faire autant dans cette circonstance-ci. S'il eut partagé les dangers, il aurait pu réclamer sa part de la victoire, au contraire il s'est tenu prudemment à l'écart. Le temps est arrivé de mettre fin à cette accusation frivole. Elle va être réduite à néant, et c'est probablement parce qu'on le savait, qu'on n'a pas voulu aller devant le barreau.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.—L'honorable député de Lévis a un talent spécial, celui de bien défendre ceux qui ont besoin de sa parole pour se faire proclamer innocent. Mais pourquoi n'a-t-il pas dit à son chef, l'autre jour : Vous accusez un juge, allez donc devant le tribunal compétent. Pourquoi deux poids et deux mesures ? Si l'accusation du député de Chambly ne relève pas de la juridiction de la Chambre, celle du chef de l'opposition contre le juge Mousseau ne relève pas plus de cette Chambre.

On sait très-bien que certains des amis politiques du chef de l'opposition l'ont blâmé d'avoir conclu l'arrangement en question. Il faut donc croire qu'il y avait quelque chose de louche.

L'honorable **M. Marchand** — *député de St-Jean*. — On a fait l'aveu que le but de cette accusation était d'user de représailles contre le chef de l'opposition. C'est la seule raison qui a inspiré la démarche faite par le député de Chambly. Du reste la chose était parfaitement connue d'avance.

J'étais certain avant sa déclaration, que le chef de l'opposition était innocent de l'accusation portée contre lui. Il reste acquis cependant qu'on a voulu monter un petit coup de théâtre pour détourner l'attention du véritable coupable. De plus je constate une grande différence entre la conduite de la droite et celle que nous avons suivie. D'un côté c'est le chef qui s'expose, de l'autre, c'est un simple soldat. Il y a plus

que cela encore ; bien que l'on eût la majorité on a hésité pour agir. Après cela, le pays pourra juger de la valeur de ces procédés.

L'honorable M. **Tureotte**—*député de Trois-Rivières*.—M. le président, la question est grave et il ne faut pas plaisanter. Je ne me lève pas pour répondre aux paroles fermes et courageuses des députés de St-Hyacinthe et de Lévis, et je félicite le chef de l'opposition sur sa conduite.

Il peut se faire que ce que nous voyons soit de bonne guerre, mais après avoir entendu la déclaration du chef de l'opposition, pas une seule personne, qui n'est pas aveuglée par l'esprit du parti, ne pourra trouver quoi que ce soit de dérogatoire à l'honneur comme membre de cette Chambre ou à l'honneur professionnel.

Je connais l'honorable député de St-Hyacinthe depuis vingt-cinq ans. Nous avons fait nos études ensemble. Je ne partage pas toutes ses idées, mais jamais, depuis que je l'ai connu, je ne l'ai suspecté. Il a été loyale, honnête et plein de courage. Aussi n'ai-je pas été surpris quand je l'ai entendu dire qu'il voulait une enquête.

Si la Chambre était consultée, je doute fort que la majorité donnerait le comité demandé.

M. **Stephens**.—Cette accusation aurait dû être faite par le procureur général lui-même et s'il ne l'a pas fait c'est qu'il ne se dissimule pas le peu de valeur de cette accusation.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer*.—Lorsqu'il s'est agi de l'enquête de M. Mousseau, j'ai dit que je n'avais plus rien à ajouter après la déclaration des ministres du cabinet précédent, portant acceptation de l'enquête. J'ai trouvé cependant que le gouvernement s'était montré très facile, trop facile même.

Quant à cette accusation contre le député de St-Hyacinthe, je ne savais pas qu'elle devait être faite. Le député de Chambly n'agit pas au nom du gouvernement. Mais après avoir accordé l'enquête contre des personnes qui n'ont jamais été ou qui ne sont plus dans cette Chambre, pourquoi refuser maintenant l'enquête dans cette affaire ?

On a parlé de la dignité du barreau. A ce sujet je dois dire que cette accusation est très forte, aussi forte que celle portée contre M. Mousseau. Le député de Chambly accuse un membre de cette Chambre d'avoir fomenté des procès, et d'après le droit anglais cette accusation est plus grave que celle formulée contre M. Mousseau. Il

n'est donc pas juste de dire, comme cela a été fait par un membre de l'opposition, que c'est une accusation frivole. Nous sommes tous intéressés à voir la dignité de cette Chambre respectée comme elle doit l'être. L'honorable chef de l'opposition ne pouvait mieux faire que de demander l'enquête.

Il aura là l'occasion de refuter ce qui a été dit contre lui à ce propos. On se rappelle encore les paroles reproduites par le *Star* de Montréal, dans lesquelles le chef de l'opposition donnait sa parole d'honneur qu'il ne retirerait pas cette contestation, et plus tard, on a réglé le procès, malgré cet engagement. L'un de ses amis est ensuite venu faire des révélations qui ont intrigué le public et la *Patrie* organe libéral, a censuré sa conduite. Après ces faits, l'honorable député de St-Hyacinthe acceptant l'enquête, aura par là-même, l'occasion de se justifier des accusations portées par ses propres amis. Je fais ses remarques en réponse à celles qui ont été faites par certains membres de la gauche. Nous avons donné une enquête dans un cas où la nécessité n'était pas aussi évidente que dans celui-ci, à plus forte raison la Chambre doit-elle se rendre à la demande qui est faite.

Le fait est que plus vite on arrivera à la fin de ce système ruineux des enquêtes, le mieux ce sera pour le pays. Je suis contre ce système, que les demandes de l'appliquer nous viennent de la gauche ou de la droite. Si l'honorable chef de l'opposition réussit à prouver son innocence je dirai tant mieux pour lui.

M. Watts—*député de Drummond et Arthabaska*.—Nous voulons l'enquête et le public saura par elle ce dont il s'agit.

On s'étonne sur le règlement de ce procès, mais on oublie donc les remarques de l'honorable juge Torrance à ce sujet. Ceci seul suffit pour justifier la conduite de notre chef.

L'honorable commissaire des chemins de fer ne veut pas du système des enquêtes. Il vient donc de condamner son propre gouvernement, qui a accordé une enquête dans l'affaire de M. Mousseau. Après cela, il ne devrait pas rester davantage dans le cabinet, étant en un tel désaccord avec ses collègues.

Depuis le commencement de la session, la droite a traité le chef de l'opposition comme un gentilhomme, et cependant on connaissait les faits sur lesquels est basée cette accusation. On semble avoir pour devise : mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose.

Et comment s'est produite cette accusation? Dans les circonstances les plus extraordinaires. L'honorable commissaire des chemins de fer sait que la loi des subsides ne peut pas être adoptée définitivement avant que les affaires de la session soient terminées. Cependant, on voulait nous enlever cette dernière arme pour nous défendre contre une agression faite dans des conditions particulièrement injustes.

On ne pourra pas prétendre que le député de Chambly a écrit lui-même cette déclaration ; j'y vois la marque d'un homme de loi. Si, comme on le dit, on avait eu tant à cœur les privilèges de cette Chambre, un ministre aurait mis son siège en jeu en portant lui-même l'accusation.

C'est le contraire que nous voyons. Les privilèges de la Chambre ! on ne s'en soucie guère dans cette question, tout ce que l'on veut c'est de tirer vengeance de l'accusation formidable formulée par l'honorable chef de l'opposition contre M. Mousseau. Ceci est fait pour donner le change à l'opinion publique.

M. Mousseau est parti d'ici sous les coups de ses amis. Il n'a pas osé faire face à son propre parti. C'est bien différent du cas de M. Irvine, dont les adieux émus résonnent encore dans nos cœurs. Que le député de Gaspé fasse la pareille entre ces deux situations.

En terminant, je répète que cette accusation aurait dû être faite par l'un des ministres. Cela aurait été plus digne et plus courageux.

L'honorable M. **Taillon**.—Quand je penserai qu'il faut faire une enquête sur tel ou tel fait, je la demanderai, mais mes amis ne sont pas obligés de penser comme moi.

M. **Gagnon**.—Une telle déclaration ne se fait pas sans l'aveu ou le consentement du chef.

L'honorable M. **Taillon**.—Je l'ai dit tout à l'heure, je n'ai pas cru devoir résister aux sollicitations de mes amis, j'ai cédé comme dans le cas de M. Mousseau.

Les membres du comité sont : MM. Joly, Desjardins, Robidoux, Nantel et Asselin.

L'honorable M. **Joly**.—On me nomme membre de ce comité. Je le suis déjà d'un autre, et je prie la Chambre de choisir un autre député à ma place, car je ne veux pas accepter.

M. **Gagnon**.—Non seulement nous demandons l'enquête, mais de

plus nous ne craignons pas même le jugement de cinq juges choisis parmi les membres de l'autre côté de la Chambre (l'orateur désigne la droite). Et je propose par voie d'amendement, que le comité soit composé des honorables MM. Taillon, Lynch et Turcotte, et de MM. Désaulniers et Faucher de Saint-Maurice.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Bergevin, Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turcotte et Watts.—14.

Ont voté contre : —MM. Asselin, Audet, Beaubien, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Flynn, Frégeau, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Picard, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—30.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. Taillon propose que les noms de l'honorable M. Joly et M. Robidoux soient retranchés et remplacés par ceux de MM. Watts et Lemieux.

Cet amendement est adopté.

Cinq membres de la Chambre se lèvent et s'opposent à la formation du comité tel que nommé et demandent l'application de l'article 79.

M. le **Président**.—Lorsqu'il est proposé de nommer un comité spécial, celui qui fait la motion peut proposer les noms des députés qui devront former ce comité, à moins qu'il ne soit fait objection par cinq membres de la Chambre. S'il est ainsi fait objection, la Chambre nomme le comité au moyen d'un vote nominatif donné par chacun des membres présents.

Dans le cas qui nous occupe, l'honorable député de Chambly a proposé les cinq députés qui doivent former le comité que la Chambre a décidé de nommer. En amendement, l'honorable député de Kamouraska a proposé de substituer cinq autres députés et cet amendement a été écarté par un vote. Ensuite, l'honorable procureur général a proposé en amendement de remplacer MM. Joly et Robidoux par MM. Watts et Lemieux et cet amendement a été adopté. Alors cinq députés ont objecté à ce que les membres du comité soient nommés par motion.

La question est de savoir quand l'objection aurait dû être faite.

Je suis d'opinion qu'elle aurait dû être faite quand j'ai soumis la motion et avant qu'elle ne fût mise aux voix (Bourinot, page 434) ; mais, dans tous les cas, avant que la Chambre eût adopté le mode de nomination proposé par cette motion en acceptant quelques-uns des noms proposés. C'est pourquoi je suis d'opinion que l'objection a été soulevée trop tard et je l'écarte.

Appel étant fait de la décision de M. le président, elle est maintenue par le vote suivant :

Pour la décision de M. le président :—MM. Asselin, Audet, Beau-bien, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon Trudel et Turcotte.—35.

Contre la décision de M. le président :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Lemieux, Marchand, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—12.

LE BUDGET DES RECETTES.

L'honorable M. Robertson propose que la Chambre se forme en comité des voies et moyens pour le budget du prochain exercice.

M. Shehyn—*député de Québec-est*.—Je propose de déclarer que cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement ne lui ait soumis, jusqu'à ce jour, aucune mesure pratique tendant à lui procurer les voies et les moyens nécessaires pour rencontrer les dépenses ordinaires et extraordinaires qu'il se propose de faire, durant l'année fiscale 1884-1885, et de nature à rencontrer nos obligations actuelles et futures.

Qu'il appert par l'état que le trésorier nous a donné, lors de son discours sur le budget, le 2 mai dernier, que nous avons encore malgré l'emprunt de \$3,500,000 une dette flottante de deux millions de piastres, dont un million est exigible de suite et dont l'autre le sera dans le cours de l'année fiscale prochaine.

Qu'il est facile de voir par ce discours du trésorier, que la province

n'a pas actuellement les ressources nécessaires pour faire face aux exigences du service public, si l'on en juge par le tableau suivant :

OBLIGATIONS.

1. Prévisions des dépenses de 1884-1885.....	\$3,515,021 00
En outre des crédits supplémentaires \$	24,695 00
2. Subventions aux chemins de fer.....	1,605,095 00
Moins montant inclus dans les cré-	
dits de 84-85.....	125,000 00
	<hr/>
	1,480,095 00
3. Balance du prix stipulé dans le contrat de la cons-	
truction du Palais législatif.....	150,000 00
	<hr/>
	\$5,145,116 00
4. Découvert entre les recettes et les dépenses du 31	
décembre 1883 au 30 juin 1884, d'après l'état fourni	
par le trésorier dans son discours sur le budget....	357,258 00
5. Emprunts temporaires et dépôts.....	452,665 00
6. Crédits supplémentaires pour 1883-84, en outre des	
nouveaux crédits supplémentaires, \$42,050.00.....	317,719 00
7. Découvert probable sur les crédits supplémentaires de	
1883-1884	350,000,00
8. Montant nécessaire à l'ameublement du Palais législa-	
tif, embellissement du terrain, statues, etc., etc., tel	
qu'admis par le trésorier à la page 169 des journaux	
de l'Assemblée législative de 1883.....	150,000 00
9. Découvert probable de l'année 1884-85.....	200,000 00
	<hr/>
Total des obligations.....	\$6,972,758 00

RESSOURCES.

1. Prévisions des recettes pour 1884-1885.....	3,112,022 00
2. Balance en banque sur l'emprunt de \$3,500,000.....	1,500,000 00
(Cette somme de \$1,500,000 est déposée avec la con-	
dition que le gouvernement ne pourra retirer que	
\$300,000, et ne pourra servir qu'en paiement des	
subsides aux chemins de fer.	
3. Réclamations du gouvernement dont une partie est	
douteuse	260,567 00
4. Argent en caisse le 31 décembre 1883.....	157,261 00
	<hr/>
Total des ressources.....	\$5,029,850 00

RÉSUMÉ.

Total obligations.....	\$6,972,758 00
Total ressources.....	5,029,850 00
	<hr/>
Découvert.....	<u>\$1,942,908 00</u>

Que ces chiffres officiels constatent une situation alarmante, et qu'il est regrettable que le gouvernement comptant sur l'intelligence et le patriotisme des membres de cette Chambre, n'ait pas cru devoir lui soumettre des mesures propres à faire cesser cet état de choses et à rassurer les hommes d'affaires de la province.

Que ce système tout d'expédients, suivi par le gouvernement laisse le pays dans une fausse sécurité et augmente encore les dangers de la situation actuelle.

Que cette Chambre manquerait à son devoir, si elle ne protestait pas énergiquement contre une politique aussi dangereuse qui, ne profitant pas de l'expérience du passé, cache systématiquement les dangers du présent et compromet gravement le crédit et l'avenir du pays.

M. le président, après une session d'au-delà de deux mois et à la veille d'une prorogation, il ne serait pas convenable de ma part d'occuper bien longuement l'attention de cette Chambre, surtout après les nombreux et éloquents discours qui ont été prononcés depuis quelque temps. Pour ces raisons, je vais être aussi bref que possible dans les remarques que j'ai à faire au sujet de nos obligations et des voies et moyens sur lesquels le trésorier compte.

En adressant la parole à cette Chambre, je n'ai en vue qu'une chose, c'est de traiter cette question au point de vue commercial, plutôt qu'au point de vue politique.

Je veux parler dans les intérêts de la province plutôt que dans celui d'un parti politique.

J'ai peut-être entrepris une tâche difficile, mais il est de mon devoir comme membre de cette Chambre, de ne pas la craindre. Chaque député a un devoir à remplir, celui de surveiller les actes administratifs du gouvernement et d'exercer un contrôle sur l'emploi des deniers publics. C'est là sa responsabilité.

Il est bien vrai que c'est le trésorier qui est responsable directement, à cette Chambre et à la province, pour la bonne ou mauvaise administration de nos finances. Mais d'un autre côté c'est à nous de voir si la politique suivie est en rapport avec les exigences de la situation. C'est à nous de juger si les voies et moyens proposés sont de nature à faire face à toutes nos obligations.

Ainsi, M. le président, si le gouvernement, dans notre opinion, n'agit pas avec la sagesse voulue et la prudence nécessaire, il est de notre devoir de le dire librement et franchement.

En agissant ainsi, nous rendons service au gouvernement et nous dégageons notre responsabilité de toute participation à un état de choses qui, dans notre opinion n'est pas à l'avantage de notre province.

Le trésorier vient aujourd'hui nous demander de voter les voies et moyens qu'il croit suffisants pour subvenir aux dépenses nécessaires pour le service de l'exercice de 1884-85.

Ces voies et moyens sont-ils suffisants ? sont-ils de nature à nous permettre de faire face à nos obligations pour le service ordinaire et pour les dettes que nous avons accumulées depuis notre dernier emprunt ? Il ne faut pas oublier que l'emprunt de \$3,500,000 devait couvrir toute la dette flottante établie jusqu'au 31 décembre 1882 d'après l'état de l'ex-trésorier annexé à sa brochure contenant son discours sur le budget.

M. le trésorier, dans son discours sur le budget, nous donne un état de nos obligations qui va jusqu'au 31 décembre 1883. En l'examinant avec un peu d'attention, on voit de suite que le produit de notre dernier emprunt est déjà absorbé. Il reste en banque de cet emprunt \$1,500,000 et nous avons à mettre en regard de ce montant les subventions aux chemins de fer s'élevant à \$1,605.095 de sorte que ces \$1,500,000 doivent être réservées pour subvenir aux paiements que nous avons à faire sur les chemins de fer.

Cet état nous montre que nous avons en outre certaines dettes additionnelles qui se sont accumulées depuis notre dernier emprunt.

Mais il n'indique qu'une faible partie des obligations auxquelles nous avons à faire face, les unes immédiatement, les autres dans un avenir très rapproché, ainsi qu'il est démontré par le tableau suivant :

L'état de la dette consolidée de la province de Québec, au 31 décembre

1883, d'après le discours sur le budget par l'honorable trésorier, prononcé le 2 mai 1884, s'élevait à la somme de \$18,250,095 comprenant l'emprunt autorisé en 1882 et en 1883 pour la somme de \$3,500,000.

Avec cette somme, on se le rappelle, le trésorier couvrait notre dette flottante qui, d'après lui, s'élevait au même montant, plus \$181,549.93, cette dernière somme devait être comblée par les deux contributions de Montréal, et par une partie des deniers que nous devons recevoir du gouvernement fédéral par règlement de comptes courants. (Voir discours sur le budget, p. 8.) Quel est à cette date l'état de nos obligations et que nous reste-t-il de nos \$3,500,000.

Le trésorier évalue nos dépenses pour l'exercice 1884-85 à. \$3,515,021 00
 Subventions aux chemins de fer.....\$1,605,095
 Moins montant inclus dans les crédits de
 1884-1885..... 125,000

\$1,480,095 00

Balance du coût évalué des bâties du parlement, admis. 150,000 00

Différence ou excédant entre les appropriations des re-
 cettes et des dépenses jusqu'au 30 juin 1884..... 357,258 00

Emprunts temporaires et dépôt..... 452,665 00

Crédits supplémentaires que le trésorier admet comme
 devant être en sus du montant voté pour les dépenses
 ordinaires de l'exercice de 1884..... 317,719 00

Déficit probable en sus des crédits supplémentaires pour
 1884..... 350,000 00

Nouveaux crédits supplémentaires pour
 l'année 1884..... \$42,050 00

Les \$150,000 nécessaires à l'ameublement
 du palais législatif, etc. (Voir journaux
 de la Chambre, page 169, le 7 mars
 1883)..... 150,000 00

Nouveaux crédits supplémentaires pour
 l'année 1885..... \$24,605 00

\$66,745 00 \$6,772,758 00

Déficit probable pour 1885..... 200,000 00

\$6,972,758 00

AVOIR

Le trésorier compte comme recettes pour 1884-85 sur
la somme de..... \$3,112,022 00

Il est bien douteux qu'il réalise cette somme, de nos
\$3,500,000 il reste..... 1,500,000 00

Cette somme est déposée avec la condition que le gou-
vernement ne puisse retirer que \$300,000 par année,
et que chaque somme ainsi retirée ne pourra servir
qu'au paiement des subventions aux chemins de fer.
Ce montant est donc réservé en entier pour un objet
spécial, qui représente une égale somme d'obligations,
dont aucune partie ne saurait être appliquée à aucune
autre fin.

Réclamation du gouvernement dont une partie est
douteuse..... 260,567 00

Argent en caisse au 31 décembre 1883..... 157,261 00

\$5,029,850 00

Voilà tout le montant des recettes sur lequel nous comptons jusqu'à
la fin de l'exercice de 1885.

Montant prévu de nos obligations..... \$6,972,758 00

Moins recettes sur lesquelles nous comptons..... 5,029,850 00

\$1,942,908 00

Il nous reste donc, en sus de toutes nos ressources prévues, une
somme de \$1,942,908 pour laquelle il n'y a aucune prévision dans les
évaluations du trésorier.

Il a été omis de la liste de nos obligations \$111,936.86 pour balance
du montant dû sur terrain pour le Q. M. O. & O., parce qu'il est supposé
que cette somme est comprise dans les crédits supplémentaires de
1883-84.

Il n'a été rien mis pour le Québec central, car il y a lieu de croire
que la balance due pour dépôt est comprise sous le titre d'emprunts
temporaires et dépôts.

Il y a en outre une réclamation contre notre province de la part du
gouvernement fédéral jusqu'au 30 juin 1882 de \$889,551.00, étant une
différence en règlement de compte.

Nous avons donc absorbé tout notre dernier emprunt et nous avons de nouvelles obligations pour la somme de \$2,000,000, qu'il faudra couvrir par un nouvel emprunt.

Dans les états ci-dessus, j'ai été aussi exact que possible, désirant faire une évaluation en moins, afin de rester dans les bornes de la stricte véracité, mais il est probable que ce découvert sera encore plus considérable.

Je suis parfaitement convaincu que, dans un exercice prochain, il sera facile de voir que j'ai atténué l'état de notre dette plutôt que de l'avoir exagéré.

Depuis le 31 décembre 1882 jusqu'à cette date, nous avons accumulé une dette flottante de deux millions en sus de nos \$3,500,000 et nous aurons un autre million dans un avenir très rapproché. Cette dette flottante est causée par des déficits et des réclamations contre le chemin de fer Q. M. O. et O. en plus sur les évaluations.

Il est facile de savoir par ces chiffres qui sont en grande partie officiels quelle est notre véritable position financière.

D'ailleurs le trésorier a déclaré à Sherbrooke que le déficit pour 1882-1883, était de \$300 à \$400,000.

L'ex-trésorier a fait la même déclaration dans une circulaire adressée à ses électeurs pour motiver la raison de sa sortie du ministère Mousseau. Dans son dernier discours sur le budget, le trésorier admet de nouveau qu'il existe un découvert d'au-delà de \$300,000. Ce qui est ni plus ni moins qu'une simple atténuation de la vérité, car, d'après mes calculs basés sur des chiffres officiels, le déficit réel dépasse \$400,000 en dehors des réclamations contre le chemin Q. M. O. et O., qui ont été réglées et pour lesquelles il n'avait été fait aucune prévision dans l'emprunt.

Pour l'exercice actuel il admet que le déficit sera plus élevé. On peut donc conclure de cette admission qu'il sera au moins de \$600,000. Voilà donc une somme d'un million à laquelle il faut faire face de suite, soit par un emprunt temporaire ou permanent.

Dans ses prévisions pour 1884-85, il tente de démontrer qu'il y aura à la fin de cet exercice un surplus de \$101,000, tandis qu'il y aura plutôt un déficit de 200,000 piastres, car il porte les recettes à leur maximum et il met les dépenses à leur minimum. Il prétend qu'on va opérer des retranchements considérables sur différents services, mais

il ne le démontre pas. Il n'a rien d'arrêté sur ce point. En outre il vient de nous faire voter la somme de \$3,515,021, tandis que les voies et moyens sur lesquels il compte pour solder ce montant ne s'élèvent qu'à \$3,112,022. Ce qui laisse un découvert de \$402,099. Nous avons de plus \$200,000 à \$300,000 de réclamations contre notre chemin de fer qui ne sont pas encore réglées.

Ces quelques données suffisent pour établir que les chiffres que j'ai cités sont véridiques dans leur ensemble.

Il est inutile de faire une longue démonstration pour prouver ce qui doit frapper tout le monde comme évident. Il ne nous reste plus rien de notre dernier emprunt, vu que la somme en caisse doit être réservée pour ce que nous devons pour subventions aux chemins de fer et que nous avons en outre différentes sommes considérables à solder—les unes immédiatement, les autres dans un avenir rapproché.

De tout ceci, il ressort clairement que nous avons une nouvelle dette flottante d'au moins deux millions dont plus de la moitié est exigible immédiatement et dont l'autre moitié le sera dans un temps rapproché.

Que cette Chambre veuille croire que je n'exagère rien ; au contraire j'atténue plutôt la véritable situation, car je tiens surtout à prouver que je dis la vérité ; et si je parle ce n'est pas pour mystifier le public, mais pour que tous les membres de cette Chambre comprennent clairement quel est notre véritable position financière et pour qu'ils en prennent leur part de responsabilité.

Je parle dans le moment comme homme d'affaires et comme ayant quelque expérience sur ces sortes de questions.

Quelques membres sont sous l'impression que le trésorier a exagéré la véritable situation et que nous sommes dans une meilleure position que celle qu'il nous a démontrée dans son discours sur le budget. Que ces honorables députés ne se bercent pas de cette douce illusion, car le trésorier, au lieu d'avoir exagéré le danger, n'a fait que le montrer sous une forme atténuée.

Le trésorier ne nous a montré qu'une partie de la vérité. Dans une partie de son discours, il nous fait entendre que la situation est difficile et tendue, qu'il n'y a que deux moyens d'en sortir, celui des retranchements et de l'économie des deniers publics, ou bien celui d'augmenter nos revenus par le moyen des taxes.

Rien ne saurait être plus clair que cette partie de son discours. Aussi

les députés qui ne veulent pas ajouter foi à ses déclarations commettent une grave erreur, car l'expérience est là pour leur démontrer que d'habitude les trésoriers sont plutôt portés à montrer les choses sous un point de vue favorable. N'avons-nous pas été témoins, depuis que nous sommes lancés dans la voie des emprunts, que tous les états financiers qui nous ont été soumis depuis plusieurs années, accusaient toujours des moyens suffisants pour rencontrer nos dépenses.

Cependant, il est aujourd'hui prouvé que ces données n'étaient qu'apparences, car les rapports officiels et les faits prouvent le contraire.

Après avoir longtemps induit cette Chambre et le peuple en erreur, on a fini par comprendre qu'il était impossible de continuer ce système mais qu'il fallait faire connaître la vérité, car il n'était plus possible de suivre la même voie.

D'ailleurs il suffit de lire attentivement les extraits suivants, tirés du discours que le trésorier a prononcé le 2 mai dernier, pour faire voir que je n'exagère pas la situation.

Quoique ce discours ne fasse qu'indiquer faiblement la véritable position financière, il confirme les états officiels fournis par l'ex-trésorier lors de la vente du chemin de fer, les déclarations de M. Chapleau, en 1882, lorsqu'il disait que nous n'avions plus le sou.

Depuis cette date les trésoriers ont réitéré ces déclarations, l'un à Sherbrooke, l'autre à ses électeurs. Tous deux viennent d'admettre que la position est difficile, la situation critique et tendue.

Tous s'accordent sur un changement immédiat.

Voici du reste les paroles du trésorier sur la situation :

“ Je demande que vous laissiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

“ En faisant cette proposition, je ne me cache pas que la Chambre et cette province attendent de moi une explication complète de la manière dont ont été employées les sommes votées l'année dernière. On veut aussi savoir comment les sommes que nous demandons seront dépensées, et les diverses sources de revenus qui serviront à les payer. En un mot la Chambre et la province désirent que j'expose la situation financière de la province. C'est ce que je vais essayer de faire ; mais auparavant, qu'il me soit permis de demander l'indulgence de cette Chambre pour la manière avec laquelle je m'acquitterai de cette charge importante.

“ Je ne veux, dans l'exposé que je vais faire, jeter la faute sur qui que ce soit, incriminer aucune administration précédente.

“ J'exposerai les faits comme je les crois connaître, franchement, ouvertement, comme tout membre de cette honorable Chambre s'y attend de ma part.

“ Les gouvernements et les législatures précédentes ont chacun leur part de responsabilité relativement aux sommes votées et à la dépense qui en a été faite.

“ Il ne conviendrait pas à un parti ou à un autre de censurer l'administration précédente ni de déclarer que tel parti est coupable tandis que tel autre est exempt de blâme.

“ La question la plus importante pour maintenant, M. le président, n'est pas de savoir comment nous sommes arrivés aux difficultés financières actuelles. Il importe beaucoup plus de rechercher les moyens d'améliorer la position, de diminuer la dépense et de la réduire autant que possible de manière à ce que nous puissions y faire face avec nos revenus annuels.

“ Il ne faut pas se le cacher, M. le président, depuis plusieurs années, non seulement nos revenus ordinaires mais encore nos revenus extraordinaires et même bien d'autres n'ont pas suffi à payer la dépense.

“ Tous les ans il y a eu des déficits plus ou moins considérables et ces déficits varient de \$300,000 à \$500,000 chaque année.

“ Il est impossible de continuer plus longtemps un semblable état de choses à moins que nous soyons décidés à demeurer dans des embarras financiers perpétuels pour en arriver à la faillite, qui ne se ferait pas attendre.

“ Agir de cette sorte, M. le président, serait vouloir détruire notre crédit et chez nous et à l'étranger, déshonorer la province et ceux qui ont l'administration de la chose publique.

“ Sur cette question tout le monde est d'accord, la Chambre et la province.

“ Il n'y a en effet personne qui désire la prospérité de cette province ui oserait recommander de nous engager dans des dépenses plus fortes que nos revenus et de continuer à avoir chaque année des déficits considérables.

“ C'est pourquoi nous devons en conclure, et j'ai confiance que cela est que l'état de choses, financièrement parlant, précédent doit cesser,

qu'il faut des changements radicaux dans la manière de disposer des revenus et qu'il faut arriver à certaines mesures qui remettront nos finances dans un état plus prospère. *

“ Il serait inutile pour moi de dire à cette Chambre que c'est la dépense énorme pour la construction de nos voies ferrées qui est la cause principale de nos embarras financiers temporaires. La province, il faut le reconnaître, a grandement bénéficié de cette dépense extraordinaire.

“ Notre dette consolidée, l'intérêt et le fonds d'amortissement qui sont des charges annuelles si lourdes pour le trésor, ont été encourus dans la construction de nos voies ferrées.

“ Qu'il me soit permis en même temps de dire que nous avons commis des extravagances dans les dépenses d'autres branches du service public, lesquelles, en vue de nos dépenses considérables pour voies ferrées, auraient dû être plus restreintes, mais qui ont été maintenues à un chiffre supérieur à ce que permettait le revenu annuel.

“ Je dois avouer que j'ai longtemps hésité sur les meilleurs moyens à prendre pour équilibrer nos dépenses et nos recettes, et quoique nous puissions différer d'opinion quant aux moyens à prendre pour en arriver à ce résultat, j'espère que vu les grands intérêts provinciaux qui sont en jeu et qui intéressent tous les citoyens, j'aurai l'appui de la députation en général sur la question même de la restauration de nos finances.

“ Suivant moi, pour atteindre ce but, nous devons soit augmenter considérablement notre revenu annuel pour faire face à des dépenses, aussi élevées que celles des années dernières, soit réduire nos dépenses, si nous ne trouvons pas de moyens efficaces d'augmenter ce revenu.

“ Ceci frappera, je l'espère, tous les esprits judicieux, et en ce qui concerne l'augmentation du revenu il doit être évident pour tous ceux qui connaissent notre situation financière, qu'à part ce que nous avons à recevoir du gouvernement fédéral, il sera excessivement difficile d'augmenter beaucoup notre revenu à même les sources auxquelles nous avons puisé jusqu'ici.

“ On ne peut s'attendre que le revenu des terres de la couronne atteindra à l'avenir le chiffre qu'il a atteint même en 1882-83 ; il doit au contraire diminuer graduellement, attendu que nos forêts sont dépouillées de leurs bois les plus précieux.

“ Le revenu sur les timbres de loi n'augmentera pas, et on trouve même cette taxe trop élevée.

“ Si la loi des licences passée à la dernière session du parlement fédéral est déclarée constitutionnelle, notre revenu sous ce rapport sera matériellement diminué, et dans ce cas, si le droit des villes de limiter le nombre des licences est mis en opération, notre seule ressource sera d'augmenter le taux des licences.

“ Si un monopole est accordé aux commerçants des spiritueux, ils doivent payer pour ce privilège en proportion de la diminution du nombre de ceux qui obtiennent des licences pour la vente des liqueurs. Cela n'est que juste et sera agréé avec empressement.”

“ Nos autres sources de revenus sont peu nombreuses et fluctueuses et ne peuvent convenablement être augmentées.

.....

“ J'ai fait préparer un sommaire des revenus de toutes sources et de nos dépenses de l'année dernière qui, je l'espère, permettra de distinguer, d'une manière aussi claire que possible, entre les revenus et les dépenses ordinaires.

“ Il y a évidemment dans le revenu un déficit de près de \$300,000, en prenant les choses sous leur jour le plus favorable, et le seul moyen de suivre ce mouvement rétrograde d'année en année est de ne plus confondre les emprunts et les autres revenus ordinaires.”

.....

“ Pour la dernière année fiscale, les revenus ordinaires se sont montés à \$2,817,841, et les dépenses ordinaires à \$3,120,562.”

.....

“ Il a été démontré que la dette, déduction faite du prix de vente du chemin de fer du gouvernement et en appliquant le service annuel de l'intérêt du prix de vente au paiement de l'intérêt de la dette d'abord, puis finalement à une certaine partie du principal de notre dette que nous devons en excédant de ce que peut nous rapporter le chemin de fer, sera de onze à douze millions de dollars et que nous devons pourvoir à même nos revenus ordinaires pour le service d'intérêt et d'amortissement de cette balance.

“ J'ai déjà dit que le montant demandé à la Chambre pour la prochaine année fiscale pour les dépenses ordinaires est de \$3,010,546.14.

“ On voudra bien remarquer, cependant, que les revenus prévus pour l'année courante ne peuvent pas correspondre aux revenus actuels, soit en plus, soit en moins,—que les dépenses prévues pour la même période sont sujettes aux mêmes fluctuations, et que l'on ne connaîtra

la véritable situation financière pour cette année que lorsque les résultats réels auront été constatés. Quoiqu'il en soit, il est clair que depuis plusieurs années nous avons dépensé plus que nos revenus ordinaires ne le permettaient, ce qui, avec la dette énorme contractée pour les chemins de fer, place notre province dans sa présente situation financière."

Ainsi parlait l'honorable trésorier de la province dans son discours du 2 mai.

L'état de nos finances n'est-il pas la véritable cause des changements ministériels qui ont eu lieu depuis le départ de M. Chapleau ? Les gouvernements qui se sont succédé si rapidement depuis quelques années, au lieu de suivre une ligne de conduite politique en rapport avec les exigences de la situation, ont préféré adopter celle qui exigeait le moins de sacrifice. Ils ne se sentaient ni assez courageux, ni assez fermes pour rencontrer la Chambre avec un programme indiquant la vraie situation financière et les moyens qu'il fallait nécessairement adopter si l'on voulait faire sortir notre province de la position difficile dans laquelle elle se trouve.

On comprenait que l'adoption d'une telle politique avait des inconvénients. On savait qu'elle soulèverait des passions, qu'elle exciterait bien des préjugés, aussi l'on ne se sentait pas la force d'adopter une politique de cette nature. Celle des expédients avait plus de charmes pour eux, mais malheureusement tout ce qui n'est pas appuyé sur un fond solide ne saurait subir l'épreuve du temps. Aussi ces gouvernements qui n'avaient pas le courage de dire franchement quel était notre véritable état financier, étaient forcés d'abandonner un poste qu'ils ne pouvaient garder plus longtemps, parce qu'ils ne se sentaient pas la force de subir le verdict qui les attendait.

Nous sommes aujourd'hui témoins du même spectacle, et avec beaucoup moins d'excuses, car nous avons le passé pour nous guider.

Le trésorier actuel sait mieux que personne qu'il est impossible de faire face à nos obligations avec les moyens à sa disposition, car comment est-il possible de rencontrer une dépense de \$3,500,000 avec des recettes de \$3,000,000 ? C'est une impossibilité pour tout homme de bon sens ; cependant, tout en connaissant l'impossibilité de cette tâche, il ne donne mot sur ce point. Le trésorier nous cache donc la vérité et, en agissant ainsi, il se lance de nouveau dans la voie de ses devanciers qui, pendant qu'on accumulait des déficits, nous faisaient voir que nous avions des surplus.

Mais le jour arriva où il ne leur fut plus possible de cacher la vérité et bon gré, mal gré, ils furent obligés d'admettre qu'ils avaient trompé la Chambre et le pays.

Ce qui est regrettable dans tout ceci, c'est que notre position ne fait que s'empirer, que nous allons continuer dans la voie des déficits et que l'on sera obligé d'avoir recours à de nouveaux emprunts pour les combler. Mais il ne faut pas oublier que ces emprunts ont pour effet d'augmenter le service du compte d'intérêt et que ce qui disparaît sous une forme reparait sous une autre ; que dans une année ou deux l'aide additionnel du gouvernement fédéral aura été absorbé par une augmentation d'intérêt sur les nouveaux emprunts que nous serons obligés de contracter, et qui iront en augmentant quoiqu'on en dise, car rien n'indique que nous aurons des réformes de nature à remédier aux maux dont nous souffrons depuis quelques années.

Je regrette, M. le président, de le dire, la conduite du trésorier est répréhensible. Car comment peut-il venir de sang-froid demander à cette Chambre \$3,000,000 seulement pour rencontrer une dépense de \$3,500,000 ? Ceci est de l'absurdité. Je ne sais s'il est sérieux et s'il croit que la Chambre va ajouter foi à une politique aussi peu en rapport avec le sens commun.

L'honorable trésorier nous prend évidemment pour des enfants lorsqu'il vient froidement nous exposer une politique aussi puérile. Il est impossible que cette Chambre le prenne au sérieux.

Car il ne faut pas oublier qu'il n'a pas un sou en caisse à part des voies et moyens qu'il vient demander à cette Chambre de voter.

Il doit savoir mieux que qu'il induit la Chambre en erreur en ne disant mot sur nos véritables obligations en dehors des recettes ordinaires. Malheureusement pour la province, il veut continuer la politique d'expédients dont nous avons tant souffert, et qui n'est pas de nature à guérir nos maux.

Le trésorier, dans son discours, nous fait une peinture bien sombre de notre position financière.

Il nous dit clairement qu'il faut augmenter nos revenus et diminuer nos dépenses ; qu'il est impossible de compter sur une augmentation de nos revenus actuels ; au contraire il semble attirer notre attention d'une manière spéciale sur le produit de nos forêts qui dans un avenir assez rapproché ne pourront qu'accuser une diminution. Il admet franchement

que nos revenus actuels sont plutôt susceptibles d'une diminution que d'une augmentation.

Dans une autre partie de son discours, il nous dit ouvertement qu'il n'y a que deux moyens à adopter si l'on veut équilibrer nos recettes et nos dépenses.

Le premier, c'est d'avoir recours aux retranchements, le second d'imposer des taxes.

Quant au premier moyen, il le sait fort bien, il lui est impossible d'opérer des retranchements assez considérables pour obtenir le but désiré, sans que le service public en souffre. A moins qu'il n'ait recours à des mesures qu'il n'ose pas adopter, et qu'il ne mette de côté toute dépense qui n'est pas strictement nécessaire au service public.

D'un autre côté, il nous dit que l'on peut équilibrer nos recettes et nos dépenses, si le peuple consent à un léger impôt sous forme de pourcentage d'après l'évaluation des rôles municipaux, ou bien sur le nombre d'acres de terre dans notre province.

Voilà les deux moyens qu'il suggère, cependant il n'adopte sérieusement ni l'un ni l'autre.

Il semble dire que cela dépend de la volonté du peuple, il est disposé à employer l'un ou l'autre. En attendant, il se contente de faire un certain nombre de diminution plus apparentes que réelles ; car, dans les retranchements proposés, il ne semble pas savoir sur quels chapitre ils doivent porter.

Dans son exposé financier il n'a fait que nous présenter un tableau fantaisiste, en grossissant de propos délibéré les recettes et en diminuant les dépenses.

En somme, le trésorier, fait clairement voir que, même avec les revenus provenant de l'ajustement des subsides reçus du gouvernement fédéral et de l'intérêt accordé sur notre chemin de fer, ces revenus seront à peine suffisants pour couvrir la moitié de nos déficits.

Cependant en face de ces déclarations qui sont loin d'être exagérées, au contraire, elles ne font voir qu'une partie de la vérité—il vient nous présenter un tableau, pour l'exercice de 1884-85, qui montre un surplus apparent de \$101,000. C'est cet exposé que je condamne, car il est de nature à endormir le peuple et à tromper tous ceux qui ne s'occupent pas de ces sortes de questions.

Si ce tableau est vrai, quelle nécessité y a-t-il de venir nous déclarer

que nous sommes dans une position critique, que nous accumulons des déficits qu'il faudra combler par des emprunts et que nous allons ruiner le crédit de la province si nous continuons dans cette voie? Tout cela serait du verbiage, si son exposé est vrai. Si nous avons un surplus pour 1885, comme le fait voir l'honorable trésorier, nous sommes donc à l'aise dans nos finances, il n'y a donc pas de nécessité de nous faire voir que nous allons à la ruine.

Ou il y a des déficits ou il n'y en a pas, S'il y en a, comme il l'a été amplement prouvé, en quoi notre position est-elle changée, est-ce par les subsides additionnels du gouvernement fédéral? le trésorier admet qu'ils ne couvriront pas la moitié de nos déficits. Le service pour le compte d'intérêt réclame pour l'exercice de 1885 une augmentation de 60 et quelque mille piastres et les emprunts que nous allons contracter iront pour obsorber la balance.

Encore une fois, en quoi notre position est-elle changée, est-ce parce que le trésorier est revenu au pouvoir après une absence de deux ans?

Ce même monsieur a été au trésor presque continuellement depuis 1874.

C'est lui qui nous disait en 1875, que nos recettes étaient amplement suffisantes pour faire face à nos obligations ordinaires et en même temps nous charger de la construction du chemin de fer Q. M. O. et O.

C'est lui qui déclarait à la Chambre que ce contrat était tellement bien fait qu'il n'y avait aucune possibilité d'ouvrir la porte aux extras. Ce contrat était alors pour \$8,000,000 et le chemin a coûté \$15,000,000.

C'est le même trésorier qui d'année en année, nous soumettait des états indiquant des recettes suffisantes pour nos dépenses ordinaires; cependant à la fin de chaque exercice, on constatait un découvert de \$500 à \$600,000.

C'est le même trésorier qui a servi sous M. Chapleau dont le règne a été le plus extravagant de tous—et qui a laissé faire ces dépenses sans protester.

Il venait comme aujourd'hui nous parler d'économies et de retranchements, mais c'était tout ce qu'il faisait, les dépenses extravagantes n'en continuaient pas moins, et les déficits se répétaient. Comment aujourd'hui ajouter foi à ses déclarations surannées qu'il n'a jamais suivies? Est-il réellement sérieux ou nous joue-t-il une nouvelle comédie?

Non, il n'est pas sérieux.

Il aurait dû nous déclarer franchement l'état véritable de nos finances et nous démontrer clairement le chiffre de nos obligations.

Il trompe donc volontairement ou involontairement la province en éloignant de notre vue les sommes que nous devons et pour le règlement desquelles il aura recours à toutes sortes d'expédients, mais le jour viendra où il sera forcé de nous déclarer qu'il lui est impossible de solder cette dette flottante sans avoir recours à un nouvel emprunt. Je dis, M. le président, qu'il est du devoir du trésorier de nous dire comment il espère réussir à solder, avec \$3,112,000,—\$3,500,000 de dépenses et deux millions de dette flottante. Les commentaires sont inutiles sur ce point, car la chose est si évidemment ridicule que c'est faire perdre du temps à la Chambre que d'insister.

Comme conclusion, je crois que la Chambre a compris la démonstration que je viens de faire. Cette démonstration est appuyée sur des faits qui doivent de suite frapper les esprits même les moins habitués à la manipulation des chiffres.

Je crois, M. le président, qu'il est inutile pour moi d'insister davantage sur ce point, car la chose est assez claire en elle-même. Nous avons des obligations pour une somme d'un million qui sont restées en souffrance, nous serons obligés, pour nous maintenir, d'avoir recours aux emprunts temporaires au lieu de dépenser nos recettes ordinaires, au lieu de les appliquer au service public. Un autre million sera exigible à la prochaine année fiscale. Voilà la vérité, et si je suis dans l'erreur, je ne demande pas mieux que l'on rectifie mon assertion car tout ce que je désire c'est que la province, c'est que cette Chambre soient mises au fait de la véritable position financière.

Je puis dans certains détails avoir commis quelques erreurs, car on ne peut attendre de moi de remplir le rôle d'un comptable, mais j'ai dit franchement ce que je pense de la situation financière de notre province et je l'ai fait sans passion, sans préjugés et dans aucun but politique.

Comme député à cette Chambre, j'avais un devoir à remplir et je l'ai fait, d'abord pour dégager ma responsabilité personnelle de toute participation à un état de choses que je ne crois pas favorable à cette province et ensuite pour n'être pas accusé d'avoir, moi, homme public engagé dans les affaires, négligé de faire connaître mes vues sur la situation.

Mes électeurs auraient pu à juste titre trouver ma conduite reprehensible si je n'avais pas dit un mot sur une question aussi importante.

Aussi ai-je traité cette question au point de vue purement commercial plutôt qu'à un point de vue politique.

Notre trésorier au moins je le crois, entend trop les affaires pour ne pas être au fait de la véritable situation et il sait mieux que qui que ce soit que j'ai exposé les choses telles qu'elles sont, mais il est trop politique et trop diplomate pour l'admettre.

Il préfère la voie des expédients, plutôt que de courir les risques de ne pas rester au trésor.

Pour ma part, je suis certain de ce que j'avance et l'état des obligations est tel que je l'ai soumis, et si j'ai pêché quelque part, c'est plutôt en moins qu'en plus, aussi est-ce avec regret que je le dis, l'avenir me donnera trop raison.

Dans tous les cas, à une session prochaine, cette Chambre aura occasion de vérifier par elle-même les faits que je lui ai soumis.

C'est au pays à juger.

Pour moi, j'ai fait mon devoir et ma conscience est en repos. La Chambre connaît sa responsabilité et ma proposition est maintenant entre ses mains, c'est à elle d'en disposer comme elle l'entendra.

Je connais un peu d'avance le sort qui l'attend. Mais tout ce que je veux, c'est de la voir inscrite dans les journaux de la Chambre.

Elle me sera de quelque utilité plus tard.

La proposition de M. Shehyn est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Joly, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—14.

Ont voté contre —MM. Asselin, Audet, Beaubien, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Robillard, St-Hilaire, Taillon, et Trudel.

—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les résolutions suivantes sont adoptées :

Résolu, 1. Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté la somme de \$359,769.49, pour les dépenses de l'année finan-

cière courante, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-quatre, soit prise sur le fonds consolidé de revenu de cette province

Résolu, 2. Que dans le but de payer des subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions trente-cinq mille deux cent trente-une piastres et soixante-trois centins, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Sur proposition de l'honorable M. Taillon, il est résolu que M. le président émette son mandat, adressé au greffier de la couronne en chancellerie, pour qu'il émette un bref pour l'élection d'un membre pour servir dans ce présent parlement pour le district électoral de Mégantic, en remplacement de l'honorable George Irvine qui vient de donner sa démission.

Sur proposition de M. Martel, il est ordonnée de déposer sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre M. le Baron de Verrès le vicomte de Sérizay et le gouvernement de la province de Québec, au sujet d'un certain projet d'émigration et de colonisation française.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du samedi, le 7 juin 1884.

SOMMAIRE:—Résolutions accordant certain avantage à la compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves : MM. Robertson, Mercier, Casavant, Stephens, Taillon, Martel, Demers, Bergevin, Joly, Poulin et Gagnon.—Amendement de l'honorable M. Mercier : Rejeté.—Projet de loi concernant l'indépendance de la Législature : MM. Mercier, Taillon, Stephens, Marchand, Robidoux, Lemieux, Turcotte.—Les comités d'enquête : MM. Mercier et Gagnon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE J. WURTELE.

La séance est ouverte à onze heures.

LA FABRICATION DU SUCRE DE BETTERAVES.

L'honorable M. **Robertson**.—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme en comité pour étudier les résolutions suivantes, que Son Honneur le lieutenant gouverneur recommande à notre considération.

1. Que le lieutenant gouverneur en conseil pourra faire, avec la compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves de la province de Québec, des arrangements pour libérer cette compagnie des hypothèque actuellement existant en faveur du gouvernement de cette province en vertu du statut 45 Victoria, chapitre 24, sur remise faite par la compagnie au gouvernement, des obligations ou débentures émises en vertu de ce statut, pour un montant de vingt-cinq mille piastres.

2. Que si, dans les cinq ans qui suivront l'acte à être basé sur ces résolutions, la compagnie a, durant trois ans, continué à fabriquer du sucre de betteraves, ces débentures lui seront remises d'année en année, à mesure qu'elle aura droit aux subventions qui lui sont accordées par les statuts de cette province 38 Victoria, chapitre 4 et 39 Victoria chapitre 5.

3. Que si, durant cette période de cinq ans, la compagnie ne fabrique pas de sucre de betteraves de la manière prescrite à la section précédente, les débentures de la compagnie deviendront, dans ce cas, la propriété du gouvernement, et l'intérêt sur ces débentures sera payé tant qu'elles resteront en la possession du gouvernement et qu'elles ne seront pas finalement rachetées par la compagnie.

L'objet de ces résolutions est de donner à la compagnie plus de facilité pour prélever les fonds dont elle a besoin pour continuer ses opérations. On sait qu'elle éprouve des difficultés financières considérables, et le gouvernement a cru de son devoir de lui venir en aide, et continuer par là la politique consacrée dans plusieurs de nos statuts pour la création dans la province de cette importante industrie de la fabrication du sucre de betteraves.

Le gouvernement change la nature de la garantie que la compagnie lui avait donnée en retour de l'avance de son subside. Des débiteures au montant de \$25,000 seront remises au gouvernement en échange de l'hypothèque que nous avons sur les immeubles de la compagnie. Dans le cas où elle continuerait ses opérations ces débiteures lui seront remises dans la même proportion qu'elle aurait dû avoir la subvention annuelle qui lui a été accordée. Dans le cas contraire, les obligations de la compagnie deviendront la propriété du gouvernement et l'intérêt devra être payé tant qu'elles ne seront pas rachetées par la compagnie.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je regrette beaucoup que le gouvernement ait produit ces résolutions à une époque aussi avancée de la session, quand tous les députés se préparent à partir pour leur foyer. Nous n'avons guère le temps d'étudier sérieusement cette question. Aussi je ne puis m'empêcher de protester contre cette tactique d'attendre à la dernière heure pour nous soumettre des questions importantes et qu'il faut bien considérer.

La Chambre se forme en comité.

M. **Casavant**—*député de Bagot*.—M. le président, le chapitre 24, du statut de 1882, autorisait le gouvernement à avancer \$28,000 à cette compagnie, pour que cet argent fut employé à payer des *bonus* à ceux qui cultiveraient la betterave.

Ces \$28,000 portait troisième hypothèque sur les immeubles de la compagnie, car il y a des droits de dus au gouvernement fédéral qui se montent à douze ou treize mille piastres ; il y a aussi l'hypothèque des directeurs. La dette de cette nature s'élève je crois à \$100,000, mais il n'y a que \$21,000, réellement de dû au gouvernement, le reste étant des créances des directeurs.

Les directeurs sont prêts à donner main levée de leur hypothèque, si la Chambre consent à la proposition qui lui est faite.

Je suppose que l'Assemblée n'accorde pas ce qui est demandé, la compagnie devra payer au gouvernement \$21,000, or au lieu de cela

nous lui donnons une garantie de \$25,000. Je crois donc que les propositions de la compagnie sont à l'avantage du pays.

Elle se trouve aujourd'hui dans des embarras financiers, mais je puis dire qu'elle n'a jamais fait perdre un sou aux gens qui ont eu affaire avec elle.

A mon avis il serait injuste de lui refuser ce qu'elle demande. Car si nous ne lui venons pas en aide, nous courons le risque de la voir liquider ses affaires. Or si les propriétés sont vendues par ordre du shérif, elles seraient d'abord sacrifiées à vil prix, ensuite les frais absorberaient une bonne partie du prix de vente et après cela les premières hypothèques seraient payées avant celle de la province, de sorte que le gouvernement serait à peu près certain de ne rien avoir pour sa créance.

Si encore on ne donnait pas de garantie, je dirais que le pays a donné assez pour encourager cette industrie, mais il n'en est pas ainsi.

M. Stephens —*député de Montréal-centre.*—Moi je crois que si nous adoptons ces résolutions, le gouvernement va perdre tout son argent. Et le projet de loi qui va être basé sur ces résolutions, pourra être appelé "projet de loi pour compliquer une affaire qui est simple aujourd'hui." S'il y a un contrat, que la compagnie en remplissent fidèlement les conditions. Le fait est que tous les ans on change les conditions du subside à tel point que nous ne savons plus où nous en sommes. Remontons à l'origine, et l'on va voir quels changements ont été faits.

On devait donner \$7,000 par année pendant dix ans, à une compagnie qui fabriquerait du sucre avec la betterave. Plus tard, une compagnie a réussi à se mettre en position de réclamer le subside, mais elle ne s'est pas contentée de \$7,000 par année, il lui a fallu toute la subvention à la fois, pour le nombre d'années restant dû, soit \$63,000. On lui a donné ce qu'elle demandait. En même temps qu'on lui faisait ces largesses, la compagnie transformait sa fabrique de manière à faire du sucre ordinaire.

Aujourd'hui au lieu d'une garantie hypothécaire que nous accorde la loi de 1882, ce sont des débentures qu'on nous donne, débentures qui ne valent rien. C'est le moyen de faire perdre au gouvernement l'argent qu'il a avancé. Alors qu'on dise donc tout simplement que cette loi est faite pour donner cinquante ou soixante mille piastres à MM. Gault et Ewing.

M. **Casavant**. — L'honorable député dit que la compagnie a transformé son usine en raffinerie, mais la loi le lui a permis.

M. **Stephens**. — Je ne le conteste pas, mais je dis que si on eut dit cela à l'origine, nous n'aurions pas consenti à l'octroi du subside.

Quant à la culture de la betterave je crains fort qu'on ne réussisse jamais car cette culture prend trop de monde pour qu'elle soit payante.

M. **Casavant**. — Quant à cela, je puis dire que nous avons fait trois campagnes, et l'expérience acquise nous donne lieu de croire que nous réussirons. Si les résolutions sont adoptées, la compagnie s'engage à faire trois autres campagnes. Au moment du succès, on serait donc dans l'impossibilité de continuer les opérations ! Les \$28,000 ont été accordées comme repliage, comme cela a été fait pour les compagnies de chemins de fer.

L'honorable M. **Mercier**. — Au fonds nous abandonnons nos droits. A mon avis, je crois que nous devrions laisser faire la compagnie, et par là nous verrons ce qu'ils vont faire ces messieurs de Montréal. M. Gault est assez prudent en affaire pour ne pas y perdre son argent.

Cette industrie est en décadence, et quand même nous donnerions un million, cela ne ferait rien pour la relever. Les cultivateurs ne veulent pas cultiver la betterave, malgré les efforts que l'on a fait.

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montréal-est, procureur général.* — Les intéressés ont fait des demandes que le gouvernement n'a pas acceptées d'abord. Il fallait concilier les intérêts privés et les intérêts publics.

Ce que le gouvernement soumet n'est pas extraordinaire. C'est une opération qui se fait tous les jours dans le commerce. Le marchand en gros fait des avances au marchand en détail, et si celui-ci se trouve dans de mauvaises affaires, s'il a confiance dans son honnêteté, le marchand en gros lui donne une nouvelle chance de se tirer d'embarras.

On demande d'attendre à l'année prochaine pour prendre la mesure contenue dans ces résolutions. Si l'honorable député de Bagot dit qu'il n'y a pas d'inconvénient à remettre ainsi la chose, je dirai très bien, mais si l'année prochaine c'est trop tard, alors je crois que la Chambre doit prendre une décision dès maintenant.

J'espère que toutes ces entreprises verront des jours meilleurs. On

sait que les débuts d'une nouvelle industrie qui demandent le concours d'autant de personnes, sont toujours difficiles. Espérons que cela va aller mieux.

Nous ne proposons pas de faire de nouveaux déboursés, ce sont simplement de nouvelles facilités que nous accordons.

M. Martel—*député de Chambly*.—Je comprends que la somme de \$70,000 a été votée antérieurement et qu'il reste dû \$21,000 à la compagnie.

M. Demers—*député d'Iberville*.—Nous voulons faire une chose impossible dans notre pays. Ici la main d'œuvre est trop cher pour faire la culture de la betterave avec profit. A l'heure qu'il est les hommes demandent 75 centins à \$1 par jour, à part la nourriture. Les servantes sont aussi très cher. Dans de telles circonstances je pense qu'il est impossible de réussir au moins dans le moment.

M. Casavant.—En réponse à l'honorable procureur général, je déclare au nom des directeurs que si la mesure proposée n'est pas adoptée, la compagnie n'est pas en état de continuer ses opérations et qu'elle devra se mettre en liquidation. Si cela arrive, chacun devra en prendre sa part de responsabilité.

L'honorable **M. Mercier**.—M. Casavant est l'agent salarié de la compagnie, son zèle est donc un peu intéressé. Je ne dis pas cela pour le blesser, mais simplement dans le but de bien définir la position de chacun dans cette Chambre. Ce n'est pas un mal que les services de l'honorable député soient payés par des gens qui s'attendent à faire des bénéfices avec cette entreprise, mais aussi cette circonstance explique la chaleur qu'apporte mon honorable ami à défendre les intérêts de la compagnie.

M. Casavant.—Depuis le mois d'octobre 1883, je n'ai pas reçu un sou de la compagnie et je ne suis plus son employé.

C'est une position toute honorifique que j'occupe et si, M. le président de l'Assemblée pouvait parler, il dirait qu'il n'y a pas un homme qui a fait plus que moi pour sauvegarder les intérêts de la province dans ses rapports avec cette compagnie. C'est moi qui a engagé le gouvernement à faire telle ou telle chose dans l'intérêt du pays.

M. Stephens.—Jamais on ne pourra réussir pour la bonne raison qu'on ne peut faire du sucre de betteraves pour le vendre moins de 10

sous la livre. Or maintenant on peut acheter du sucre de très bonne qualité pour 9 sous à 9 sous et demi le plus. Quand une fabrique ne paie pas, on n'a qu'en en fermer les portes.

La loi dit bien qu'on devra donner au gouvernement des garanties pour tout le montant des \$63,000 avancées, et cependant on n'a pas cette garantie.

Le cabinet ne presse pas l'adoption du projet de loi sur les mines, et cependant quand une petite compagnie demande à puiser dans notre trésor on lui accorde immédiatement cette permission.

M. Bergevin.—*député de Beauharnois.*—Je suis en principe en faveur de cette politique, et je suis d'opinion qu'avant de se prononcer contre ces résolutions, il faut y songer à deux fois. Ce n'est pas la première fois que nous sommes appelés à régler de ces difficultés.

Les compagnies de chemins de fer nous ont donné souvent de ces misères-là, à preuve la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St-Jean.

L'honorable **M. Joly**—*député de Lotbinière.*—Nous donnons complètement cette somme et je crois que même avec ce don la compagnie ne pourra faire l'exploitation qu'elle a entreprise. Au lieu d'abandonner l'hypothèque avant d'avoir la preuve que la compagnie peut continuer ses travaux, nous devrions prendre des mesures pour nous assurer que nous n'avons pas donné notre argent pour rien. On sait très bien qu'il y a des dettes considérables qui rendent cette nouvelle garantie illusoire.

Les résolutions sont adoptées en comité et rapport en est fait à la Chambre.

Il est proposé que la Chambre adopte ces résolutions.

L'honorable **M. Mercier.**—Je propose que cette Chambre ne concoure pas dans ces résolutions vu qu'elle est convaincue qu'elles sont contraires à l'intérêt de la province.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

M. Desjardins, du comité spécial chargé de s'enquérir des faits contenus dans l'acte d'accusation portée par l'honorable député de Chambly contre l'honorable député de St-Hyacinthe, présente le premier rapport suivant de ce comité.

“ Votre comité, après avoir choisi L. G. Desjardins, écr., député du

comité de Montmorency comme son président, est convenu de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

“ 1. Que le quorum de ce comité soit composé de trois membres.

“ 2. Que ce comité soit autorisé à siéger à sa discrétion soit à Montréal, soit à Québec selon qu'il jugera à propos de le faire.

“ 3. Que les membres de la Législature et de la presse soient seuls admis aux séances de ce comité.

“ 4. Que ce comité soit autorisé à employer un ou des sténographes.

“ 5. Qu'attendu qu'il peut s'élever des doutes sur la question de savoir si le comité peut siéger après la prorogation de la Chambre, votre comité recommande que cette Chambre s'ajourne.

“ Et votre comité croit qu'en justice pour les parties intéressées l'ajournement ne devrait pas être à une date plus éloignée que le douzième jour du mois d'août prochain. ”

M. Desjardins du comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions concernant la construction du palais législatif, présente le second rapport de ce comité.

Attendu qu'il peut s'élever des doutes sur la question de savoir si le comité peut siéger légalement après la prorogation de la Chambre, votre comité recommande que la Chambre s'ajourne.

Et votre comité croit qu'en justice pour les parties intéressées, l'ajournement ne devrait pas être à une date plus éloignée que le douzième jour du mois d'août prochain.

La séance est levée.

[Séance de l'après-midi.]

La séance est ouverte à trois heures.

La Chambre continue la délibération sur les résolutions concernant la compagnie de sucre de betteraves.

M. **Poulin**—*député de Rouville*.—J'ai déjà exprimé mon opinion sur ce sujet. J'ai dit que je serais même en faveur de donner \$50,000 à chaque fabrique de sucre de betteraves. C'est une industrie plus importante que celle des fromages.

On connaît les difficultés qu'on a éprouvées pour établir cette indus-

trie, des fromages et cependant l'on voudrait que le succès pour la fabrique du sucre fut plus rapide que pour celle des fromages.

Je crois que l'une des causes de l'insuccès des premières campagnes a été les fausses données fournies par des étrangers au pays et qui ne connaissaient pas nos besoins agricoles. Moi-même j'ai manqué mon coup la première fois, et après m'être renseigné j'ai changé de mode et l'an dernier j'ai eu une récolte qui m'a donné \$80 l'arpent. Cette culture peut rapporter des millions au pays.

Or comme le gouvernement c'est le peuple, je crois qu'il est de son devoir d'encourager cette culture. Avec une terre de trente arpents, on peut en prendre trois pour la betterave, ce qui rapportera \$250 à \$300 et il restera encore vingt-sept arpents qui donneront du profit. Et 30 arpents en grains ne peuvent rapporter plus que trois arpents en betteraves.

Ce sont des spéculateurs qui ont établi ces fabriques, et ils n'en savaient pas plus long que ceux qui voulaient nous montrer la culture de ce légume.

Quant aux résolutions qui sont devant la Chambre, je crois que le gouvernement les a bien étudiées avant de nous les présenter et qu'elles protègent les intérêts publics dont les ministres ont la garde. Dans tous les cas, je ne me prononcerai pas sur leur mérite.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement a une hypothèque sur les immeubles de la compagnie. Par ces résolutions, le gouvernement veut résilier cette hypothèque pour la remplacer par des débetures. Voilà l'opération en deux mots.

On a beau dire que la culture de la betterave peut se faire dans le pays, les résultats démontrent le contraire.

Au reste, quand bien même cela serait, combien de choses ont été faites dans le pays sans l'aide de la province ! Cette compagnie qui a reçu des subsides de la province est endettée par dessus la tête, et on vient nous dire que si on ne fait pas telle ou telle chose, elle ne pourra continuer ses opérations.

Si le gouvernement nous demandait de réduire l'hypothèque, au moins nous saurions le montant qui va nous rester.

On dit que les débetures sont une garantie aussi bonne que l'hypothèque, eh bien ! je vais démontrer que tel n'est pas le cas. Les résolutions autorisent le gouverneur en conseil de résilier l'hypothèque

existante. Si on l'ôte on ne l'aura plus. Et, depuis quand des débentures portent-elles hypothèque ? Oter l'hypothèque et prendre des débentures c'est prendre à la place d'une garantie de premier ordre de simples effets de commerce.

Si on veut accorder une hypothèque quelconque, qu'on le dise donc. Au contraire, on déclare que si nous enlevons l'hypothèque nous aurons des débentures. Avec vos débentures la compagnie pourra vendre tout ce qu'elle a et où irez-vous pour vous faire payer le montant représenté par ces obligations ? Les acheteurs iront au bureau d'enregistrement et constatant là qu'il n'y a pas d'hypothèque, achèteront sans se soucier de de notre créance.

De plus, on nous soumet ces résolutions le jour même où on espérait finir les travaux de la session, et après nous avoir dit que toutes les mesures ministérielles étaient devant la Chambre.

Depuis quinze jours nous travaillons à clore la session et le gouvernement ne cesse de nous soumettre de nouvelles lois. Ce n'est pas raisonnable. Puisqu'il en est ainsi, je vais donner des avis de proposition, car nous recommençons la session. Hier soir même, on était prêt à tout finir et l'on vient encore à la dernière heure nous soumettre une telle proposition. De plus, on formule une accusation contre le chef de l'opposition, à laquelle nous devons répondre. Nous sommes prêts à vous donner le budget, mais à condition que vous finissiez ce système. Je proteste contre ce système et j'avertis la Chambre que chaque jour de la session coûte \$1,000 de dépense. Qu'on y songe.

L'honorable M. Taillon.—L'honorable trésorier a dit que si on s'opposait à l'adoption de ces résolutions, on devra les laisser tomber. Si on se prévaut du règlement de la Chambre on comprend qu'il faudra les abandonner.

M. Gagnon.—Le gouvernement ne pouvait présumer que nous les approuverions.

L'honorable M. Taillon.—Il y a opposition et opposition. Quant la Chambre s'est prononcée en faveur d'une mesure, ordinairement on la laisse adopter sans se prévaloir de tous les moyens que fournit la procédure parlementaire.

M. Gagnon.—C'est ce que nous avons fait hier soir encore, et l'honorable procureur général doit admettre que nous avons été mal-traités. Si le gouvernement veut proroger, qu'il fasse ce qu'il doit faire,

c'est bien simple. Pour nous, nous ne pouvons lui donner ainsi *carte blanche* et nous fermer les yeux.

Je crois qu'à partir de lundi, nous ne devrions avoir que deux séances par jour. Nous ne voulons pas faire de l'obstruction, mais nous voulons nous protéger. On se rappelle que si l'honorable chef de l'opposition n'avait pas interpellé le député de Chambly, nous aurions vu le budget passé et ensuite ce député serait venu accuser le chef de l'opposition et vite on aurait prorogé.

L'honorable M. **Taillon**. — Je n'ai pas la moindre intention de demander des faveurs, mais je dis ceci : prenez l'ordre du jour, avec ce qu'il y a, nous pouvons finir pour lundi, si on le veut.

L'honorable M. **Mercier**. — J'entends bien que le gouvernement ne fasse à l'avenir que ce que le règlement lui permet de faire.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Stephens et Watts.—11.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Charlebois, Désaulniers, Deshênes, Desjardins, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Fréger, Garneau, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—31.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les résolutions sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

L'honorable M. Robertson dépose un projet de loi : acte concernant la subvention accordée à la compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves, en la province de Québec, et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette province.

L'INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le rapport du comité général sur le projet de loi concernant l'indépendance de la Législature.

L'honorable M. **Mercier**.—Je propose que cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements qui donne un effet rétroactif à cette mesure, mais que le dit projet soit renvoyé au comité général avec instruction d'en retrancher les dits amendements.

Ce n'est que dans les temps de grandes crises politiques ou de révolution, ce n'est que dans ces temps-là que l'on voit de telles lois être faites.

L'honorable M. **Taillon**.—On parle d'effet rétroactif, voyons si on a bien raison de le faire. Quand il s'agit de droits acquis, je suis disposé à ne pas intervenir. Ici il s'agit d'actions pénales. Jusqu'à présent, notre loi défendait de prendre un contrat ou de faire un marché quelconque avec le gouvernement général. De son côté, le parlement fédéral a fait une loi qui ne défend pas cela.

Maintenant prenons le cas d'un membre de cette Chambre. Il ne s'attend pas à cette prohibition de notre loi, et de bonne foi, comptant que la législation fédérale est semblable à celle qui le concerne, il entre en marché avec le gouvernement central ou fait un acte qui le prive de ses droits de représentant. Vous voulez que cet homme soit toujours exposé aux persécutions d'un adversaire ou d'un ennemi qui en profitera pour se venger ! Un membre est venu me consulter et me prier d'intervenir auprès d'un ministre fédéral pour quelque affaire. J'ai examiné la loi et je lui ai dit qu'il ne pouvait faire cela sans être sujet aux pénalités de la loi. Cela a été une véritable surprise pour lui. A Ottawa, on aime autant que nous l'indépendance du parlement, et cependant on n'a pas de dispositions aussi sévères dans la loi fédérale.

Nous n'avons pas de précédent ni en Angleterre ni ici avant la confédération ; on doit donc faire une loi nouvelle pour rencontrer les cas qui peuvent se présenter. Tel que c'est à l'heure qu'il est, une personne peut être ruinée pour une offense de fait mais non d'intention. Pourquoi ne pas mettre les députés d'hier sur le même pied que ceux qui viendront demain ? En 1882 on a fait une loi pour venir au secours de ceux que la loi des élections avait rendus inhabiles à être membre de cette Chambre. Et sur la même page du statut on trouve une autre loi pour supprimer le cens d'éligibilité des députés.

On trouve que c'est une tentative audacieuse. Qui va donc souffrir par l'adoption de cette loi. Généralement on n'a pas de sympathie pour les actions pénales. S'il s'agissait de faire tort à quelqu'un, je suis certain qu'il y aurait trop d'esprit de justice dans cette Chambre pour adopter une telle loi.

Je ne suis pas en principe en faveur des lois à effet rétroactif. Mais je n'aime pas non plus les actions pénales. Je demande tout simplement que puisque la Chambre décide que la loi doit être modifiée, que tous les membres soient mis sur le même pied.

Je suppose qu'il y a un an un homme a outragé la loi, et si depuis on n'a pas pensé de venger la morale publique, il me semble qu'il y a là une preuve que nous sommes justifiables de faire cesser l'état de choses dans lequel se trouve cet homme-là.

M. **Stephens.**—La loi dont le procureur général a parlé a été faite pour des cas particuliers. C'est encore cela que l'on nous propose. Pourquoi cette loi d'un caractère si exceptionnel? Est-ce qu'il y a des membres qui se trouvent dans une situation telle que cette loi devra les aider? Cette proposition est très radicale. Le fait est que je suis de plus en plus convaincu que les vrais conservateurs sont de ce côté-ci de la Chambre (l'orateur désigne l'opposition) et que les radicaux sont à la droite. Nous, nous voulons garder ce qui est bon et la droite veut détruire toutes les bonnes choses que nous avons.

Supposons qu'il y aurait un député libéral qui se trouverait avoir besoin de la loi que l'on veut faire, et que le gouvernement fut libéral à Ottawa, est-ce que les ministériels approuveraient une telle modification à la loi existante? Je suis bien certain que non. On sait qu'il y a des circonscriptions qui ont besoin des largesses du gouvernement fédéral, or dans ces cas ce gouvernement a une influence très forte. A Ottawa l'influence de la province est bien moindre qu'ici, car notre cercle d'influence est plus restreint. Ottawa a droit de faire des travaux dans toute l'étendue du Canada, et ici notre sphère d'action est limitée au territoire provincial. Nous avons vu un exemple de la vérité de ce que je dis là aux élections de 1881, dans la division d'Argenteuil. Les travaux sur le canal ont fait une différence de 150 votes.

Quant aux actions pénales je suis en faveur de leur prescription, car il n'est pas juste de ruiner un homme pour cela. J'irai plus loin et je dirai, passez l'éponge sur le passé, mais au moins ne changez pas la loi comme vous le proposez. Mais de grâce n'exposez pas toute la Chambre à d'injustes soupçons en changeant la loi.

Je sais que le procureur général peut faire beaucoup plus avec sa profession que son salaire de ministre. Il ne devrait donc pas craindre de s'opposer à ces mauvaises lois qu'on veut lui faire faire. Au fond, je suis certain que la Chambre n'approuve pas cela. Que les amis de l'indépendance de la Législature ne craignent pas, nous ne voulons pas des rénégats politiques qui pourront vous dire : si vous ne faites pas ceci ou cela, nous allons passer à l'opposition.

Nous n'en voulons pas de ces hommes, le gouvernement peut être

tranquille. Si la Chambre vote une telle loi elle va perdre tout droit à l'estime publique. J'aime mon pays et je voudrais voir toujours la Chambre en dehors de toute atteinte qui pourrait lui enlever le véritable caractère qu'elle doit avoir.

L'honorable M. **Taillon**.—L'honorable député de Montréal-centre nous a offert la prescription des actions pénales. C'est très bien, et en réponse je promets de dire à mes amis que je les laisse parfaitement libres de se prononcer. Et maintenant, je vous offre de prendre le sentiment de la Chambre sur ce sujet.

M. **Stephens**.—Je trouve que la proposition du procureur général est bonne. Qu'on passe l'éponge sur le passé, mais qu'on garde la loi actuelle.

L'honorable M. **Mercier**.—J'approuve la suggestion de mon honorable ami.

L'honorable M. **Marchand**.—*député de St. Jean*.—La proposition que nous avons devant nous est étonnante de la part d'un gouvernement conservateur. Lorsque j'entends des opinions comme celles qui ont été exprimées de l'autre côté de la Chambre, je me demande si le député de Montréal-centre n'avait pas raison de dire que nous sommes les vrais conservateurs. Les révolutionnaires, les radicaux sont à droite tandis que nous travaillons à les empêcher de bouleverser nos lois protectrices du bon ordre dans le fonctionnement de nos institutions politiques. Depuis quatre ans, tout ce qui a été proposé qui tenait au radicalisme nous est venu de la droite.

J'ai été surpris d'entendre dire au procureur général qu'il ne voulait pas faire punir des gens qui ont violé la loi. J'espère bien qu'on n'a pas fait cette loi pour tromper le public. Pourquoi viendrait-on dire que ceux même qui l'ont faite et qui l'ont enfreint ne doivent pas être punis. Ce serait un bien mauvais précédent.

Il y a un principe qui dit que tout le monde est censé connaître la loi. Ici il s'agit d'un député. C'est lui qui fait les lois et il ne les connaîtrait pas ! Il faut avouer que c'est un peu fort. Je dois présumer qu'il n'y a ici qu'un cas exceptionnel, car je crois qu'il n'y a pas plusieurs députés qui soient si ignorants de la loi pour l'avoir violé sans le savoir. Cette loi est donc pour régler un cas exceptionnel. Mais en même temps on veut changer la loi de manière à atteindre l'indépendance de la Législature.

Nous avons lutté pour obtenir cette indépendance dont nous jouissons maintenant. Nous avons cru que le double mandat était un obstacle que nous devions vaincre, et nous avons réussi à enlever la position.

L'honorable **M. Taillon**.—Nous voulions laisser aux électeurs la liberté de choisir qui ils voulaient pour les représenter.

L'honorable **M. Marchand**.—Ce n'était pas un motif sérieux, car le député doit voter dans les intérêts généraux du pays.

Je suis d'accord avec la suggestion du député de Montréal-centre. S'il y a des cas exceptionnels, qu'on passe l'éponge sur ces faits-là mais que ces députés n'y retournent plus. Je ne pensais pas qu'il y avait des gens aussi ignorants de la loi. Mais au moins qu'on ne change pas la situation pour l'avenir.

Je vous le demande, M. le président, où est l'indépendance des membres de cette Chambre, si le gouvernement fédéral peut faire sentir son influence sur les membres de la Législature.

Supposons que nous soyons au pouvoir et que notre majorité ne soit que de dix voix, est-ce que le gouvernement fédéral ne pourrait pas au moyen de dix contrats nous mettre en minorité ? Cela pourrait se faire assurément. La tentation de faire fortune pourrait en faire succomber plusieurs et il vaut mieux exposer personne à ce danger.

Nous avons réussi, comme je l'ai dit, à assurer l'indépendance du parlement,—et c'est à force de sollicitations que nous avons obtenu le concours de la majorité conservatrice en faveur de nos vues,—n'allons pas tout détruire d'un trait de plume. Quand nous travaillions à obtenir la loi actuelle, la Chambre écouta nos représentations et adopta la législation existante, bien que la majorité fut en position de profiter de l'état de choses d'alors, elle a cependant consenti à voter cette loi consacrant notre indépendance contre les atteintes du pouvoir fédéral, le plus à craindre.

Le gouvernement doit avoir un but tout spécial en nous présentant ce projet de loi, car il attaque l'une des lois organiques de la province, et on ne peut le faire sans de grands inconvénients. Il doit donc y avoir des raisons très fortes et le procureur général ne nous en a pas données, de même qu'il ne nous a pas démontré l'utilité du changement. On ne peut prétendre qu'il faut modifier la loi parce qu'il y a des députés assez ignorants pour ne pas connaître ce qu'ils doivent faire comme membres de cette Chambre. Ce n'est pas une raison suffisante pour introduire l'influence du parlement fédéral dans cette Chambre.

Qu'on passe l'éponge sur ce qui a été fait, très bien, mais qu'on s'arrête là.

On a beaucoup parlé de l'autonomie de la province, eh bien ! c'est en permettant ainsi l'introduction de l'influence fédérale dans notre Chambre qu'on aura l'union législative.

M. Robidoux. — *député de Chateauguay.* — Je croyais, avant aujourd'hui, que quand le gouvernement présente une loi, c'est dans l'intérêt public. Je ne vois pas de raison publique pour modifier la loi en question. Est-ce qu'il est nécessaire pour être bon député, d'être entrepreneur pour le compte du gouvernement fédéral ? Je ne le crois pas.

On a discuté beaucoup l'autonomie de la province et on a dit qu'il fallait à l'avenir se mettre sur ses gardes contre les influences et l'action fédérales. Or cette loi nous donnera-t-elle bien de la force pour protester contre les empiètements du pouvoir central. Le député entrepreneur pourra-t-il bien aisément dire qu'il y a des empiètements de faits de la part du gouvernement fédéral sur nos institutions provinciales. Les suppléments au prix stipulé, se sont les profits des entrepreneurs, et ces suppléments seront toujours un appât qui fermera la bouche de ces députés quand leur devoir les obligera de parler.

De plus cette loi proclame le principe de la rétroactivité. Voici quelqu'un qui se sera moqué de nos droits, des lois, et nous irions lui dire publiquement qu'il a bien fait, celui-là trouverait ici des protecteurs ?

Qui de nous ne parle pas avec éloquence de l'indépendance des membres. Et cependant on propose de supprimer cette loi dont aucune législature ne voudrait se passer..

Où donc est le mal de ne pas se lier par un contrat avec le gouvernement fédéral. Y a-t-il un bien à obtenir ou y a-t-il un mal à éviter ? On n'est pas obligé d'être député si l'on veut être entrepreneur. Si on veut être entrepreneur, qu'on ne soit pas député.

La vraie raison c'est que l'on veut probablement protéger quelqu'un. Sommes nous ici pour faire de ces lois exceptionnelles. Je crois que nous sommes ici pour faire respecter nos lois avant tout. Nous ne sommes pas ici pour nous en moquer et pour faire des lois dans le but de laver quelques-uns qui ne peuvent sortir de la situation où ils se sont mis aussi blancs qu'ils y sont entrés.

M. Lemieux.—*député de Lévis.*—L'honorable procureur général a

dit que les actions pénales sont considérées comme odieuses. Les avocats et les juges les considèrent comme telles. Je n'ai jamais voulu prendre de ces actions dans le cours de ma pratique. J'ai toujours cru que les gens qui les demandaient étaient mus par l'esprit de vengeance.

Il y a des cas où un homme a pu de bonne foi, se rendre coupable d'une violation de la loi sans être en équité passible de l'amende qu'il a légalement encourue. Il peut se faire qu'il n'ait pas connu la loi. Mais dans le cas actuel on veut que le député qui a pris un contrat du gouvernement fédéral ne soit pas soumis à la loi réglant l'indépendance de cette Chambre. Je prétends que dans ces cas de contrats, le gouvernement fédéral doit mettre le député en garde contre les conséquences de la loi. En thèse générale le député est l'homme le plus qualifié à faire les lois, et si c'est le cas, ce ne doit pas être celui pour lequel on plaide ignorance.

Si le procureur général voulait dire toute la vérité, il dirait que c'est pour soulager un député dans cette Chambre. Si le procureur général nous avait dit dès le début, qu'il y avait un cas où la vengeance pourrait s'exercer, j'aurais dit le premier qu'il faut protéger ce député-là. J'aurais dit très bien, et je vais appuyer les mesures que vous allez prendre. Je serai toujours heureux de contribuer à empêcher ces députés à payer une somme qu'ils ne devraient pas payer.

Je voudrais avoir, M. le président, les livres que je consulte lorsque je traite des questions de droit, je démontrerais que les plus grands auteurs se sont prononcés contre le fait d'agir à la légère dans les questions de rétroactivité.

L'honorable procureur général ne nous a pas dit qu'il fallait absolument changer la loi. J'ai entendu dire par les juges qu'il est malheureux que nous fassions tant de lois et que nous les changions si souvent. La loi que l'on propose de modifier a pour but de protéger les membres de cette Chambre contre les influences extérieures.

Cette loi est aussi faite pour protéger le gouvernement. Autrement, les ministres pourraient dire à un membre : nous ne pouvons vous donner des contrats, mais nous allons demander au gouvernement fédéral de vous en donner, et par notre influence vous allez avoir ce que vous désirez. Voilà encore un danger que la loi actuelle nous fait éviter.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières*.—Je ne vois pas de raison de changer la loi de 1869, passée pendant l'administration

de M. Chauveau. Je ne m'occupe pas de savoir si le gouvernement veut pourvoir à un cas ou à un autre, j'espère que le gouvernement se met au-dessus de cela.

Par cette loi de 1869, il n'est pas permis à un député de faire un contrat pour travaux, avec le gouvernement fédéral. Je crois qu'on a été trop loin. La somme n'y fait rien. Il n'est pas plus permis de faire une entreprise pour \$50 que pour \$7,000. Je comprends que la loi serait raisonnable si elle donnait une certaine latitude. Ainsi, si elle ne frappait que les contrats pour des montants élevés, très bien, car la nature humaine est toujours la même.

On pourrait dire par exemple que le montant de l'entreprise ne devrait pas dépasser une certaine somme.

L'honorable M. **Mercier**.—Où est la limite de la vénalité?

L'honorable M. **Turcotte**.—Je crois que les hommes qui sont ici sont honorables. Jamais je ne croirai qu'un homme qui a un contrat de \$50 se laissera influencer par cela, mais ce n'est pas la même chose pour \$100,000. Nous pourrions dire \$5,000.

Je ne pense pas qu'un contrat de \$500 puisse influencer aucun de nous, mais le montant étant considérable, alors le contraire pourrait se produire.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Cette loi existe depuis longtemps, même avant la confédération. C'est donc un pas regrettable qu'on nous propose de faire. Le procureur général le regrettera tout le premier. On pourrait peut-être faire avec à propos une certaine distinction dans la nature des contrats. Mais qu'on n'introduise pas ici l'influence d'Ottawa, afin que lorsque nous aurons à lutter contre cette influence, on ne puisse pas se mettre sous l'immunité de la loi que nous aurons faite.

Quant à ceux qui pourraient menacer le gouvernement s'il leur refuse le bénéfice du projet de loi que nous discutons, je dirai que de ces misérables nous n'en voulons pas.

On demande qu'il y ait prescription pour la punition de l'offense. Je l'admets puisqu'on a la prescription pour dette. Les autres modifications faites en comité ont été écrites par la même main, car elles sont de la même écriture; le député de Montmorency a passé l'amendement le plus odieux au député de Terrebonne. En effet, la modification proposée par le député de Terrebonne intervient dans des cas jugés, car on

dit que les pénalités encourues ne pourraient être perçues après l'adoption de cette loi. C'est là un coup d'audace que la Chambre doit repousser.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

M. Asselin propose que le deuxième rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions relatives à la construction du palais législatif, déposé aujourd'hui, soit adopté.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Asselin, Bernard, Demers, Faucher de St-Maurice, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Nantel, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Turcotte et Watts.—15.

Ont voté contre :—MM. Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Casavant, Charlebois, Deschênes, Dorais, Flynn, Frégeau, Garneau, Marcotte, Marion, Martin, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—22.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. **Mercier**.—Je comprends le jeu de nos adversaires. On veut étouffer l'enquête que l'on a accordée. J'en appelle à mes adversaires—je sais qu'il y en a parmi eux qui sont loyaux, qui aiment à traiter avec justice un adversaire—je leur fait appel pour nous donner les enquêtes promises. Je suis accusé et je veux que mon accusateur ait l'occasion de prouver son accusation. On ne peut se plaindre de moi, puisque je sollicite moi-même mon procès. C'est une simple mesure de justice que je demande, j'espère qu'on ne me la refusera pas.

M. Asselin propose que le premier rapport du comité chargé de s'enquérir des faits contenus dans l'acte d'accusation portée par l'honorable député de Chambly contre l'honorable député de St-Hyacinthe, soit adopté.

M. **Gagnon**.—M. le président, je désire savoir si le gouvernement va repousser le rapport du comité, pour s'enquérir de l'accusation du député de Chambly contre le chef de l'opposition....

On ne veut pas me répondre, on médite donc quelque ruse pour nous

empêcher d'avoir ce que nous demandons. Donnez-nous l'enquête et nous vous laisserons proroger les chambres. Sinon, vous en serez quittes pour nous chasser d'ici par la force brutale. Nous ne sortirons pas autrement. Le séjour de Québec est plus charmant que jamais à cette saison ; ses habitants sont connus pour leur large hospitalité, ses sites sont remarquablement beaux. Nous pouvons bien y passer encore deux ou trois semaines. La province n'y perdra rien ; cela permettra au gouvernement de compléter son œuvre, de présenter quelques lois importantes ; car jusqu'à présent il n'en a fait passer aucune.

Nous demandons, nous, que cette enquête se fasse, et au plus vite, parce que nous n'avons rien à craindre ; M. Mercier sortira de l'épreuve plus grand, plus inattaquable que jamais. L'enquête établira que, si jusqu'ici il a répondu par le silence à toutes les calomnies répandues sur son compte, il l'a fait par générosité pour ses adversaires ; car enfin, il s'est vendu, il y a eu un acheteur et quel était-il dans le présent cas ? Un procureur général, un premier ministre, un chef de parti ! En cherchant à se justifier, M. Mercier aurait été obligé de perdre M. Mousseau ; il a préféré se taire et cette générosité l'honore. Le député de Chambly, malgré sa colossale intelligence, ne comprend pas ces délicatesses là, lui. Il ne s'est pas aperçu que l'arme était à deux tranchants, et qu'en attendant à la dernière heure pour frapper traitreusement le chef de l'opposition, il allait porter un coup fatal à son ancien chef, à l'homme auquel il montra une fidélité. . . . pendant toute une session.

Nous ne sommes ici que dix-sept, mais dix-sept hommes décidés, on nous connaît ; dix-sept contre quarante-sept ! Nous demandons à ceux-ci s'ils veulent persister à nous écraser sous leur brutale majorité, s'ils sont assez dépourvus de justice pour nous refuser maintenant une enquête qu'ils ont accordée eux-mêmes hier, s'ils ont assez peu de cœur, d'honneur. . .

L'honorable M. **Taillon**.—On devrait au moins, puisque l'on veut se donner le petit plaisir de faire des scènes aussi grotesques que celle que nous voyons, on devrait au moins tenir un langage parlementaire et d'homme bien élevé.

M. le **Président**.—J'espère que l'honorable député va se tenir dans les bornes du règlement.

M. **Gagnon**.—Je m'efforcerai de ne pas dépasser ces bornes, mais je ne puis qu'être indigné au sujet de la conduite de nos adversaires.

Je comprends que le procureur général soit un peu ému ce soir ; mais, s'il ne nous permet pas de faire les enquêtes promises, nous lui réservons d'autres émotions. Il n'était donc pas sérieux quand il a constitué les comités spéciaux ; il ne cherchait donc qu'à tromper la Chambre et le pays ? S'il persiste dans son refus, c'est donc qu'il a peur de la lumière ; il admet donc que le déshonneur n'est pas de notre côté ? C'est bien cela en effet et l'histoire de cette session attestera de la justice de notre cause et du courage de ses défenseurs.

M. Robidoux—*député de Chateauguay*.—Si le gouvernement ne veut pas soutenir l'accusation contre le chef de l'opposition, qu'il signe, comme cela se fait devant les tribunaux, un *nolle prosequi* et que ce soit fini. Mais cessez de faire croire que vous êtes sérieux en accordant une enquête lorsque vous nous enlevez ensuite les moyens de la faire.

L'honorable **M. Taillon**.—Le gouvernement n'a pas encore pris de décision quant à ce qui concerne l'ajournement de la Chambre, que propose les rapports des comités. Nous ne pourrions donner de réponse définitive que lundi prochain.

La proposition de M. Asselin est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Bernard, Demers, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Nantel, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Turcotte et Watts.—15.

Ont voté contre :—MM. Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Casavant, Charlebois, Deschênes, Flynn, Frégeau, Garneau, Marcotte, Marion, Martin, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Saint-Hilaire, Taillon et Trudel.—21.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE.

La Chambre reprend sa délibération sur la proposition de l'honorable M. Taillon, "que la Chambre concoure avec le comité général dans les amendements faits au projet de loi pour modifier l'acte 32 Victoria, chapitre 3, concernant l'indépendance de la Législature de cette province," et sur la proposition de l'honorable M. Mercier, "que cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements qui donnent un effet rétroactif à cette mesure, mais que le dit projet soit renvoyé au comité général avec instruction d'en retrancher les dits amendements."

M. Gagnon propose que tous les mots après “ que ” dans le dit amendement soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre ne conçoire pas dans les dits amendements, mais que le projet soit renvoyé de nouveau au comité général, avec instruction de le modifier en y laissant que les dispositions à l'effet de limiter à douze mois les poursuites pour pénalités, tant pour le passé que pour l'avenir. ”

Cette dernière proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Beauchamp, Bernard, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Turcotte et Watts. — 12.

Ont voté contre : — MM. Asselin, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Casavant, Charlebois, Deschênes, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Marcotte Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon et Trudel. — 25.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix.

Ont voté pour : — MM. Beauchamp, Bernard, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Turcotte et Watts. — 12.

Ont voté contre : — MM. Asselin, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Casavant, Charlebois, Deschênes, Dorais, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon et Trudel. — 25.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La suite de la délibération est renvoyée à une date ultérieure.

M. le président informe la Chambre qu'il a émis un mandat pour une nouvelle élection à Mégantic.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du lundi, le 9 juin 1884.

SOMMAIRE :—Proposition de M. Gagnon sur la fixation des séances. Proposition de l'honorable M. Taillon demandant de passer à l'ordre du jour. Objection de M. Gagnon.—Dépôt, par M. Desjardins du deuxième rapport du comité nommé pour s'enquérir de l'accusation formulée par M. Martel.—Dépôt, par M. Desjardins, du troisième rapport du comité nommé pour s'enquérir de l'accusation formulée par M. Mercier.—Dépôt et adoption définitive d'une loi pour nommer deux commissions royales. Résolution pourvoyant au paiement des dépenses de ces commissions. Résolution autorisant le paiement des dépenses d'une enquête sur le chemin de fer Q. M. O. & O.—Adoption du projet de loi concernant les officiers publics.—Deuxième délibération sur le projet de loi concernant la subvention accordée à la compagnie de sucre de betteraves.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE J. WURTELE.

La séance est ouverte à onze heures.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Je propose qu'à partir de mardi prochain inclusivement, la règle sessionnelle de cette Chambre, adoptée le 28 mai dernier, soit rescindée et rappelée, et que ultérieurement jusqu'à la fin de la session, il y ait deux séances de cette Chambre chaque jour, la première de 3 à 6 heures P. M., et la seconde de 8 heures P. M., jusqu'à l'ajournement.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général* Je propose par voie d'amendement, que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour.

M. **Gagnon**.—Je prétends que cette proposition n'est pas régulière :

1. Parce qu'en passant à l'ordre du jour, la journée d'aujourd'hui serait enlevée aux mesures publiques.

2. Parce que, par ce procédé, on donnerait au gouvernement sans avis, une journée réservée aux projets de loi et ordres publics, les mesures du gouvernement étant seules sur cette partie des ordres du jour ainsi intitulé ;

3. Parce qu'en permettant ce procédé qui peut se répéter dès le commencement d'une session, on pourrait empêcher la Chambre pendant toute une session de s'occuper des avis de proposition.

4. Parce que cette proposition a les mêmes effets que la clôture et que la clôture n'existe pas dans nos règles parlementaires ;

5. Parce que cette proposition tend à enlever à l'opposition, sans avis, la protection que les règles parlementaires lui accordent ;

6. Parce que tel procédé est, en conséquence, contraire aux principes et à l'essence du gouvernement parlementaire tel qu'il nous est octroyé.

M. Desjardins—*député de Montmorency*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, le deuxième rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des faits contenus dans l'acte d'accusation portée par l'honorable député de Chambly contre l'honorable député de St-Hyacinthe.

Voici le texte de ce rapport :

“ Votre comité à l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son deuxième rapport, comme suit :

“ Votre comité, après avoir choisi L. G. Desjardins, écr., député du comté de Montmorency comme son président, est convenu de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

“ 1. Que pour les fins de l'enquête, le quorum de ce comité soit de trois membres.

“ 2. Que ce comité soit autorisé à siéger à sa discrétion soit à Montréal, soit à Québec, selon qu'il jugera à propos de le faire.

“ 3. Que les membres de la Législature, de la presse, ainsi que les parties et leurs procureurs, soient seuls admis aux séances de ce comité.

“ 4. Que ce comité soit autorisé à employer un ou des sténographes.

“ 5. Attendu qu'il est probable que ce comité ne pourra pas terminer ses travaux avant la prorogation de la Législature, il suggère respectueusement à votre honorable Chambre qu'il devrait être constitué en commission royale, pour procéder suivant l'ordre de cette Chambre.”

(Séance de l'après-midi.)

La séance est ouverte à trois heures.

M. Desjardins.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le troisième rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions concernant la construction du palais législatif.

Voici le texte de ce rapport :

“ Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre un troisième rapport comme suit :

“ 1. Que les parties et leurs procureurs soient admis aux séances de ce comité ;

“ 2. Attendu qu’il est probable que le comité ne pourra pas terminer ses travaux avant la prorogation de la Législature, il suggère respectueusement à votre honorable Chambre qu’il devrait être constitué en commission royale, immédiatement après la prorogation, pour procéder suivant l’ordre de cette Chambre.”

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

L’honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J’ai l’honneur de proposer que la Chambre siège en comité général pour examiner la résolution suivante :

“ Sur le certificat de celui que ces comités nommeront leur président respectif, le dit certificat approuvé par le président de l’Assemblée législative, le trésorier est de la province autorisé à avancer à tel président les deniers nécessaires pour payer les dépenses de voyage des commissaires, l’assignation et la taxe des témoins, les frais des sténographes et autres dépenses nécessaires.”

Le lieutenant gouverneur a pris connaissance de cette résolution, et il l’a recommandé à notre considération.

La résolution est définitivement adoptée dans les formes réglementaires.

Un projet de loi pour nommer commissaires les membres de certains comités spéciaux de l’Assemblée législative, est d’urgence définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La résolution suivante est aussi définitivement adoptée dans les formes réglementaires :

Attendu que le gouvernement a exprimé l’intention de nommer une commission royale, pour s’enquérir de certaines questions concernant le chemin de fer Q. M. O. et O., et qu’il est nécessaire de pourvoir aux dépenses de cette enquête.

Que le trésorier de la province est autorisé à avancer, sur le certificat de la dite commission, approuvé par le procureur général, les honoraires et les dépenses de voyage de la dite commission, l’assignation et la taxe des témoins, les frais directs d’un sténographe et autres dépenses incindentes, et que la Chambre tiendra compte de la somme ainsi dépensée et indemniserà le trésorier des dépenses qu’il aura faites à ce sujet.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi concernant le cautionnement des officiers publics de la province.

La proposition relative à la troisième délibération sur ce projet de loi est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Casavant, Désaulniers, Deschênes, Dorais, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Lynch, Marcotte, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—26.

Ont voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Robidoux, Shehyn, Stephens et Watts.—11

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. **Robertson**.—Je propose que le projet de loi concernant la subvention accordée à la compagnie pour la fabrication du sucre de betteraves de la province de Québec et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette province, soit adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Mercier**.—Je propose que la deuxième délibération n'ait lieu que dans trois mois.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Dorais, Gagnon, Garneau, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, et Watts.—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Casavant, Désaulniers, Deschênes, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lynch, Marcotte, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—25.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet est adopté en deuxième délibération.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi, le 10 juin 1884.

SOMMAIRE :—Adoption de divers projets de loi.—Observations de MM. Gagnon, Taillon, Blanchet, Lemieux et Mercier, sur la constitution de la cour supérieure siégeant en révision à Québec.—Délibération sur le projet de loi concernant la compagnie de sucre de betteraves.—Projet de loi du budget.—Amendement de l'honorable M. Marchand.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE J. WURTELE.

La séance est ouverte à dix heures.

Un projet de loi, déposé par M. Trudel, pour assurer l'indépendance des membres de la Législature de cette province est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. Robertson dépose un projet : “octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1884, et le 30 juin 1885, et pour d'autres fins du service public”

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copies de tous rapports et arrêtés du conseil, correspondances, rapports d'ingénieurs, opinions légales et généralement de tous documents quelconques se rapportant au paiement des \$30,960 au Québec central, fait le 4 décembre 1883.

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état de toutes les sommes d'argent payées à L. A. Robitaille, depuis le 1er juillet 1882, avec la date et l'autorité de chaque paiement.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St. Jean*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état détaillé des dépenses d'entretien et de réparation de Spencer Wood, indiquées à la page 67 des comptes publics de 1882-83 et en l'état des recettes et dépenses de la province depuis le premier juillet 1883 au 31 mars dernier.

Ces propositions sont adoptées.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

L'honorable M. **Mercier**.—Le gouvernement a-t-il permis à M. Whelan entrepreneur du palais de justice, de retirer son dépôt de garantie ?

Si, oui, à quelles conditions ?

Si, non, le gouvernement se propose-t-il de lui permettre de le retirer et à quelles conditions ?

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—Le gouvernement n'a pas permis à M. Whelan de retirer son dépôt de garantie.

M. Whelan a offert au gouvernement de nouvelles garanties au lieu et place de son dépôt. Cette offre est sous la considération du gouvernement.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—Le gouvernement est-il informé que M. Beaudry, protonotaire du district de Beauharnois, a donné sa démission ?

L'honorable M. **Taillon**.—Oui.

M. **Robidoux**.—Combien le gouvernement a-t-il payé pour la traduction, en français, d'un pamphlet écrit en anglais par le professeur Smith sur les arts et manufactures ?

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Rien n'a été payé à Québec. Si quelque somme a été payée, ce doit être par le bureau des arts et manufactures.

Le projet de loi pour modifier de nouveau la loi générale des mines de Québec de 1880 est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

COURS SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les amendements faits en comité général au le projet de loi pour modifier les lois concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le code de procédure civile.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—M. le président, je désire attirer l'attention de l'honorable procureur général et de la Chambre sur une anomalie assez grave qui existe dans l'organisation de certain tribunal à Québec. Je crois qu'il y a un abus dans le fait que je vais

signaler à votre attention et j'espère que l'honorable procureur général s'empressera de rétablir l'ordre de choses voulu par la loi. J'avoue que j'aurais préféré voir une disposition dans ce projet de loi remédiant à cet abus. Mais puisqu'on n'a pas cru convenable d'en agir ainsi, je saisis cette occasion pour signaler le mal et demander le remède.

Nous avons une cour de révision à Québec, c'est à dire que les jugements rendus par un seul juge sont, sur appel, révisés par un tribunal composé de trois juges de la cour supérieure.

D'abord je dirai que je désire faire les remarques qui vont suivre avec toute la modération qu'exige un pareil sujet. Je n'entends attaquer personne en particulier, encore moins faire les moindres observations blessantes pour le banc judiciaire, pour lequel je professe le plus profond respect et la plus grande admiration.

La cour de révision a été établie dans le but de contrôler, s'il y a lieu, les décisions des juges créés lors de la loi pour la décentralisation de l'administration de la justice. Dans les cas d'appels, ce sont trois juges nouveaux qui siègent en révision. Je parle ici pour le district de Québec.

En vertu de la loi, les juges des campagnes ont également le droit comme ceux qui sont nommés pour le district judiciaire de Québec, de siéger dans la cour de révision. A Montréal, c'est ce qui a lieu, et on se trouve bien de cette manière d'interpréter la loi. Ainsi à Québec, on ne voit jamais les juges des districts ruraux siéger en révision. En signalant cette violation de l'intention et de la lettre de la loi, je crois accomplir un devoir. Je me plains de cet état de choses pour trois raisons :

D'abord le système qui s'est introduit a pour effet de détruire l'uniformité dans les décisions. A l'heure qu'il est nous avons à Québec une cour de révision de fait mais non de droit, composée de juges qui se sont donnés la mission de réviser les jugements de leurs collègues des districts ruraux, sans que ces derniers aient l'avantage de siéger à leur tour dans ce tribunal et d'y faire valoir leurs raisons. Cette cour s'est établie d'elle-même. De cette manière les juges des campagnes n'ont pas le même avantage que ceux de Québec, de faire connaître les motifs de leurs jugements.

La seconde raison pour laquelle je me plains, c'est que ce système crée un avantage pour certains juges au détriment de leurs collègues, occupant la même position aux yeux de la loi. Les juges qui compo-

sent cette cour de révision jouissent d'une position supérieure à celle de leurs confrères. On leur donne une certaine considération que les autres juges n'ont pas.

Cependant je ne crains pas d'affirmer que les juges Taschereau, Routhier, Bourgeois et autres que je pourrais nommer, ont autant de science légale, que les membres de cette cour de révision, et néanmoins il ne font jamais partie de ce tribunal.

Il me semble que ces juges devraient avoir la même chance que leurs collègues, pour le moment, privilégiés. C'est créé une espèce de supériorité regrettable. C'est tellement le cas qu'à Québec il est rare qu'on demande le recours en appel devant cette cour de révision. Les avocats savent que le juge, avant de rendre jugement dans une cause appellable, consulte ses collègues, de là l'inutilité d'aller en révision. Tandis qu'à Montréal, c'est le contraire qui existe, c'est-à-dire qu'on se conforme à la loi qui dit formellement :

“ Toute partie lésée par un jugement définitif rendu à la cour supérieure ou dans toute cause susceptible d'appel à la cour de circuit, dans aucun district, ou par un jugement interlocutoire portant exécution en ordonnant qu'il soit fait ou exécuté certaine chose à laquelle il ne peut être remédié par le jugement définitif ou par lequel l'affaire en litige entre les parties peut-être décidée en partie, ou l'audition et le jugement définitif retardés inutilement, pourra faire reviser la cause devant trois juges de la cour supérieure à Montréal ou à Québec, en la manière ci-dessous prescrite ; et des jours spéciaux pendant le terme pourront être fixés par les juges de la dite cour résidant à Québec ou à Montréal, ou deux d'entre'eux, pour la révision de ces causes ; mais jusqu'à ce que ces jours soient ainsi fixés, ces causes pourront être revisées à tout jour du terme.”

Et plus loin, à l'article 26 de la loi que je cite, je lis ce qui suit :

“ Dans les causes décidées à la cour supérieure ou de circuit dans aucun des districts de Montréal, Outaouais, Terrebonne, Joliette, Richelieu, St-François, Bedford, St-Hyacinthe, Iberville ou Beauharnois, la révision aura lieu à Montréal, et dans les causes décidées dans l'une ou l'autre de ces cours dans aucun des districts de Québec, Trois-Rivières, Saguenay, Gaspé, Chicoutimi, Kamouraska, Montmagny, Beauce ou Arthabaska, la révision aura lieu à Québec, et la transmission ou remise du dossier se fera par la malle, excepté dans les causes de la cour de circuit à Québec ou Montréal.”

Ceci est très formel et prouve à la Chambre que les juges des autres districts ont, tout comme les juges résidant à Québec, le droit de siéger en cour de révision. C'est pourtant ce qui ne se fait pas. La juridiction des juges de la cour supérieure s'étend à toute la province. Or, je ne vois pas pourquoi on continuerait le système qui s'est insensiblement introduit dans notre organisation judiciaire.

La troisième raison, M. le président, qui me fait prendre la parole, c'est que nous devrions suivre pour les causes civiles le système adopté pour les élections contestées.

L'honorable juge Loranger, le commissaire-codificateur le dit en termes plus énergiques que moi. Dans son travail sur les réformes judiciaires, je lis ce qui suit :

“ Ce fut pour obvier aux abus produits par le jugement d'un seul juge, et à l'insuffisance des tribunaux ainsi présidés, qu'en 1864 la cour de révision fut instituée à Québec et à Montréal. Ce retour aux anciennes traditions juridiques, excellent en principe, si on met de côté l'atteinte que portait ce tribunal à la décentralisation, se montra cependant inefficace en pratique. L'exclusion implicite des juges *à quo*, résidant dans les autres districts, plaçait leurs jugements dans une condition d'infériorité à l'égard de ceux des juges de Québec et de Montréal qui tenaient la cour de révision en ces villes, en enlevant aux juges des nouveaux districts, la faculté de communiquer au tribunal les motifs de leur décision.

“ Le barreau remarqua bientôt une différence sensible dans le nombre des jugements infirmés venant des districts de Montréal et de Québec et ceux des autres districts, et des plaintes furent proférées à ce sujet. La Législature attribuant cette inégalité au motif cité plus haut et voulant faire cesser le mécontentement, établit la règle, qui est encore en force, excluant la participation du juge *à quo* au jugement sur la révision ; mais cette réforme resta inhabile à faire cesser le mécontentement, qui est aujourd'hui rendu à son comble, et que rien moins que la suppression du tribunal même ne peut apaiser.”

Ainsi donc, bien qu'on ait empêché le juge qui avait décidé en première instance de siéger en révision, le mécontentement n'a pas cessé et l'on demande, même l'abolition de cette cour de révision. Les plaintes sont très fortes puisqu'on en est rendu à solliciter l'abolition de ce tribunal, sans suggérer de moyen d'améliorer le système actuel.

M. le président, je ne désire pas fatiguer la Chambre. Je constate

l'espèce d'abus dont on se plaint. Maintenant à qui la faute? Est-ce du juge en chef? Nous avons un homme très bien qualifié dans la personne de l'honorable juge Meredith. Pour ma part, je dis que je verrais avec plaisir le juge en chef être décoré, comme il en a été question dans la presse. Je crois aussi que les plus vieux juges devraient recevoir des décorations. Ce serait un honneur non-seulement pour eux mais également pour la province.

J'ai dit que je ne voulais pas fatiguer la Chambre, aussi je me résume en répétant que les juges des campagnes sont qualifiés à prendre part aux travaux du tribunal de révision. J'ai vu par exemple le juge Tasche-reau siéger à Montréal, et j'ai raison de croire que les justiciables de ce district n'ont pas eu à se plaindre de ses travaux. Il me semble qu'il pourrait siéger aussi à Québec. On peut en dire autant des autres juges. Car nous pouvons dire avec orgueil et vérité que peu de pays, s'il y en a, possède une magistrature plus intègre, plus digne et plus respectée que la nôtre. Cet éloge est bien mérité et tout le monde partage les sentiments que j'exprime en ce moment. Notre magistrature par sa science, son intégrité inattaquable mérite nos louanges et toute notre admiration. Pour ma part, je professe pour elle le respect le plus profond. Le respect et l'admiration du peuple c'est la digne récompense d'une carrière consacrée à l'administration de la justice.

L'abus dont j'ai parlé est-il dû au procureur général ; je ne crois pas que ce soit la faute du procureur général. Seulement je me permettrai de lui dire qu'il doit insister pour que ce système prenne fin. Je crois que l'honorable procureur général devrait voir le juge en chef et qu'il devrait lui dire ce qui en est.

J'espère que la presse, qui est représentée dans cette Chambre, ne dira pas que j'ai fait une charge contre les juges. Je me suis efforcé de parler avec tout le calme possible et je crois avoir exprimé mes vues avec assez de modération, pour ne pas courir le risque de voir mes remarques recevoir une interprétation aussi étrangère à ma pensée. Loin de vouloir attaquer notre magistrature, j'ai dit, et je le répète avec plaisir, que je serais heureux de voir le juge en chef décoré. Je voudrais voir aussi la récompense de la décoration étendue au bénéfice de plusieurs autres juges qui la méritent pour divers motifs, qu'il serait long d'énumérer ici.

Quand j'ai vu le projet de loi de l'honorable procureur général, j'ai cru qu'il y aurait des réformes importantes de faites. Entre autres choses, j'espérais voir la réforme suggérée par M. Loranger ; mais sans apporter

aucune modification à la loi, je crois qu'il est possible de rendre la justice dont je parle. Que l'honorable procureur général voit le juge en chef et je suis certain que ce juge ne manquera pas de rendre justice à ses collègues sur le banc qui appartiennent aux districts ruraux. Je fais ces remarques en faveur d'hommes qui les méritent à tous égards et qui ne devraient pas être davantage mis sur un pied d'infériorité avec leurs collègues de la ville, comme le fait remarquer avec tant de justesse l'honorable juge Loranger, dans l'ouvrage que j'ai cité.

Je remercie la Chambre pour l'attention avec laquelle elle a bien voulu m'écouter. Je sais qu'à la veille d'une prorogation on n'est guère disposé à écouter des discours, aussi suis-je plus reconnaissant pour la courtoisie avec laquelle on a accueilli mes observations.

L'honorable M. **Taillon**.—Comme question de fait les juges de la campagne viennent siéger à Montréal, et s'ils ne viennent pas plus souvent, j'ai cru que c'était parce qu'ils ne le voulaient. Ainsi, le juge Mathieu siège aussi souvent à Montréal qu'à Joliette. De plus, je sais qu'à Montréal, les juges ont tellement d'ouvrage qu'ils sont heureux de faire venir leurs confrères des districts ruraux pour les aider.

Quant à Québec, je ne suis pas en position de savoir ce qui s'y passe aussi bien qu'à Montréal et j'espère que mes collègues qui appartiennent au barreau de la capitale nous donneront les renseignements nécessaires.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, la loi qui constitue ce tribunal de révision a pour but de faire réviser les jugements des juges des districts ruraux.

M. **Gagnon**.—Quand cela a-t-il été fait ?

M. le **Secrétaire**.—On sait que tel était le but de la loi. Cette institution remonte à 1864, et jamais depuis il n'y a eu de plainte. Conçoit-on qu'on aurait toujours mis la loi de côté et qu'on n'aurait jamais eu l'idée de s'en plaindre jusqu'à présent !

Maintenant, l'honorable député de Kamouraska a dit qu'à Montréal les juges des districts ruraux vont siéger dans cette ville, et il se demande pourquoi la même chose ne se ferait pas ici. La réponse est bien facile, c'est qu'à Montréal les juges ont trop de besogne et que ceux de Québec peuvent faire leur ouvrage sans aide extérieur. Mais quand il arrive que les juges à Québec ont trop à faire, ils demandent l'aide de leurs confrères de la campagne.

On dit aussi que si tous les juges venaient siéger en révision à Québec,

on aurait une jurisprudence plus uniforme. C'est tout le contraire qui arriverait, car avec ce système vous auriez un personnel de révision différent à chaque terme. On ne serait jamais certain des jugements. On s'est plaint même de la cour d'appel à cause de ces changements. La jurisprudence était tellement incertaine qu'on n'osait plus se présenter devant ce tribunal.

Nous avons une preuve de ce mauvais système dans les cas des élections contestées. Dans ces causes les jugements sont assez différents.

Ensuite un autre inconvénient c'est que les termes des cours sont tenus à des jours différents.

Quant aux éloges qui ont été faits à l'honorable juge Meredith, je dirai que ce magistrat a une position très imminente. Je serais heureux de le voir décoré, car il le mérite bien par sa longue et glorieuse carrière, et sa conduite digne.

M. Lemieux—député de Lévis.—M. le président, je remercie l'honorable député de Kamouraska pour les éloges qu'il a faits à l'adresse de nos juges.

Je comprends que la pensée de mon honorable ami c'est que les juges des campagnes viennent siéger en révision à Québec, à tour de rôle.

Le premier inconvénient à la réalisation de ce système ce sont les dates auxquelles sont tenus les termes des cours. En second lieu les frais seraient plus élevés qu'à l'heure qu'il est, par suite des déplacements que cela exigerait pour entendre les causes et rendre jugement.

L'honorable député de Kamouraska voudrait que la loi fût changée. Ce n'est pas nécessaire. Comme question de fait, j'ai vu des juges de la campagne siéger ici à Québec en révision. C'est ainsi que j'ai vu siéger les juges Angers, Taschereau, McCord et autres, et nous ne craignons pas d'aller en cour de révision. Pour moi j'y vais avec autant de plaisir et de certitude que devant la cour d'appel.

Quant à ce qui a été dit à propos de l'honorable juge Meredith, j'ajouterai qu'il joue le rôle du magistrat le plus intègre. Il devrait être décoré pour ses longs services dans la magistrature. Non seulement il est un homme distingué, mais de plus il aurait figuré avec dignité même en Angleterre.

Quant à notre magistrature généralement, il est malheureux que la

politique s'en mêle, et qu'on nomme quelques fois des hommes qui ne le méritent pas. Nous avons certains juges qui font beaucoup d'ouvrage. Ainsi c'est l'honorable juge Caron qui a inauguré le système de rendre les jugements aussi promptement qu'il le fait à présent.

Les observations de l'honorable député de Kamouraska ont beaucoup de bon sens, mais je ne crois pas que le temps soit venu de modifier l'état de choses actuel.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—On a parlé de décorations, j'avoue que je ne partage pas les vues qui ont été exprimées à ce sujet, et que je n'en souhaite pas pour mes compatriotes. Je ne vois pas qu'un homme ait besoin de cela pour être plus digne de notre admiration ou de notre respect. Ces marques de distinctions apparentes n'ajoutent pas à mes yeux à leurs mérites.

C'est avec regret que je vois de mes compatriotes en accepter, et j'ai toujours admiré M. McKenzie pour avoir refusé ces décorations ou ces titres honorifiques, car je ne vois pas comment ces hommes peuvent avoir une complète et absolue indépendance vis-à-vis de la métropole. Je ne parle pas des décorations pour services rendus à l'instruction ou pour toutes autres causes de cette nature. Ce que je ne veux pas, ce sont les titres résultant de la politique.

L'honorable juge Meredith est un des hommes les plus distingués que je connaisse, et si le système des décorations doit prévaloir, il est bien l'un de ceux qui les méritent le plus.

Je suis surpris de l'hérésie légale cominise par l'honorable secrétaire de la province.

D'après lui, la cour de révision ne serait constituée simplement que des juges de Montréal et de Québec. Ces cours sont composées des juges de la cour supérieure de toute la province. C'est la cour supérieure de Montréal et de Québec jugeant en révision. C'est une proposition tellement insoutenable qu'il ne voudrait pas l'émettre devant un tribunal.

A Montréal, le juge Sicotte, de St-Hyacinthe préside souvent le cour de révision, et il a juridiction. Voilà la loi.

Je suis partisan de la cour de révision.

L'honorable M. **Taillon**.—Dans ce cas, il faudrait avoir autant que possible les mêmes juges.

L'honorable M. **Mercier**.—Je ne dis pas non. Cette cour ne

reuds pas les servient qu'elle peut rendre. Si les juges de Québec se plaignent, qu'ils appelle leurs confrères de la campagne à partager leur besogne. Chaque fois qu'ils se plaignent, je leur dirais, si j'étais procureur général : prenez les juges de la campagne. Ce sont des hommes très compétents.

Les juges dans le district de Montréal sont appelés très souvent à siéger à Montréal même. Nous en avons eus de Québec. Ainsi le juge Taschereau vient souvent à Montréal, et nous nous en trouvons très bien. C'est un magistrat distingué et qui possède une haute science légale. Nous avons le juge Bourgeois qui siège aussi quelquefois à Montréal, et nous considérons comme une bonne fortune de plaider devant lui, car c'est un homme très distingué.

Si j'étais procureur général, j'insisterais auprès du juge en chef pour que les juges des districts ruraux siègent en révision. Il y a certains de ces juges qui n'ont pas autant d'ouvrage que ceux des villes de Montréal et de Québec. Certains d'entre eux n'ont que pour cinq mois d'ouvrage environ et le reste du temps est consacré à l'étude. Vous n'avez pas à craindre une différence accentuée dans les jugements, car les juges de la campagne consultent les juges de la ville et par là vous avez l'uniformité dans la jurisprudence. Voyez à Montréal la jurisprudence est presque uniforme, même sur des points de procédure. C'est un avantage énorme que d'avoir une telle uniformité, car cela donne moins d'ouvrage aux juges.

L'honorable M. **Taillon**.—Je ne vois pas pourquoi les juges des campagnes ne viennent pas siéger ici. C'est probablement dû au fait que les juges de Québec n'ont pas plus de besogne qu'ils ne peuvent faire.

L'honorable M. **Blanchet**.—On a critiqué l'opinion que j'ai exprimée à propos de la constitution de cette cour. Je dis que c'est le but et l'interprétation donnée à la loi. Il en est ainsi depuis 1864, et la différence constatée à Montréal est due au fait que les juges de cette ville ont plus d'ouvrage qu'ils n'en peuvent faire. Le but de la loi était de faire réviser les jugements des juges des districts ruraux par les juges de Québec et de Montréal.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LA FABRICATION DU SUCRE DE BETTERAVES.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi concernant la subvention accordée à la compagnie pour la fabrication

du sucre de betteraves de la province de Québec et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette province.

L'honorable M. **Taillon**.—Le gouvernement a une hypothèque de \$35,000, mais comme la compagnie a gagné \$14,000 il ne reste de dû que \$21,000. Ce montant a été transporté aux banques. Cela est donc une bonne garantie. Quant à la troisième hypothèque, elle n'est pas aussi sûre. La compagnie veut négocier des débetures et elle ne le peut qu'en donnant la première hypothèque sur ses propriétés. En échange de l'hypothèque, le gouvernement recevra \$25,000 en débetures.

Quant aux \$21,000 dont j'ai parlées, elles peuvent fort bien ne jamais devenir une créance pour la province car la compagnie peut gagner ces \$21,000, en remplissant les conditions de son subside représenté par cette somme, en poursuivant ses opérations pendant trois nouvelles années.

Ainsi l'on voit qu'il n'est pas certain à ce point de vue qu'en consentant à l'arrangement proposé, nous fassions le sacrifice des \$21,000, pour deux motifs : d'abord la compagnie peut gagner ces \$21,000 et ensuite la compagnie peut vendre toutes ses propriétés pour payer ses hypothèques.

En votant cette subvention la Législature comme le gouvernement ont voulu établir une nouvelle industrie dans la province. Aujourd'hui le gouvernement se trouve dans la position d'un homme qui a fait des avances et qui constate que son débiteur est dans de mauvaises affaires.

L'honorable M. **Mercier**.—Dans ce cas, le marchand en gros ne laisse pas aller une hypothèque pour prendre un billet à la place.

M. le **Procureur général**.— Mais le gouvernement ne calcule pas y faire de l'argent. Je trouve une analogie parfaite avec la politique d'aide aux chemins de fer. Quand bien même le gouvernement ne recevrait pas un sou, du moment qu'il réussira à établir solidement cette industrie dans la province, je dis que ce sera un bienfait immense pour l'agriculture.

L'honorable député de Rouville nous disait l'autre jour que la première année, il a perdu sur sa culture de betterave, que l'année suivante les résultats qu'il avait obtenus avaient été un peu plus satisfaisants et qu'à présent cette culture le paye bien.

J'espère qu'il en sera de même pour la fabrication du sucre. Je suppose avec raison que l'on apprendra à faire un produit qui sera meil-

leur marché que celui que l'on fabrique à présent, comme on a appris à faire une meilleure culture que dans les premières années.

Nous pouvons réussir, ou nous ne pouvons pas réussir, les deux sont possibles. Dans tous les cas, nous essayons, voilà en deux mots la position. Il peut se faire aussi que les premiers qui ont établi cette industrie y trouvent la ruine et que d'autres viennent après eux et en fassent une bonne affaire. Ceci, c'est de l'histoire de tous les jours, on ne doit pas s'en étonner. Dans tous les cas, le gouvernement en proposant cette mesure poursuit la politique d'aide que la Législature a sanctionné à plusieurs reprises.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Sur proposition de M. Desjardins, les trois premiers paragraphes du deuxième rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des faits contestés dans l'acte d'accusation portée par l'honorable député de Chambly contre l'honorable député de St-Hyacinthe, et le premier paragraphe du troisième rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des diverses transactions concernant la construction du palais législatif sont adoptés.

Sur proposition de M. Watts la résolution suivante est adoptée.

Que vu l'urgence des affaires devant cette Chambre, il est difficile d'obtenir un quorum du comité permanent des impressions ; et vu l'état avancé de cette session, la règle 94 de cette Chambre soit suspendue, et que les documents No. 88, 76, 53, 42, 33, 58, 66, 70, 75 et 80 soient imprimés immédiatement et insérés dans les documents de la session, sans que les dits documents aient été auparavant soumis à ce comité.

LA LOI DES FINANCES DE 1884-85.

L'honorable M. **Robertson** propose que le projet de loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1884, et le 30 juin 1885, et pour d'autres fins du service public soit maintenant adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit résolu :

“ Que les divers gouvernements conservateurs qui se sont succédés dans cette province, depuis la confédération, ont mis nos finances dans un tel état, que le lieutenant gouverneur s'est trouvé dans l'obligation de prononcer les paroles suivantes dans le discours du trône, à l'ou-

verture de cette session ; “ En nous occupant de cette importante question des finances de la province, j’espère que vous n’oublierez pas que pour rétablir l’équilibre entre nos recettes et nos dépenses, il faut adopter un vigoureux système d’économie et de retranchement dans toutes les branches du service public.”

Que le ministère actuel, exclusivement composé de personnes ayant appartenu à ces mêmes gouvernements conservateurs, succédant à un cabinet formé dans le sein du même parti, avec un chef désigné par un premier ministre démissionnaire, ayant les mêmes idées politiques et jouissant à l’époque de sa démission de la confiance de la majorité parlementaire, s’est écarté des saines doctrines constitutionnelles en répudiant la responsabilité de la politique qui a produit les résultats signalés par Son Honneur le lieutenant gouverneur.

Que, tout en repoussant théoriquement cette responsabilité, le ministère actuel a de fait approuvé tous les actes administratifs des cabinets conservateurs qui l’ont précédé, notamment :

1. En refusant une enquête parlementaire relativement à l’administration et à la vente du chemin de fer provincial ;
2. En continuant à faire des dépenses de construction de d’exploitation sur un chemin vendu et livré en 1882.
3. En approuvant la remise de \$3,000 à L. A. Sénécal *in re* de Molon et de \$30,000 *in re* Forjet et Cie., en violation de la loi et de la convention ;
4. En faisant voter un crédit pour couvrir une dépense de \$1,500, faite pour l’impression d’un discours de L. G. Desjardins écuyer, député de Montmorency ;
5. En faisant voter un autre crédit de \$15,000 pour rembourser une pareille somme avancée à C. A. Dansereau, sous le prétexte d’acheter des livres ;
6. En ne révoquant pas sans délai la commission du service civil qui a déjà coûté à la province plus de \$10,000 et n’a pas fait de rapport final ;
7. En autorisant l’augmentation des dépenses du Conseil législatif ;
8. En émettant des mandats spéciaux pour solder des dépenses non autorisées par cette Chambre ;

Qu’en conséquence cette Chambre ne peut avoir confiance dans un

gouvernement constitutionnellement responsable de la politique ci-dessus dénoncée et dont les effets désastreux sont malheureusement trop évidents.

Cette proposition est mise aux voix ;

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Watts.—11.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Casavant, Désaulniers, Deschênes, Faucher de St-Maurice, Flynn, Lynch, Marcotte, Martel, Martin, Nantel, Poulin, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—24.

La proposition de l'honorable M. Robertson et adopté et le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province.* —J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 mai 1884, demandant copie de la correspondance entre le gouvernement et les membres de la commission du service civil, et toute personne quelconque, au sujet du ou des rapports de la dite commission.

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 juin 1884, demandant copie de la pétition présentée au premier, durant le mois de mai 1884, par les membres du service civil, demandant que le statut 40 Victoria, chapitre 9, soit mis en force.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 juin 1884, demandant toutes correspondances ou autres documents relativement à la disposition du terrain connu sous le nom de l'emplacement des casernes des Jésuites, situé dans la cité de Québec.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 7 mai 1884, demandant copie de toutes correspondance avec le département du trésor concernant certains bons non payés, et que doit le shérif du district d'Arthabaska.

L'honorable M. **Taillon**. — Nous voici rendu au terme de nos travaux législatifs pour la session de 1884, et je crois de mon devoir avant de nous séparer, M. le président, de vous féliciter sur la manière dont vous vous êtes acquitté de vos difficiles devoirs. En vous proposant, au début de la session, aux suffrages de la Chambre, je me permettais d'énumérer quelques unes des principales qualités que l'on doit

trouver chez le président d'une Chambre comme la nôtre, et je conclusais en disant que vous possédiez ces qualités.

La session que nous venons de traverser vous a donné maintes occasions de faire briller ces qualités, et je suis heureux de pouvoir faire appel au témoignage de mes collègues pour dire que je ne m'étais pas trompé en vous faisant d'avance les éloges avec lesquels j'accompagnais la proposition touchant votre nomination. Vous avez su remplir votre devoir avec tact, impartialité et vos décisions attestent votre amour constant de l'étude et du travail.

L'honorable M. **Mercier**.—Il est d'usage que le jour de la prorogation des Chambres soit un jour où on n'entend que douces harmonies et paroles de sympathie et d'éloge. Je ne dérogerai pas à l'usage, surtout après une session comme celle que nous venons de traverser, dans le cours de laquelle nous avons eu si souvent l'occasion de faire entendre notre voix pour chanter autre chose que des couplets d'allégresse et des chants de félicitation.

Je puis rendre le témoignage que nous avons travaillé avec énergie à faire le bien de la province. Si nous n'avons pas réussi au gré de nos désirs, ce n'est pas de notre faute, car la volonté ne manquait pas.

Dans la situation que vous crée la position que vous occupez, M. le président, vous avez su rendre notre tâche la moins difficile possible et nous sommes heureux de pouvoir vous rendre ce témoignage, avant de nous séparer.

La séance est levée.

CLOTURE

DE LA

SESSION LÉGISLATIVE

DE 1884.

Palais législatif, mardi, le 10 juin 1884.

A trois heures de l'après-midi, Son Honneur THÉODORE ROBITAILLE, lieutenant gouverneur, entre dans la salle du Conseil législatif, accompagné des membres du cabinet et d'un brillant état-major militaire.

M. le **Président du Conseil législatif**.—Gentilhomme huissier de la Verge Noire, rendez-vous à la Chambre de l'Assemblée législative, et informez cette Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative s'étant rendue à cette invitation :

Le greffier de la couronne en chancellerie lit séparément les titres des lois à être sanctionnées, comme suit :

Acte pour modifier l'acte 44-45 Vict., chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées.

Acte relatif à la bibliothèque de la Législature.

Acte pour amender les actes concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics.

Acte amendant l'acte de cette province, 46 Victoria, chapitre 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la province de Québec, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs.

Acte pourvoyant aux moyens d'aider davantage les écoles sous le contrôle du bureau protestant des commissaires d'école de la cité de Québec.

Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province.

Acte amendant l'acte de cette province, 45 Victoria, chapitre 51, intitulé : " Acte concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu."

Acte pour amender les lois concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le code de procédure civile.

Acte relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la province de Québec.

Acte relatif aux chemins à barrières de Québec.

Acte pour amender l'acte de cette province, 43-44 Vict., chap. 10, concernant les enquêtes des coroners.

Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 26, intitulé : " Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude."

Acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de Saint-Jean-Evangéliste, Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite église et les bâtisses qui y sont érigées.

Acte pour amender de nouveau la charte du crédit foncier franco-canadien.

Acte autorisant le recteur, et les marguilliers de l'église de Saint-Jude de la paroisse de Saint-Jude, dans le diocèse de Montréal, à emprunter de l'argent et hypothéquer la propriété de l'église.

Acte abolissant les actions préférentielles du fonds social de " la compagnie manufacturière Paton," émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette province, 39 Victoria, chapitre 67, et révoquant le dit acte.

Acte permettant à la Coaticook Knitting Company," d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet.

Acte autorisant l'association pharmaceutique de la province de Québec, à admettre Frédérick T. Ansell, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste, dans la province.

Acte pour refondre et amender les actes concernant les sœurs de l'asile de la Providence de Montréal.

Acte permettant au " Congregational College of British North America" de conférer des degrés en théologie, et amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 62.

Acte amendant l'acte 44-45 Victoria de cette province, chapitre 89, à l'effet de substituer le nom de David Lamontagne, de la paroisse de Sainte-Marie, à celui de François Gosselin et pour d'autres fins.

Acte concernant les juges de sessions de la paix de Montréal et de Québec.

Acte pour ériger en municipalité, la paroisse de Saint-Maxime du Mont Louis avec d'autres postes environnants et le township Denoue, dans le comté de Gaspé, et pour d'autres fins.

Acte érigeant civilement la paroisse de Sainte-Emilie-de-l'Energie et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée.

Acte autorisant Joseph Morissette, de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière.

Acte constituant la paroisse de Saint-Joachim de Shefford en municipalité, pour les fins municipales et scolaires.

Acte constituant la ville Saint-Jean-Baptiste.

Acte amendant l'acte 38 Victoria, chapitre 77, intitulé : Acte pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 24, intitulé : Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville.

Acte constituant " La Maison de l'Immaculée Conception de Montréal ".

Acte amendant l'acte 39 Victoria, chapitre 50, constituant la cité de Sherbrooke, tel que déjà amendé par l'acte 40 Victoria, chapitre 27, et l'acte 42-43 Victoria, chapitre 60.

Acte pour amender le statut 35 Victoria, chapitre 34, ordonnant l'établissement d'un " ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint Hyacinthe le Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe."

Acte amendant l'acte 46 Victoria, chapitre 74, constituant " La compagnie de l'hôtel château saint Louis."

Acte amendant l'acte 18 Victoria, chapitre 61, des statuts de la ci-devant province du Canada.

Acte pour interpréter une certaine donation faite aux clercs de Saint-Viateur par l'honorable Barthélemi Joliette et son épouse."

Acte ratifiant les obligations émises par " la compagnie de filature de Sainte-Anne," Hochelaga, et autorisant les directeurs de cette compagnie à hypothéquer sa propriété immobilière.

Acte concernant l'union de certaines églises méthodistes mentionnées dans le présent acte.

Acte amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 70, intitulé : " Acte pour autoriser les propriétaires des Iles du Moine et des Barques à faire des règlements pour la meilleure administration des dites îles."

Acte pour constituer la " Compagnie du pont de Saint-Léonard," et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de Saint-Léonard, comté de Nicolet.

Acte pour constituer " La société union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke."

Acte pour amender de nouveau l'acte 26 Victoria, chapitre 23, et l'acte 39 Victoria, chapitre 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de " La corporation de la ville de Joliette," et pour d'autres fins.

Acte amendant certains actes concernant la constitution de la ville de Berthier, et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Acte pour amender l'article 671 du code de procédure civile.

Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du code civil.

Acte amendant l'acte de cette province, 46 Victoria, chapitre 21, intitulé : " Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique en tant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond."

Acte autorisant Achille Leduc, grevé de substitution en vertu du testament de feu dame Marguerite Bourgeois, sa mère, à aliéner des immeubles substitués.

Acte constituant la compagnie des transports et des mines des rivières du Lièvre et Outaouais.

Acte pour constituer les " Missionnaires de la compagnie de Marie."

Acte concernant les compagnies à fonds social et la protection des personnes qui y font des placements.

Acte constituant la ville de Sainte-Cuégonde.

Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des actionnaires de la compagnie des cotons de Montréal.

Acte concernant les commissaires d'école d'Hochelaga.

Acte constituant la Compagnie maritime et industrielle de Lévis

Acte pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du Canada, 24 Victoria, chapitre 32, concernant les assurances mutuelles.

Acte relatif aux notifications, protêts et significations.

Acte pour rendre valides certains actes notariés.

Acte pour lever certains doutes au sujet de l'acte 44-45 Victoria, ch. 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de Stoneham et Tewkesbury, d'une certaine partie de la paroisse de St. Edmond de Stoneham.

Acte amendant le chapitre 25 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Acte pour amender l'acte 46 Victoria, chapitre 34, intitulé : " Acte pour amender et refondre la loi constituant l'association des dentistes de la province de Québec."

Acte constituant la société d'hygiène de la province de Québec.

Acte constituant " l'association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal." (The licenced victuallers Association of Montreal.)

Acte autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Cyrille Hector Andgrave *alias* Handgrave dit Champagne, à la profession de procureur et d'avocat.

Acte ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition de propriété passé, entre les commissaires d'école de la municipalité du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, et les syndics de la minorité dissidente du même village de Waterloo.

Acte pour amender le code municipal de la province de Québec.

Acte pour amender l'article 664 du code de procédure civile.

Acte constituant la compagnie royale d'électricité.

Acte constituant l'association de prévoyance et de secours mutuels des bouchers de Montréal.

Acte autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre après examen, Philéas A. Corriveau au nombre de ses membres.

Acte pour détacher une certaine partie du canton de Tingwick, comté d'Arthabaska, et l'annexer à la municipalité du canton de Chester-Ouest, pour les fins municipales et scolaires.

Actes autorisant Dame Marie J. Thérèse LaRocque et son époux, J. Aldéric Ouimet, écr., à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées.

Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, et les divers autres actes amendant cet acte et contenant des dispositions relatives à la corporation de la ville de Sorel.

Acte amendant l'acte constituant " La compagnie du chemin de fer de Leeds et des cantons de l'Est."

Acte réduisant le capital-actions de la compagnie de prêt et d'hypothèque de Montréal.

Acte amendant de nouveau le statut de cette province, 43-44 Victoria, chapitre 50, intitulé : " Acte pour constituer la compagnie du chemin de fer union Jacques-Cartier."

Acte pour amender l'acte 44-45 Victoria, chapitre 27, intitulé : " Acte concernant le barreau de la province de Québec."

Acte concernant les voitures d'hiver dans certains comtés.

Acte amendant l'acte de la présente session intitulé : " Acte pour constituer la " Compagnie du pont Saint-Léonard," et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de Saint-Léonard, comté de Nicolet.

Acte pour amender la loi des jurés et jurys, (46 Victoria, chapitre 16.)

Acte pour annexer le No. 1698, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de Montréal, à la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce Ouest.

Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud.

Acte pour modifier les plans et livres de renvoi officiels de la ville de Fraserville, de la paroisse de St-Patrice de la Rivière-du-Loup, du canton de Hull et du village de St-Sauveur, près de Québec.

Acte pour amender l'ordonnance 4 Victoria, chapitre 17, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Québec et y conduisant, et pour établir un fond pour cet objet," et les divers actes qui l'amendent.

Acte pour abroger la douzième section du chapitre 22 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant le bon ordre dans et près les endroits consacrés au culte public.

Acte pour détacher certaines parties de l'augmentation du township de Caxton, de la paroisse de St-Barnabé, et les annexer à la paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, dans le comté de St-Maurice, pour toutes fins quelconques.

Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 17, concernant les écoles d'industrie.

Acte pour amender les actes concernant les écoles de réforme.

Acte pour amender le chapitre 94, des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Acte pour amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 6, concernant le cautionnement des officiers publics de la province.

Acte pour autoriser le gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la rivière Richelieu.

Acte pour amender de nouveau l'acte général des mines de Québec de 1880.

Acte pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du Canada, 24 Victoria, chapitre 32, concernant les assurances mutuelles

Acte pour amender un acte de cette session intitulé : " Acte pour constituer la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité pour les fins municipales et scolaires. "

Acte concernant les subsides aux compagnies de chemins de fer et certaines garanties d'intérêts par la province de Québec.

Acte pour amender les lois concernant la constitution de la cour supérieure en cette province.

Acte concernant la subvention accordée à la compagnie de sucre de betteraves de la province de Québec, et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette province.

Acte pour nommer commissaire les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée législative.

Acte concernant l'acte pour assurer l'indépendance des membres de la Législature de cette province.

La sanction royale est prononcée sur ces lois par le greffier du Conseil législatif comme suit :

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant gouverneur sanctionne ces lois.

M. le **Président** de l'Assemblée législative.

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente une loi intitulée : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1884, et le 30 juin 1885, et pour d'autres fins du service

public," lequel jje prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.

A cette loi la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne la loi.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le lieutenant gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables messieurs du Conseil législatif ;

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous féliciter au nom de Notre Gracieuse Souveraine, sur l'assiduité et la diligence avec lesquelles vous vous êtes occupés des différents importants sujets qui ont été soumis à votre considération, et je suis convaincu que les mesures importantes que vous avez adoptées pendant cette session, seront accueillies avec satisfaction par le peuple de cette province.

Messieurs de l'Assemblée législative ;

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides et je verrai à ce que le meilleur usage soit fait des sommes mises à la disposition du gouvernement.

Honorables messieurs du Conseil législatif ;

Messieurs de l'Assemblée législative.

Au moment de retourner dans vos foyers, veuillez accepter les vœux sincères que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles.

M. le **Président** du Conseil législatif.—Honorables messieurs du Conseil législatif, messieurs de l'Assemblée législative, c'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant gouverneur que cette Législature soit prorogée à lundi, le quatrième jour d'août prochain. pour être ici tenue ; et cette Législature provinciale est en conséquence prorogée au quatrième jour d'août prochain.

APPENDICE.

DÉCISION DE M. DELORME,

GREFFIER DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

SUR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT.

(Voir séance du 27 mars, page 153.)

M. le procureur général Taillon, député du district électoral de la division est de Montréal s'adressant au greffier (qui, étant debout s'est tourné de son côté, et ensuite s'est assis) propose à la Chambre pour son président, l'honorable Jonathan Saxton Campbell Wurtele, laquelle proposition est secondée par l'honorable J. G. Robertson.

Et objection étant faite par l'honorable M. Mercier, que cette motion n'est point dans l'ordre, vu que les honorables députés qui la proposent n'ont pas été préalablement présentés à la Chambre.

M. Delorme décide comme suit : L'objection soulevée par l'honorable député de St-Hyacinthe n'est pas nouvelle : en 1876, à la Chambre des communes d'Ottawa, cette question offrait à M. le président Anglin, qui présidait alors cette Chambre, l'occasion de faire les observations suivantes relativement à la présentation des députés à la Chambre : “ Je dirai quelques mots du mode inauguré à l'ouverture de ce parlement relativement à la présentation des députés. J'ai cru alors que pour les prochaines sessions la mise en pratique de cette coutume ne pourrait que créer de la confusion, et ainsi que tous le savent cette prévision s'est réalisée, car il en est résulté de graves inconvénients. Rien n'a encore été fait pour remédier à cet état de choses, mais je présume qu'il ne sera pas difficile de s'entendre à ce sujet. Je suis d'avis qu'il vaut mieux revenir à l'ancienne coutume : dans tous les cas les honorables messieurs qui sont restés hors de la Chambre durant tout le cours d'une session doivent être présentés.

“ Les honorables députés qui occupaient un siège en cette Chambre à
“ la dernière session et l'ont perdu, puis ont été réélus depuis, peuvent
“ le reprendre sans passer par la formalité de la présentation ; mais qui-
“ conque a vu s'écouler une session sans être membre de cette
“ Chambre, doit être considéré comme étant un nouveau député et
“ doit être présenté. Cependant, il serait préférable de revenir à l'an-
“ cienne coutume, qui veut que chaque député soit présenté.”

Il est d'usage tant dans cette Chambre qu'à la chambre des communes d'Ottawa, chaque fois qu'il s'élève un doute sur les procédés à adopter par ces législatures, de se conformer autant que possible à la pratique de la chambre des communes d'Angleterre dans des cas analogues. En Angleterre, les nouveaux membres seulement sont présentés afin que la Chambre puisse bien les connaître ; les députés réélus pour le même parlement ne sont pas tenus de se faire présenter de nouveau, car la Chambre les connaît et peut les identifier au besoin.

C'est là absolument la position dans laquelle se trouvent les honorables députés de Montréal-est et de Sherbrooke. Ils reviennent dans cette Chambre dont ils étaient membres durant la dernière session de ce parlement-ci, après avoir été demandé aux électeurs dont ils sont les députés si, après avoir accepté une charge à la nomination de la couronne, ils recevront leur approbation par une nouvelle élection : le certificat du greffier en chancellerie fait voir que cette élection a été favorable à ces honorables messieurs, qui sont venus prendre leur siège dans une Chambre qui les connaît et où il n'est pas nécessaire de les présenter. Je déclare donc que les honorables députés de Montréal-est et de Sherbrooke ont bien fait de prendre respectivement chacun leur siège sans avoir à se faire présenter.

INDEX.

CONSEIL LÉGISLATIF.

A

Adresse de condoléance à Sa Majesté à l'occasion de la mort du Prince Léopold :—L'honorable M. Ross, p. 14.

Ajournement par respect pour la mémoire de MM. Proulx et Dostaler :—Les honorables MM. Ross, p. 16 ; Starnes, 16 ; Rémillard, 17.

Adresse en réponse au discours du trône :—Les honorables MM. Hearn, p. 30 ; Méthot, 24 ; Gérin, 28 ; Ross, 28, 33 ; Archambeault, 29 ; Masson, 31.

Adresse de bienvenue au marquis de Lansdowne, gouverneur général du Canada :—L'honorable M. Ross, p. 115.

Réponse du gouverneur général à cette adresse, p. 117.

B

Barrières, projet de loi relatif aux chemins à barrières. Objection de l'honorable M. Starnes. Décision de M. le président, p. 111.

C

Commissaires, projet de loi pour nommer commissaires les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée législative :—Les honorables MM. Ross, p. 138, 139 ; Starnes, 138 ; Gérin, 138 ; Champagne, 138.

Cautionnement des officiers publics, projet de loi concernant le cautionnement des officiers publics :—L'honorable M. Ross, p. 139.

I

Ivrognes d'habitude, projet de loi pourvoyant à l'interdiction des ivrognes d'habitude :—L'honorable M. Ross, p. 90.

L

Loterie, projet de loi pour autoriser la grande loterie de colonisation :—
Les honorables MM. Archambeault, p. 63 ; Masson, 66 ; Champagne, 69 ; Beaudry, 71 ; Rémillard, 71 ; Retrait de ce projet de loi, 111.

Licences, proposition touchant la loi des licences, et les réclamations de la province :—Les honorables MM. Champagne, p. 102 ; de Bucherville, 106 ; Rémillard, 106 ; Starnes, 107 ; Ross, 107.

P

Panet, l'honorable Louis, ajournement à l'occasion de la mort de—Les honorables MM. Ross, p. 94 ; Archambeault, 94 ; Starnes, 95.

Pacifique, proposition relative au tracé du chemin de fer du Pacifique :
Les honorables MM. Gérin, p. 125 ; Méthot, 126 ; Champagne, 127 ; Ross, 127.

Prévôt des incendies pour la cité de Montréal, projet de loi pour abolir cette charge :—Les honorables MM. Beaudry, p. 133 ; Starnes, 133 ; Gérin, 134 ; Rémillard, 134 ; Ross, 134.

S

Sociétés à fonds social, projet de loi concernant les sociétés à fonds social :—L'honorable M. Starnes, p. 129.

Session, les travaux de la session :—Observations des honorables MM. Ross, p. 140 ; Starnes, 141 ; Rémillard, 141.

INDEX.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A

Adresse en réponse au discours du trône :—MM. Faucher de St-Maurice, p. 166 ; Poupore, 174 ; Mercier, 182, 287, 309 ; Taillon, 206, 286, 308 ; Joly, 220 ; Blanchet, 228 ; Irvine, 238 ; Robertson, 244, 257 ; Stephens, 246 ; Lynch, 258 ; McShane, 265 ; Gauthier, 268, 318 ; Gagnon, 275.—**Amendement de M. Gagnon :** MM. Poulin, p. 291 ; Picard, 299, 307 ; Cameron, 302 ; Duhamel, 304 ; Beaubien, 305 ; Asselin, 311 ; Desjardins, 314 ; Garneau, 318 ; Deschênes, 319 ; Trudel, 320 ; Richard, 320 ; Beauchamp, 320 ; Turcotte, 321 ; McShane, 321.—**Amendement de M. Mercier :** p. 322 ; Watts, 328 ; Taillon, 329 ; Joly, 333 ; Boyer, 335 ; Nantel, 336.

Asile de Beauport—proposition relative au contrat avec l'asile de Beauport :—MM. Mercier, p. 347 ; Blanchet, 349 ; Martel, 351 ; Gagnon, 351 ; Boyer, 352 ; McShane, 353.

Autonomie des provinces—résolutions de M. Mercier, touchant l'autonomie des provinces :—MM. Mercier, p. 376 ; Watts, 411 ; Taillon, 413 ; Picard, 413 ; Irvine, 414 ; Lynch, 418 ; Marchand, 421 ; Nantel, 422 ; Joly, 431 ; Garneau, 436 ; Lemieux, 444 ; Turcotte, 454 ; Marion, 457 ; Cameron, 462 ; Desjardins, 464 ; Gagnon, 492 ; Asselin, 493, Rodidoux, 497 ; Archambault, 500 ; Mercier, 503.

Résolutions de M. Duhamel :—MM. Duhamel, p. 640 ; St-Hilaire, 644 ; Deschênes, 653 ; Flynn, 655 ; Mercier, 674 ; Blanchet, 681, 734 ; Beaubien, 767 ; Joly, 775, 1161 ; Taillon, 779, 788 ; Gauthier, 869 ; Poupore, 871 ; Duhamel, 872 ; Gagnon, 874 ; Nantel, 875 ; Marchand, 876.

Anglais—ajournement à l'occasion de la fête nationale des Anglais :—MM. Mercier, p. 706 ; Lynch, 706 ; Taillon, 708.

Amortissement, proposition relative à l'amortissement de la dette publique :—MM. Mercier ; p. 716, Robertson, 719 ; Marchand, 720.

Arbres, la fête des :—MM. Gauthier, p. 733.

Anatomie, projet de loi relatif à l'étude de l'anatomie :—MM. Garneau, p. 802, 1089, Taillon, 803 ; Joly, 1090 ; Rinfret dit Malouin, 1091 ; Carbray, 1091 ; Marcotte, 1091 ; Gagnon, 1092 ; Taillon, 1092 ; Lemieux, 1092.

Agriculture, liste des ouvrages recommandés par le conseil d' :—M. Faucher de Saint-Maurice, p. 864.

Adresse au marquis de Lansdowne, p. 1500.

Agriculture, projet de loi concernant les lois sur :—MM. Beauchamp, 1654 ; Taillon, 1654 ; Deschênes, 1654 ; Gagnon, 1655 ; Demers, 1655 ; Poulin, 1655.

B

Barrières, proposition concernant les chemins à barrières :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 357, 692, 1050, 1382 ; Lemieux, 1382 ; Gagnon, 1383 ; Joly, 1383 ; Irvine, 1384 ; Asselin, 1384.

Betterave, résolutions et projet de loi concernant la fabrication du sucre de :—MM. Robertson, 1726 ; Mercier, 1727 ; Casavant, 1727 ; Stephens, 1728 ; Taillon, 1729, 1761 ; Demers, 1730 ; Bergevin, 1731 ; Joly, 1731 ; Poulin, 1732 ; Gagnon, 1733.

Proposition de l'honorable M. Mercier, concluant au rejet du projet de loi : p. 1750.

Bibliothèque, proposition relative à l'incendie de la bibliothèque :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 635 ; Joly, 635 ; Blanchet, 636.

Barnard, proposition relative aux sommes payées à E. A. Barnard :—M. Poulin, p. 806 ; proposition de M. Demers, p. 867 ; McShane, 867.

Budget, exposé budgétaire, M. Robertson, p. 879, 982 ; Joly, 923 ; Shehyn, 935 ; Stephens, 983 ; Gagnon, 984, 986.

Amendement de l'honorable M. Mercier :—MM. Mercier, 996, 1207 ; Desjardins, 1026 ; Stephens, 1071 ; Sawyer, 1078 ; Flynn, 1080, 1097, 1216 ; Joly, 1135, 1228 ; McShane, 1167 ; Gagnon, 1171, 1229 ; Taillon, 1174 ; archand, 1187 ; Poulin, 1230.

Amendement de M. Stephens, sur l'emprunt de \$3,500,000 :—MM. Stephens, p. 1249 ; Robertson, 1254 ; Mercier, 1255 ; Blanchet, 1263 ; Boyer, 1267 ; Nantel, 1268 ; Joly, 1268 ; Duhamel, 1269 ; Lynch, 1270, McShane, 1273 ; Beaubien, 1274.

Amendement de M. Cameron, touchant les mandats spéciaux :—MM. Cameron, p. 1285 ; Robertson, 1293 ; Watts, 1293 ; Lynch, 1294 ; Mercier, 1295, 1304 ; Blanchet, 1296, 1307 ; Gagnon, 1297 ; décision de M. le président, 1298 ; Taillon, 1301.

Amendement de M. Watts, touchant la lettre de crédit de \$15,000, pour achat de livres pour la bibliothèque :—MM. Watts, p. 1312 ; Robertson, 1314 ; Mercier, 1314 ; Taillon, 1319 ; Joly, 1319 ; Beaubien, 1321 ; McShane, 1321 ; Poupore, 1322 ; Garneau, 1322 ; Carbray, 1323 ; Turcotte, 1323 ; Gauthier, 1325 ; Gagnon, 1325 ; Asselin, 1328 ; Poulin, 1331 ; Duhamel, 1332 ; Faucher de Saint-Maurice, 1333.

Amendement de l'honorable M. Marchand, relatif à l'amortissement :
—M. Marchand, p. 1420.

Amendement de M. Robidoux, touchant la transaction de Molon, MM. Robidoux, p. 1428 ; Flynn, 1433 ; Mercier, 1445 ; Lynch, 1451 ; Stephens, 1453 ; Beaubien, 1455 ; McShane, 1456.

Amendement de M. Gagnon, sur les dépenses faites pour le chemin de fer Q. M. O. & O. :—MM. Gagnon, p. 1459 ; Robertson, 1464 ; McShane, 1465 ; Stephens, 1465 ; Mercier, 1466, 1470 ; Marion, 1469 ; Flynn, 1472 ; Joly, 1476 ; Beaubien, 1478 ; Robillard, 1480 ; Dorais, 1482 ; Casavant, 1482.

Amendement de M. Boyer, à propos du contrat de l'asile de Beauport :—MM. Boyer, p. 1486 ; Joly, 1488 ; Blanchet, 1487 ; Mercier, 1490 ; Stephens, 1494 ; Taillon, 1495 ; Marchand, 1493.

Amendement de M. McShane, touchant la commission d'enquête sur le service civil :—MM. McShane, p. 1502 ; Mercier, 1504 ; Stephens, 1506 ; Taillon, 1506 ; Joly, 1506 ; Martel, 1506 ; Turcotte, 1507 ; Blanchet, 1507 ; Gagnon, 1511 ; Faucher de Saint-Maurice, 1512.

Amendement de M. Lemieux, touchant l'administration de la justice :
—MM. Lemieux, 1573 ; Taillon, 1579 ; Joly, 1581 ; Mercier, 1583 ; Robertson, 1583.

Amendement de M. Gagnon, touchant la charge de commissaire du fonds d'emprunt municipal, 1588.

Amendement de M. Gagnon, sur le paiement du salaire du surintendant des travaux de colonisation, 1598.

Amendement de M. Demers, relatif aux dépenses de Spencer Wood :
—MM. Demers, 1610 ; Mercier, 1611 ; Deschênes, 1612 ; Blanchet, 1612 ; Turcotte, 1613 ; Taillon, 1613 ; Stephens, 1614 ; Faucher de Saint-Maurice, 1615 ; Gauthier, 1615 ; McShane, 1615 ; Beaubien, 1615.

Amendement de M. Rinfret dit Malouin, sur le paiement des réclamations contre le gouvernement et provenant du chemin de fer Q. M. O. & O., 1618.

Amendement de M. Gagnon, sur la publication des manuscrits historiques, 1619.

Amendement de M. Watts, sur les dépenses du Conseil législatif, 1619.

Amendement de M. McShane, sur les \$15,000 confiés à M. Dansereau, pour achat de livres, 1620.

Amendement de M. Bernard, sur le crédit pour l'immigration, 1620.

Amendement de M. Bernatchez sur les dépenses faites pour l'installation temporaire pour la salle des séances, 1621.

Amendement de M. Robidoux sur les dépenses de trafic du chemin de fer Q. M. O. et O., : — MM. Robidoux, p. 1621 ; Taillon, 1622 ; Mercier, 1622 ; Flynn, 1622 ; Gagnon, 1622.

Amendement de l'honorable M. Mercier, sur le paiement de \$30,960 au Québec central : — MM. Mercier, 1670 ; Robertson, 1680 ; Stephens, 1683 ; Blanchet, 1683 ; Lemieux, 1684 ; Irvine, 1686.

Amendement de M. Demers sur l'augmentation de l'indemnité aux conseillers législatifs, 1696 :

Amendement de M. Bernard, sur l'augmentation de l'indemnité aux députés, 1696.

Amendement M. Shebyn sur les voies et moyens du budget de 1885 : — M. Shebyn, 1707.

Amendement de l'honorable M. Marchand, p. 1762.

Discussion des articles du budget : — MM. Gaboury, 1277 ; Gagnon, 1277, 1278, 1280, 1601, 1605, 1607 ; Taillon, 1277, 1278, 1280, 1335, 1336, 1338, 1515, 1607, 1617 ; Mercier, 1277, 1278, 1280, 1335, 1336, 1337, 1338, 1572, 1601, 1609, 1617, 1696, 1697 ; Poulin, 1279, 135, 1608 ; Joly, 1573 ; Beaubien, 1279, 1280 ; Desjardins, 1602 ; Nantel, 1279, 1697 ; Stephens, 1279 ; Boyer, 1279, 1337 ; Demers, 1279, 1456, 1697 ; Robertson, 1336, 1338, 1573, 1599, 1601, 1693 ; Désaulniers, 1338 ; Asselin, 1338 ; Flynn, 1339, 1617 ; Casavant, 1340, 1608, 1697 ; Bernatchez, 1340, 1608 ; Faucher de Saint-Maurice, 1484, 1599, 1607 ; Marion, 1514, 1623 ; Gauthier, 1602 ; McShane, 1605, 1610 ; Beauchamp, 1606 ; Deschênes, 1607 ; Martin, 1607 ; Paradis, 1607 ; Trudel, 1608 ; Martel, 1608 ; Watts, 1609 ; Blanchet, 1612 ; Turcotte, 1618 ; Dorais, 1618, 1698 ; Garneau, 1697 ; Bernard, 1697 ; Charlebois, 1697 ; Marcotte 1697 ; Bergevin, 1698 ; Lemieux, 1698.



- Changements ministériels, question de M. Mercier sur les :—MM. Mercier, p. 156 ; Taillon, 156 ; Joly, 157 ; Lynch, 157. Explications ministérielles, MM. Mercier, p. 180 ; Taillen, 180 ; Joly, 181.
- Chemins d'hiver, projet de loi relatif aux chemins d'hiver. Rappel au règlement de M. Irvine. Décision de M. le président, p. 689.
- Collection des manuscrits relatifs à l'histoire de la Nouvelle-France, proposition touchant la :—MM. Stephens, p. 721 ; Blanchet, 1385 ; Marchand, 1389.
- Compagnie à fonds social, projet de loi relatif aux : MM. Stephens, p. 726 ; Blanchet, 726 ; Mercier, 728 ; St. Hilaire, 729 ; Garneau, 730 ; Gagnon, 731 ; Taillon, 732 ; Joly, 732 ; Flynn, 733.
- Colonisation, proposition relative à la dépense de l'argent voté pour la colonisation :—MM. Bernatchez, p. 992, 994 ; Flynn, 993 ; Gauthier, 993 ; Faucher de Saint Maurice, 995 ; Marchand, 995.
- Colonisation et industrie des phosphates :—Proposition de M. Duhamel p. 1160.
- Constitution de 1867 —proposition relative à la :—MM. Joly, p. 1347, 1349, 1377 ; Mercier, 1351, 1366 ; St-Hilaire, 1368 ; Watts, 1377 ; Asselin, 1378 ; Desjardins, 1379 ; Taillon, 1379 ; Marchand, 1380.
- Commission du service civil : MM. Mercier, 1485, 1616 ; Taillon, 1485 ; Gagnon, 1616 ; Robertson, 1617.
- Commissaire du fonds d'emprunt municipal, observations de MM. Gagnon : —p. 1517 ; Robertson, 1517 ; et Mercier, 1517.
- Chemin de fer de la frontière du sud, résolutions proposées par M. Faucher de Saint-Maurice, p. 1526.
- Commissaire des chemins de fer, loi pour voyant à l'abolition de la charge de :—MM. Mercier, 1551, 1556 ; Flynn, 569 ; Marchand, 1564 ; Taillon, 1565 ; Beaubien, 1565 ; objection de M. Gagnon, sur le vote de l'honorable M. Flynn, décision de M. le président, 1566 et 1567.
- Chemins de fer, garantie d'intérêts aux, projet de loi :—MM. Joly, 1627, 1642 ; Gagnon, 1627, 1637, 1640 ; Mercier, 1627 ; Blanchet, 1627, 1645 ; Robertson, 1636, 1649 ; Garneau, 1635, 1639, 1651 ; Stephens, 1638, 1647 ; Desjardins 1640, 1643 ; Gauthier, 1649 ; Lemieux 1649 ; Irvine 1650 ; Rinfret dit Malouin, 1650 ; amendement de M. Gagnon, 1650, 1651.
- Cours supérieure et de circuit, projet de loi concernant les :—Observations de M. Gagnon sur le personnel de la cour supérieure siégeant en révision à Québec :—MM. Gagnon, p. 1752 ; Taillon, 1757 ; Blanchet, 1757 ; Lemieux, 1758 ; Mercier, 1759.
- Clôture de la session législative de 1884, p. 1767.

D

Documents, proposition touchant l'échange de documents entre Ottawa et Québec :—MM. Gagnon, p. 639 ; Blanchet, 640 ; Ficard, 640.

Daaquam, proposition relative au canton de Daaquam :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 831 ; Bernatchez, 835 ; Marcotte, 835 ; Asselin, 836.

Débentures des chemins à barrières :—MM. Gagnon, 930 ; Desjardins, 932 ; Garneau, 932 ; Joly, 932 ; Flynn, 932.

Débats les :—MM. Gauthier, p. 1469 ; Taillon, 1470, 1691 ; Gagnon, 1470 ; Garneau, 1691 ; Mercier, 1692 ; Lemieux, 1692 ; Watts, 1693.

E

Ecole de navigation, proposition relative à l'école de navigation de Québec :—MM. Faucher de Saint-Maurice, page 710 ; 1309. Marcotte, 713 ; Boyer, 714 ; Carbray, 715 ; Joly, 715 ; Blanchet, 715.

Emprunt municipal, proposition de M. Desjardins, relative au fonds d'emprunt municipal, p. 1233 : Faucher de Saint-Maurice, 1237 ; Nantel, 1237 ; Robertson, 1247 ; Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, 1529.

Enquête sur le chemin de fer du Nord, déclaration de l'honorable M. Taillon ; p. 1238 ; Mercier, 1244 ; Gagnon, 1243 ; Gauthier, 1243 ; Asselin, 1243 ; Desjardins, 1243 ; Beaubien, 1243 ; Lavalée, 1244.

Ecoles élémentaires, proposition touchant le fonds des écoles élémentaires :—MM. Mercier, p. 358 ; Taillon, 359.

Emprunt de 1882, proposition touchant la remise des \$50,000 de dépôt pour la négociation de l'emprunt de 1882 :—M. Mercier, p. 360 ; Lynch, 362 ; Beaubien, 364 ; Archambault, 364 ; Irvine, 365.

Enquêtes des coroners—projet de loi concernant les enquêtes des coroners :—M. Faucher de Saint-Maurice, p. 439 ; Lynch, 440 ; Duhamel, 441 ; Mercier, 441 ; Lemieux, 442 ; Gagnon, 442 ; Boyer, 442 ; Beaubien, 442 ; Taillon, 442 ; Irvine, 443.

Ecoles protestantes de Québec—résolution relative aux écoles protestantes de Québec :—M. Lynch, 523.

Enquête—proposition d'enquête sur le chemin de fer Q. V. I. O. & O. :—MM. Gagnon, 556 ; Beaubien, 558 ; Taillon, 559 ; Marchand, 561 ; Mercier, 563 ; Flynn, 563 ; Nantel, 563 ; Trudel, 564.

Explorations dans Bonaventure :—Proposition de M. Martin, p. 705.

Exposition d'Edimbourg :—M. Faucher de Saint-Maurice, p. 1353.

Enquête—proposition demandant une enquête sur l'octroi du contrat pour le palais législatif :—MM. Boyer, 1354 ; Taillon, 1355 ; Mercier, 1356 ; Blanchet, 1362 ; Joly, 1363 ; Gagnon, 1364 ; Marchand, 1365.

F

Faucher de Saint-Maurice, explication personnelle au sujet d'un article du journal l'*Electeur*, p. 1165.

G

Gauthier.—Décision de M. le président, relative à une pétition concernant M. Gauthier, p. 1095.

I

Incendie, commissaire des—projet de loi pourvoyant à l'abolition de cette charge :—MM. Stephens, p. 622 ; Taillon, 623 ; Beaubien, 623.

Inspecteur des travaux de colonisation—proposition relative à :—MM. Asselin, p. 854 ; Gagnon, 856 ; Deschênes, 857 ; Martin, 858 ; Gauthier, 859 ; McShane, 859 ; Poupore, 860 ; Stephens, 860 ; Blanchet, 860 ; Beauchamp, 862 ; Nantel, 862 ; Joly, 864.

Incendie, l'organisation en cas d'incendie, au palais législatif :—MM. Gagnon, p. 1069 ; Robertson, 1070 ; Duhamel, 1070 ; Marchand, 1070.

Inspecteurs d'école, proposition relative au traitement des :—MM. Duhamel, p. 1156 ; Cameron, 1157 ; Robertson, 1157 ; Nantel, 1158 ; McShane, 1158 ; Faucher de Saint-Maurice, 1159.

Indépendance de la Législature, projet de loi :—MM. Mercier, p. 1665 ; Taillon, 1665 ; Joly, 1666 ; Marchand, 1666. Amendement de l'honorable M. Mercier :—MM. Mercier, 1735 ; Taillon, 1736 ; Stephens, 1737 ; Marchand, 1738 ; Robidoux, 1740 ; Lemieux, 1740 ; Turcotte, 1741 ; Gagnon, 1742.

Irvine, l'honorable M. Irvine remet son mandat de député :—MM. Irvine, p. 1687 ; Robertson, 1688 ; Mercier, 1688 ; Taillon, 1688 ; Joly, 1689 ; Lynch, 1689 ; Watts, 1689 ; Blanchet, 1690 ; Marchand, 1690 ; Stephens, 1690.

J

Jacques-Cartier, chemin de fer union.—Décision de M. le président, p. 1117.

Juges des sessions de la paix de Montréal et de Québec, projet de loi concernant l'indépendance des :—MM. Taillon, 1629 ; Gagnon, 1629 ; Lemieux, 1629 ; Mercier, 1630.

Jacques-Cartier, élection de l'honorable M. Mousseau à, déclaration de M. Martel à propos du règlement du procès en invalidation de cette élection :—Déclaration de l'honorable M. Mercier, 1698, 1699 ; Garneau, 1700 ; Robidoux, 1701 ; TAILLON, 1701 ; Joly, 1701 ; Lemieux, 1701 ; Picard, 1702 ; Marchand, 1702 ; Turcotte, 1703 ; Stephens, 1703 ; Flynn, 1703, Watts, 1704.

Dépôt, par M. Desjardins, du 2e rapport du comité nommé pour faire une enquête, p. 1748.

Résolutions pour autoriser le paiement des dépenses de l'enquête, p. 1749.

Proposition de M. Gagnon, 1705.

Décision de M. le président, 1705.

L

Licences, proposition relative à la législation sur les licences : — MM. Mercier, p. 346 ; TAILLON, 347. Résolutions : MM. Robertson, p. 807, 812 ; Joly, 809, 826 ; Gagnon, 809 ; Beaubien, 810, 827 ; Mercier, 812 ; TAILLON, 821 ; Turcotte, 828 ; McShane, 828. Proposition de M. Nantel : MM. Mercier, p. 829 ; Joly, p. 829.

Loterie, projet de loi concernant la grande loterie de colonisation :—M. Faucher de Saint-Maurice, p. 538 ; Joly, 605 ; Gagnon, 606 ; Watts, 607. Décision de M. le président, p. 607.

M

De Molon, proposition touchant l'achat de terrains à phosphates par M. de Molon :—MM. Mercier, p. 528, 545 ; Lynch, 531 ; Flynn, 532, 534 ; Carbray, 533, 545 ; Joly, 539 ; Duhamel, 541 ; Beaubien, 542 ; Garneau, 543 ; Picard, 544 ; Asselin, 544 ; Gagnon, 545.

Militaires, salle d'exercices—proposition :—MM. Garneau, p. 800 ; Blanchet, 801 ; Robertson, 1068 ; Gagnon, 1038 ; Beaubien, 1038.

N

Nord—proposition relative à la colonisation dans le Nord :—MM. Nantel, p. 576 ; Duhamel, 586 ; Marchand, 587 ; Gauthier, 588 ; Martel, 589 ; Casavant, 591, Deschênes, 593 ; Gagnon, 594 ; Beaubien, 595 ; Boyer, 597.

Notaires, le tarif des—proposition de M. Bergevin, p. 1151, 1154 ; Asselin, 1152 ; Gagnon, 1152 ; Mercier, 1153 ; Trudel, 1153.

Noms des cantons de la province, proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, p. 1632 :—MM. Flynn, 1635 ; Marchand, 1635.



Ouvriers, projet de loi réglant la responsabilité des patrons envers les ouvriers :—MM. Joly, p. 615 ; Taillon, 619 ; Irvine, 621.

Officiers publics, projet de loi concernant le cautionnement des :—MM. Mercier, 1667 ; Taillon, 1668 ; Joly, 1668 ; Gagnon, 1668.



Prince Léopold, mort du : — MM. Lynch, p. 157 ; Mercier, 158 ; Taillon, 158.

Pétitions demandant la dépense de deniers publics : — Observations de M. le président, p. 270 ; Taillon 271 ; Mercier, 271 ; Marchand, 271.

Pêche—projet de loi touchant les droits de pêche :—MM. Lynch, p. 525 ; Joly, 525.

Puyjalon—proposition relative aux travaux d'exploration de M. le comte Henri de Puyjalon :—MM. Faucher de Saint Maurice, 569 ; Deejardins, 574 ; Lynch, 574 ; Stephens, 574 ; Gauthier, 575.

Président, proposition pour la nomination du président de l'Assemblée législative :—M. Taillon, p. 145 et 146.

Observations de MM. Taillon, p. 1764 ; Mercier, 1765.

Objection de M. Mercier sur la capacité de M. Taillon de faire la proposition :—MM. Mercier, p. 146 ; Gagnon, 147 ; Lynch, 148 ; Stephens, 149 ; Joly, 150 ; Taillon, 151 ; Irvine, 152.

Décision de M. le greffier Delorme, voir appendice, p. 1775.

Allocution de M. le président, p. 143.

Observations de M. le président, p. 1516 ; Taillon, 1516 ; Mercier, 1516.

Palais législatif, proposition relative à l'enquête sur l'incendie du palais législatif :—MM. Gagnon, p. 639 ; Blanchet, 639.

Déclaration de l'honorable M. Mercier, relative à l'octroi du contrat pour la construction du palais législatif, demande d'enquête, 1589 ; Taillon, 1592 ; Joly, 1593 ; Blanchet, 1594 ; Lynch, 1595 ; Beauchamp, 1596 ; Gagnon, 1596.

M. Asselin demande l'adoption du 2e rapport du comité nommé pour faire une enquête :—MM. Mercier, p. 1743 ; Gagnon, 1743 ; Robidoux, 1745 ; Taillon, 1745.

Paroisses—proposition touchant la préparation d'une liste des paroisses de la province :—MM. Boyer, p. 695 ; Beaubien, 695, Gagnon, 695 ; Blanchet, 696 ; Taillon, 696 ; Mercier, 697 ; Marchand, 697.

Pacifique, proposition relative au tracé du chemin de fer du :—MM. Garneau, 1533, 1544 ; Shehyn, 1535 ; Flynn, 1538 ; Mercier, 1539 ; Beaubien, 1540 ; Gagnon, 1541 ; Turcotte, 1543 ; Martin, 1545.

Q

Québec-central :—Explication de M. Robertson, p. 272, 519 ; M. Stephens, 274 ; M. Mercier, 275 ; M. Marchand, 275.

Québec—projet de loi concernant la corporation de Québec :—Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, p. 1205.

R

Robitaille—pension à L. A. Robitaille :—M. Mercier, 527.

Régistrateurs—proposition relative au tarif des registrateurs :—MM. Mercier, p. 697 ; Marion, 699 ; Blanchet, 700 ; Gagnon, 701 ; Martin, 702 ; Bergevin, 702 ; Taillon, 703.

S

Subside aux provinces,—proposition relative au subside aux provinces :—MM. Mercier, p. 344 ; Lynch, 345.

Sourds-muets, proposition relative à l'institution des sourds-muets de Mile-End :—MM. Nantel, p. 837 ; Martel, 841 ; Stephens, 847 ; Beaubien, 847 ; Faucher de Saint-Maurice, 849 ; Demers, 851.

Sénécal M. — Demande d'enquête sur la part prise par M. Sénécal aux élections de 1881 :—MM. Joly, 1390 ; Taillon, 1395 ; Mercier, 1395, 1405 ; Blanchet, 1399 ; Marchand, 1400 ; Beaubien, 1402, 1409 ; Stephens, 1402 ; Lynch, 1403 ; Archambault, 1409 ; Picard, 1410 ; Robidoux, 1410 ; Gagnon, 1412 ; Gauthier, 1414 ; Flynn, 1415 ; Turcotte, 1418.

Surintendant des travaux de la colonisation, abolition de la charge de—proposition de M. Lemieux, p. 1517 ; Nantel, 1518 ; Picard, 1518 ; Taillon, 1519 ; Gagnon, 1519 ; Marchand, 1519 ; proposition de M. Beaubien, 1520. Objection de M. Gagnon. Décision de M. le président, 1521. Objection de M. Gagnon sur la proposition de M. Nantel, 1522. Décision de M. le président, 1522.

Sessions,—propositions concernant les,—MM. Mercier, 1635 ; Taillon, 1636.

Séances, proposition de M. Gagnon, relative aux séances de la Chambre :—M. Gagnon, 1747. Proposition de l'honorable M. Taillon, 1747. Objection de M. Gagnon, 1747.

T

Taché, proposition relative aux travaux sur le chemin Taché :—MM. Asselin, 1343 ; Deschênes, 1343 ; Richard, 1343 ; Faucher de Saint-Maurice, 1345 ; Marcotte, 1347 ; Blanchet, 1347.

V

Voiries—proposition relative aux travaux de voiries et de cours d'eau :
—MM. Lemieux, p. 636 ; Picard, 637 ; St-Hilaire, 637 ; Joly, 638 ;
Nantel, 638 ; Gagnon, 639 ; Lynch, 639.

W

Whitfield, ferme modèle de—proposition de M. Martel :—MM. Martel, p. 551 ; Joly, 552 ; Casavant, 553 ; Poulin, 555.

